

هكذا من الأصل

AFRIQUE

République populaire du Congo

- Le cardinal Biayenda, archevêque de Brazzaville a été assassiné
- L'ancien président Massamba - Debat aurait reconnu ses responsabilités dans le meurtre du commandant Ngonabi

Le cardinal Emile Biayenda, archevêque de Brazzaville, a été enlevé et assassiné dans la nuit du mardi au mercredi 23 mars par un groupe de trois personnes appartenant à la famille du commandant Ngonabi, ancien chef de l'Etat, lui-même assassiné le 18 mars. Selon l'agence Reuters, qui cite une source officielle, les trois meurtriers ont été arrêtés.

Dans une déclaration diffusée mercredi matin, le comité militaire congolais, organe regroupant les officiers qui assurent le pouvoir depuis la disparition du président Ngonabi, stigmatisait ce crime qui « plonge le Congo dans un double deuil national ».

Les assassinats du cardinal Biayenda, poursuivi le communiqué, ont été commis de façon exemplaire au même titre que ceux du président Ngonabi. Le comité militaire ne peut accepter de tels actes, qui relèvent de la passion aveugle et du banditisme, et met sévèrement en garde tous ceux qui pourraient être tentés de commettre de tels crimes.

Une mise en garde aux fauteurs de troubles

M. Alphonse Massamba-Debat, ancien président congolais, a reconnu ses responsabilités dans le meurtre du président Ngonabi, indique un substantiel communiqué du comité militaire diffusé par le radio de Brazzaville et capté à Yaoundé mardi 23 mars.

LE CARDINAL BIAYENDA

Né à M'penguila en 1927, Emile Biayenda fut ordonné en 1958, sacré évêque en 1970 et nommé archevêque de Brazzaville en 1971. Alors qu'il était simple prêtre attaché à la mission de Moulele, il avait été arrêté en 1965, sans mandat de justice, et maintenu en prison pendant deux ans. On l'avait accusé d'avoir distribué des tracts hostiles au gouvernement (M. Massamba-Debat était alors chef de l'Etat). Membre du synode roumain en 1971, qui traduisait de la « Justice dans le monde », il avait notamment déclaré : « La critique de Karl Marx sur la religion n'est pas totalement fautive, et encore ». Le socialisme est la seule solution capable d'établir un ordre de justice ».

Zaire

Pékin met en cause l'Union soviétique dans l'invasion du pays

L'Agence Chine Nouvelle a déclaré, mercredi 23 mars, que l'invasion du Zaire avait été préparée et financée par l'Union soviétique. Selon l'agence chinoise, « les mouvements sont payés par le social-impérialisme soviétique, qui a organisé l'invasion du Zaire ». Les « mouvements établis » ont été « réorganisés » et « réarmés » par le social-impérialisme soviétique à des fins de « conquête » et de « destruction ».

De son côté, le général Mobutu, président de la République du Zaire, a déclaré mardi : « Léonid Brejnev et Fidel Castro ont manifesté une conscience ». L'U.R.S.S. s'est vue, depuis 1960, date de l'accession du Zaire à l'indépendance, à placer une centaine d'installations militaires dans le pays, alors qu'elle n'en avait aucune autre part. « Nous ne négligeons aucun effort pour entraver les rapports de coopération de paix », a-t-il déclaré.

Le président zairois a ajouté : « Les anciens généraux, basés sur le territoire zairois, ont été réarmés et réorganisés par des Cubains, dont ils ont auparavant reçu un enseignement militaire et technique, en vertu des accords de coopération ». Il a indiqué que les armes utilisées étaient les mêmes armes perfectionnées de fabrication soviétique.

BIBLIOGRAPHIE

L'Afrique du jour et de la nuit

de Robert Arnaut

Pour son Afrique du jour et de la nuit, dans laquelle il regroupe une série d'interviews enregistrées au magnétophone au cours d'innombrables tournées à travers le continent, Robert Arnaut est venu remettre, mardi 22 mars, le prix Pierre-Mille, décerné par le Syndicat fédéral de la presse d'information française, à l'ouvrage de l'écrivain français, cette récompense, destinée au meilleur reportage réalisé au cours de l'année écoulée, dans ce qui fut l'ouvrage de l'année. Un ouvrage de l'année, car Robert Arnaut est, à son tour, distingué par le jury qui entérine le succès de l'un des journalistes qui contribuent le plus à faire connaître la geste coloniale française. Il doit sans doute cette distinction autant à l'ensemble de son œuvre qu'à son ouvrage. Auteur d'un glossaire de la radiodiffusion rédigé pour le Conseil international de la langue française et d'une étude consacrée au rayonnement du français à travers le monde, il est en effet considéré comme un grand maître de la francophonie.

Dans son dernier ouvrage, Robert Arnaut s'est efforcé de

Inde

MM. Ram et Desai postulent l'un et l'autre le poste de premier ministre

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Suivant le calendrier qu'impose la Constitution, la coalition qui a remporté les élections indiennes devait désigner, jeudi 24 mars, le président de son groupe parlementaire, qui deviendra automatiquement le premier ministre. Le gouvernement sera formé le jour même. Il sera dirigé par la suite, vendredi, enfin, se tiendra la séance d'ouverture du Parlement, qui doit examiner d'ici à la fin du mois le budget de l'Union.

Toute la journée de mercredi devait être occupée par des discussions entre membres de la majorité, portant sur le choix de l'homme qui, après Mme Gandhi, va prendre en

main le destin de ce qui est redevenu le plus grande démocratie du monde. C'est ce choix qu'ont entériné, en principe, les parlementaires jeudi, si tant est que, d'ici là, l'unanimité ait pu se faire sur l'une des deux principales personnalités en présence. Car aucun des postulants ne suscitait, mercredi matin, l'adhésion générale, et l'on pensait que la médiation de M. J. Narayan, qui fut le « consensus » du mouvement d'opposition à la « dictature » avant même que l'état d'urgence ne soit instauré, serait déterminante. La tâche du vieux leader gandhien n'est pas simple : la coalition a été formée avec précipitation, dans la bousculade politique qui a

suivi, en janvier, l'annonce des élections, puis, un peu plus tard, celle de la démission du ministre de l'Agriculture, M. Ram. On trouve au sein de cette coalition des tendances qui vont du centre gauche à l'extrême droite, pour prendre des références européennes.

L'homme qui ferait le mieux la synthèse entre tous ces courants, estime-t-on généralement, serait le chef du Congrès pour la démocratie, M. Ram. C'est un homme habile, pondéré, ouvert et tolérant. Il serait sans aucun doute le plus capable de faire face ensuite aux tensions qui ne manqueront pas de se produire dans la majorité. Sa démission du cabinet de Mme Gandhi l'a

rendu très populaire. Mais le large soutien qu'il rencontre dans l'opinion, dans les couches les plus pauvres, mais aussi dans l'élite dirigeante et la jeunesse, les sympathies qu'il conserve au sein de son ancienne formation, maintenant minoritaire à la Chambre du peuple, le rendent suspect à ces conservateurs à tout prix qui sont les forces personnelles dominantes du Parti du peuple.

Inversement, le président de cette formation, M. Morarji Desai, est jugé trop marqué à droite et trop sectaire pour conduire une équipe qui devra s'employer à rechercher de nombreux compromis si elle veut maintenir en fragile union. Toute l'action politique de cet octogénaire a été depuis dix ans dominée par une volonté opiniâtre d'écartier Mme Gandhi du pouvoir.

A la vérité, ces deux personnalités représentent deux visages complémentaires de l'Inde : celui du touchable parvenu au faite des honneurs, celui du gardien éclectique appartenant à une haute caste. Mais ces considérations socio-politiques ne sont pas les seules prises en compte : la personnalité charnelle du poste de chef de l'exécutif devra être acceptée dans le sud du pays, où la nouvelle majorité compte peu d'élus.

Avant même que le gouvernement ne soit formé, les dispositions prises sous l'état d'urgence sont levées les unes après les autres. Les droits fondamentaux (liberté d'expression, d'association, etc.), qui avaient été suspendus, ont été rétablis. Vingt-cinq organisations de l'extrême droite, hindouistes et musulmanes, et de l'extrême gauche (dont une dizaine de groupes révolutionnaires interdits en juillet 1975) vont pouvoir reprendre leurs activités. Cela devrait avoir pour conséquence la libération de plus de trente mille militants de ces mouvements. Enfin, M. Georges Fernandes, le dirigeant socialiste qui était accusé de complot sous l'état d'urgence, a été remis en liberté, sous caution, mardi. Il est à noter cependant que M. Ram, répondant aux questions des journalistes, a clairement déclaré qu'il ne lui semblait pas souhaitable d'envisager le démantèlement de l'agence de renseignements politiques, qui avait, près de beaucoup d'importance dans les dernières années du régime de Mme Gandhi.

L'ancien premier ministre s'est affaibli avec dignité, mardi, se contentant, après avoir présenté sa démission, de rendre publique une déclaration dans laquelle il affirme accepter « sans réserves et dans un esprit d'humilité » le verdict populaire, et offrir sa « coopération constructive » au pays.

Ce qui est remarquable, c'est le calme dans lequel s'effectue le passage de la « dictature » à la « démocratie ». Les passions soulevées par la campagne électorale sont retombées. Les manifestations de joie ont été, somme toute, limitées. On a l'impression que la population demeure encore stupéfaite par l'effet de surprise de la révolution, et qu'elle est maintenant soucieuse de savoir ce que l'avenir lui réserve.

Chine

DES PERSONNALITÉS DU CHEKIANG ET DU HUNAN SONT ACCUSÉES DE COMPLICITÉ AVEC LA « BANDE DES QUATRE »

Hangchow (provinces du Chekiang) (A.F.P.). — L'opération se poursuit en Chine, six mois après l'éviction de la « bande des quatre ». Une dizaine de hautes personnalités du Chekiang, province située au sud de Changhaï, sont accusées de « complicité » avec Mme Chiang Ching, révélateur des affiches apposées la semaine dernière dans le centre de Hangchow, la capitale de cette province.

Parmi ces personnalités figurent M. Cheng Yung-sheng, vice-président du comité révolutionnaire provincial, et M. Ho Hien-chun, vice-président du comité municipal. Une situation semblable paraît prévaloir dans d'autres provinces chinoises, notamment au Liaoning et au Hunan.

A Hangchow, des affiches mettent en doute l'aptitude du comité municipal actuel à « diriger » la ville. L'une d'entre elles, datée de samedi 19 mars, porte le titre suivant, en gros caractères : « Nous devons arracher la partie pourrie du morceau de viande ». « Révoquez les éléments contre-révolutionnaires ! ». Nous n'avons pas encore révisé nos comptes avec tout le monde ! », disent des slogans.

Changsha, capitale de la province du Hunan, des affiches annoncent le « limogeage » de quelques personnalités locales, dont M. Yeh Wei-ming, vice-président du comité révolutionnaire provincial, rapportant des voyageurs.

Un rapprochement des nouveaux dirigeants avec Washington serait bien vu à Pékin

La défaite de Mme Gandhi, qui avait signé un traité d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S., modifie considérablement les données de la situation en Asie. La majorité issue des élections est plus favorable que le parti du Congrès à la coopération avec les Etats-Unis.

Dans un commentaire exceptionnellement prompt, l'agence Chine nouvelle s'est réjouie, mardi 23 mars, du « fiasco » de Mme Gandhi, qui « montre l'impopularité de sa politique intérieure et étrangère ». « Avec l'appui et la complicité du social-impérialisme soviétique, le parti du Congrès a suivi pendant des années la politique de l'impérialisme américain », poursuit l'agence gouvernementale, pour laquelle le traité d'amitié et de coopération signé en 1971 était un « moyen pour Moscou d'opprimer, d'exploiter et de contrôler l'Inde ». Il s'agit là d'une allusion aux échanges prévoyant des livraisons indiennes en nature dont la valeur marchande était dévaluée par l'U.R.S.S. selon un mode de calcul que bien des Indiens trouvaient arbitraire.

Chine nouvelle estime aussi que le traité indo-soviétique a permis à l'U.R.S.S. de créer des troubles en Asie du Sud. Les accords entre Moscou et New-Delhi prévoyant en effet une assistance militaire soviétique en cas de nécessité, ils ont joué, par exemple, un rôle décisif dans la victoire du Pakistan qui a abouti à la création du Bangladesh en 1971. La précédente attaque de l'Inde par le Bangladesh, contre Mme Gandhi avait précédemment été portée à l'attention des diplomates qui opposent l'Inde et le Bangladesh au sujet du partage des eaux du Gange. D'une façon générale, cependant, le ton avait baissé entre Pékin et New-Delhi depuis que les deux capitales avaient échangé des ambassadeurs. Annoncée en avril 1976, la décision de « normaliser » les relations diplomatiques — figées au niveau des chargés d'affaires depuis le conflit de 1962 — avait été suivie de progrès appréciables.

En U.R.S.S., Pémbarra s'est manifestée. Lors de la dernière visite de Mme Gandhi à Moscou — en juin 1976 — les mesures d'exception décidées par le premier ministre avaient été présentées par ses hôtes soviétiques comme une riposte nécessaire à la réaction intérieure et à l'impérialisme international. Aujourd'hui, les Indiens reconnaissent que la défaite de Mme Gandhi les a en partie libérés d'une « menace » pour Moscou d'oppression, d'exploitation et de contrôle.

Toutefois, l'allusion aux refus des dirigeants du Congrès de coopérer avec le parti communiste soviétique (sans quelques exceptions dans le plan local), contrastent avec ce qui s'est produit lors des élections précédentes, le correspondant des Indes à New-Delhi écrit : « Les milieux de gauche indiens soulignent l'effet décapant qu'a eu sur les élections la division des forces démocratiques et patriotes ».

Les Soviétiques, qui semblent avoir été surpris par l'échec du Congrès, avaient toutefois quel-ques motifs d'optimisme quant à l'évolution du régime indien. Ils pensaient que Mme Gandhi, son fils Sanjay ne cachait ni son aversion pour le parti communiste indien ni son désir que le pays cesse de s'engager dans la voie de la coopération avec Moscou. Mme Gandhi elle-même avait fait comprendre aux dirigeants du Kremlin, lors de sa dernière visite à Moscou, qu'elle était toujours hostile à la proposition soviétique de créer un pacte de sécurité collective en Asie, dirigé contre la Chine.

Le quotidien indien Express a réitéré récemment que les livraisons soviétiques d'eau lourde à

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le 30 mars 1977, la Hollande dira oui à Charles-de-Gaulle.

Le 30 mars 1977, KLM, la grande compagnie aérienne néerlandaise, entrera en service à l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France.

Le 30 mars 1977, le premier aéroport français sera relié en 7 heures et 9 fois par jour à Amsterdam, plaque tournante du réseau KLM qui dessert plus de 100 villes dans le monde entier.

Le 30 mars 1977, il y aura une bonne raison de plus de dire oui à KLM.

Reservations : KLM, 36 bis, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 266.57.19 ou chez votre Agent de voyages.



Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

Ph. D.

* Presses de la Cité, 302 p., 45 F. 50.

Tunisie

EUROPE

CRISES ET TENSIONS POLITIQUES DANS PLUSIEURS PAYS

Pays-Bas

APRÈS LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT DE M. DEN UYL Des ministres expédieront les affaires courantes jusqu'aux élections du 25 mai

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais a démissionné. Dans l'après-midi du 22 mars, le premier ministre, M. Den Uyl, a présenté la démission des six ministres chrétiens-démocrates à la reine Juliana, et les dix ministres socialistes ont mis leurs fonctions « en disponibilité ». Mais ce n'est qu'une démission de fait. Comme le veut la tradition constitutionnelle, la reine Juliana prend cette décision en « considération », puis, c'est elle qui nomme et révoque officiellement les ministres.

Dans la pratique, deux solutions sont possibles dans les jours qui viennent : tous les ministres, aussi bien chrétiens-démocrates que socialistes, continueraient d'expédier les affaires courantes, ou bien seuls les dix ministres de la gauche resteraient en place pour cette tâche. Il n'y aura pas d'élections anticipées, puisque la date du 25 mai avait déjà été fixée.

Dans sa déclaration, où perçait l'émotion, le premier ministre a parlé du problème que le gouvernement de centre-gauche n'a pas su résoudre en raison de la position des chrétiens-démocrates, notamment de M. Van Agt, vice-premier ministre, ministre de la Justice, la politique foncière (le Monde du 23 mars).

Mais les raisons profondes de la crise sont ailleurs : c'est la méfiance entre chrétiens-démocrates (et surtout les catholiques-populaires) et socialistes. Les socialistes reprochent aux chrétiens-démocrates de ne pas vraiment accepter la politique d'« coalition de centre-gauche » et de ne pas vouloir sincèrement aux réformes de société auxquelles aspirait le gouvernement de M. Den Uyl. Pour les socialistes, la chute du gouvernement, deux mois seulement avant l'échéance normale, est une « expérience stupéfiante », a déclaré M. Van Thijn, leur leader parlementaire.

C'est la troisième fois depuis la dernière guerre que les catholiques ont dû quitter un cabinet de centre-gauche. Pour M. Den Uyl, la chute de son gouvernement est « l'expérience la plus amère » qu'il ait jamais faite de sa vie politique.

La volonté de freiner des mesures jugées « trop à gauche » et les divergences personnelles entre MM. Van Agt et Den Uyl justifient, pour les chrétiens-démocrates, ce qui vient d'arriver. Pour la démocratie chrétienne, il ne s'agit pas d'une crise provoquée par la proximité des élections, mais la droite du parti entend garder la possibilité de nouer une coalition de droite (avec les libéraux conservateurs). Les leaders chrétiens-démocrates vont devoir maintenant expliquer leur politique aux électeurs.

M. Aantjes, chrétien-démocrate protestant de gauche, s'est pressé d'avoir provoqué cette crise. Au sein de la démocratie chrétienne, les tensions s'accroissent entre la droite et la gauche, mais la droite semble être la plus forte. Ce n'est un secret pour personne que les deux ministres chrétiens-démocrates protestants, MM. Boersma (affaires sociales) et de Gay Fortman (intérieur) ont longtemps hésité avant de se déclarer solidaires de M. Van Agt et de démissionner.

La crise a, en revanche, résolu certains problèmes pour le parti socialiste, qui était divisé sur les concessions à faire aux chrétiens-démocrates.

Ainsi finit l'expérience du gouvernement le plus à gauche que les Pays-Bas aient jamais connus. Sa plus grande réussite fut de changer le climat politique néerlandais, de le rendre peut-être un peu plus humain. Les Pays-Bas ont fait un pas vers une démocratie sociale moderne. En politique, que étrange, le gouvernement, et surtout M. Den Uyl lui-même, ont fait preuve de temps à autre d'une franchise rafraîchissante.

MARTIN VAN TRAA.

Grande-Bretagne

LE VOTE SUR LA MOTION DE CENSURE A LONDRES La gauche travailliste s'inquiète des concessions que M. Callaghan est prêt à faire aux libéraux

De notre correspondant

Londres. — « Le service normal reprendra bientôt » telle est la formule qui apparaît sur les écrans de la télévision britannique en cas de panne. C'est aussi la phrase que M. Callaghan a utilisée, mardi 22 mars, aux Communes, vingt-quatre heures avant que ne s'engage le débat sur la motion de censure déposée par l'opposition conservatrice.

L'atmosphère de la Chambre était plutôt tendue. Salués par ses partisans aux cris de : « Good old Jim ! », M. Callaghan a plaidé pour des résolutions du Stock Exchange. Qui, a-t-il indiqué en substance, les cours de la Bourse sont tombés, lundi, quand le gouvernement a paru être en danger. Mais ils sont remontés immédiatement, lorsque la City s'est rendu compte que le Labour gagnerait les élections générales.

Quelques heures avant le scrutin, l'accord entre le gouvernement travailliste et le parti libéral paraissait en bonne voie. A la City, mardi, l'optimisme a repris le dessus. Reste à savoir si cette réaction de la « cité des capitaux » suffira à dissuader la gauche travailliste. Les critiques expliquent ainsi cette contradiction : depuis plusieurs mois déjà, le cabinet Callaghan, en s'efforçant de contrôler les salaires et de réduire les dépenses sociales, a poursuivi, en fait, une politique conservatrice.

La journée de mardi a vu s'écrouler le rythme des négociations entre le gouvernement et le groupe libéral, ainsi qu'avec les Unionistes de l'Ulster. A trois reprises, M. Steel s'est entretenu avec le premier ministre, après lui avoir envoyé une lettre déclinant l'adhésion des députés du troisième parti. Aucune précision n'a été fournie ni d'un côté ni de l'autre, sur le cours de ces tractations.

L'urgence principale de M. Steel est cependant connue : il entend obtenir la promesse que les libéraux seront consultés de façon permanente par le cabinet travailliste. Ce serait le moyen pour eux de convaincre le public qu'ils exercent une influence véritable. Par ailleurs, et qu'il jouent un rôle essentiel dans le « grand projet du bon sens » contre les extrémismes du Labour, M. Callaghan a fait un pas dans ce sens : mardi, il a inauguré une émission de télévision, dans laquelle le public pourra poser des questions au premier ministre. A Downing Street, on prend soin de préciser que cette innovation avait été décidée il y a bien des semaines.

Au cours de cette émission, M. Callaghan a donné des satisfactions aux libéraux, tout en s'efforçant de rassurer la gauche de son parti. Il a, comme il le souhaitait, M. Steel, publiquement reconnu que le gouvernement travailliste a désormais besoin de la « coopération » d'autres partis, que cet arrangement ne peut pas être secret, et qu'il doit s'appliquer à l'ensemble du programme législatif à venir.

JEAN WETZ.

Turquie

La perspective d'élections anticipées favorise une recrudescence de la violence

De notre correspondant

Ankara. — Tandis que chacun estime désormais inévitables, à moins d'imprévu, des élections anticipées, la tension politique atteint son paroxysme en Turquie. Le Parti de la Justice de M. Demirel, premier ministre, estime en effet que le début du mois de juin serait la date idéale pour la consultation nationale prévue normalement pour octobre (le Monde du 11 novembre 1976). Mais cela risque de mécontenter le Parti du saint national, membre de la coalition gouvernementale, décidé à rester au pouvoir jusqu'au bout.

Les amis du professeur Erbakan, qui animent le parti, menacent de quitter la coalition quadripartite et envisagent même de former une nouvelle alliance gouvernementale avec les partis de l'opposition, « punissant » ainsi M. Demirel. Les partis de la coalition et du mouvement nationaliste, les petits partenaires de la coalition, pour leur part, ne sont pas opposés aux élections anticipées.

Tout dépendra, en fin de compte, de l'attitude qu'adoptera le Parti républicain populaire (P.R.P.) de M. Ecevit, le parti le plus important de l'opposition.

Soucieux avant tout d'attirer l'électorat flottant, le P.R.P. semble se refuser à conclure des accords électoraux avec les autres formations de gauche. Mais cette méfiance à l'égard des autres mouvements socialistes risque d'enlever à M. Ecevit une part importante des voix qui l'avaient soutenu lors des consultations précédentes.

L'Assemblée a jusqu'au 12 avril pour décider de l'éventualité de ces élections anticipées, un délai de trois mois étant constitutionnellement requis entre la date de la décision et la consultation.

En attendant, la violence demeure une constante de la vie politique. La majorité des états-

blissements universitaires sont fermés. Les assassinats n'en continuent pas moins, mais cette fois dans la rue, et dans presque toutes les villes de province. Près de quarante jeunes gens ont perdu la vie depuis le mois de janvier. Les bagarres entre groupes rivaux risquent de s'étendre encore, estime-t-on ici, dans la période pré-électorale. D'ores et déjà les premiers heurts ont été enregistrés entre les militants du P.R.P. et ceux du parti de la Justice à l'occasion du contrôle des listes électorales, certaines listes étant tout simplement déchirées afin d'empêcher tout contrôle des adversaires.

Puis, les graves ennuis sont les raids effectués par les militants d'extrême droite contre les marchands de journaux. Des auto-défenses de journaux proches du Parti républicain du peuple et des autres formations de gauche font suite à leur confiscation chez des marchands terroristes. Même à Istanbul, les lecteurs du Cumhuriyet (centre gauche), ou ceux de Vatan (gauche), sont pris à parti et molestés en pleine rue.

Dans plusieurs villes de province, il est pratiquement impossible de trouver d'autres journaux que ceux proches des partis de la droite : les marchands, pris de panique, en viennent à les retirer de la vente.

Samedi 19 mars, un groupe de militants du Parti de la Justice, mécontents de la publication du quotidien Cumhuriyet, ont manifesté devant le siège du journal, à Istanbul, et brûlé des exemplaires en signe de protestation.

D'autre part, les purges d'éléments jugés « progressistes » continuent à l'Office de radio et de télévision d'Etat, sous l'impulsion d'un directeur général aux sentiments « réactionnaires ».

ARTUN UNSAL.

Italie

Deux policiers en civil sont tués à coup de revolver à Rome

De notre correspondant

Rome. — L'interdiction de manifester dans la capitale a été levée pour permettre aux Romains d'observer ce mercredi 22 mars la fête générale, qui s'est déroulée dans l'après-midi, comme dans les autres villes d'Italie. Deux manifestations étaient prévues dans la matinée : l'une organisée par les confédérations syndicales ; l'autre organisée par les étudiants d'extrême gauche. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour la circonstance.

Le malaise des policiers s'est encore exprimé dans la nuit de mardi à mercredi, à l'occasion d'une double et tragique fusillade. A 11 heures du soir, un membre de la Pubblica Sicurezza en civil se trouvait dans l'avenue de la dernière, comme dans les autres villes d'Italie. Deux manifestations étaient prévues dans la matinée : l'une organisée par les confédérations syndicales ; l'autre organisée par les étudiants d'extrême gauche. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour la circonstance.

Le malaise des policiers s'est encore exprimé dans la nuit de mardi à mercredi, à l'occasion d'une double et tragique fusillade. A 11 heures du soir, un membre de la Pubblica Sicurezza en civil se trouvait dans l'avenue de la dernière, comme dans les autres villes d'Italie. Deux manifestations étaient prévues dans la matinée : l'une organisée par les confédérations syndicales ; l'autre organisée par les étudiants d'extrême gauche. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour la circonstance.

ROBERT SOLE.

République fédérale d'Allemagne

Tous les partis politiques sont impliqués dans les scandales d'écoutes

De notre correspondant

Bonn. — Aux petits micros clandestins de la taille des pièces de 5 francs qui, placés sous les bureaux, sous les tapis, derrière les tableaux, permettent d'écouter discrètement les conversations, les Allemands ont donné le nom de « punaises ». Après l'affaire Trabbe et les écoutes à la prison de Stuttgart-Stammheim, un quotidien de Cologne remarquait avec humour : « Vous voilà déjà avec un couple de punaises. Et puis, qu'on accorde à ces petites bêtes une réputation respectable, la question se pose, et pas seulement aux sociologues, de savoir si elles ne se sont pas déjà multipliées. » Cette supposition était fondée. Devant la commission de l'Unité, ministre fédéral de l'Intérieur, a indiqué, le mardi 22 mars, que plusieurs opérations semblables à celles de Trabbe et à celles de Stammheim, officiellement qualifiées de « uniques et sans précédent », avaient été menées depuis quelques années. Selon le journal libéral de Munich, Süddeutsche Zeitung, M. Malhofer a notamment cité les exemples suivants : pendant les élections fédérales, un clandestin a été placé dans l'appartement d'un permanent du parti communiste allemand interdit (K.P.D.).

En janvier 1973, avec l'accord du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Genscher, les membres du groupe P.A.K., organisation grecque opposée au régime des colonels, ont été écoutes dans un hôtel de Rhénanie-Palatinat ; les autorités craignaient que « des actions terroristes ne soient menées en R.F.A. contre la justice ».

En 1975, des hommes des renseignements généraux se sont introduits dans les bureaux d'une maison d'édition de gauche, à Cologne, et ils ont photographié des documents.

Dès 1972, M. Genscher a interdit que les entretiens entre Gudrun Busslin, membre du groupe Baader emprisonnée à Essen, et son défenseur, M. Otto Schilly, soient écoutes, sur ordre du président de la police judiciaire et au mépris de la loi.

Dans quelques cas, les services de contre-espionnage allemands ont interdit toute activité à l'intérieur de la République fédérale ont apporté une « aide technique » à leurs collègues des renseignements généraux. Le porte-parole du gouvernement fédéral s'est refusé à confirmer ou à démentir ces informations.

Ce qu'a la Süddeutsche Zeitung appelle « un désastre pour l'Etat constitutionnel » aura-t-il des conséquences politiques immédiates ? On le croit de moins en moins. On Bonn après la réunion mardi matin 22 mars, autour du chancelier Schmidt, des chefs de groupes parlementaires et des parlementaires des partis représentés au Bundestag, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition. Pendant deux heures, la situation créée par la révélation des écoutes clandestines a été examinée. Tout le monde est tombé d'accord pour éviter toute surenchère et refuser la création d'une commission d'enquête parlementaire.

Que le chancelier et les dirigeants de la coalition gouvernementale puissent, en cas de crise grave, discuter directement avec les dirigeants de l'opposition est sans doute un signe de bonne santé pour la démocratie allemande. Pourtant, ce consensus ressemble fort à de la complicité. Tous les partis sont à des degrés divers impliqués dans ces affaires d'écoutes clandestines. Les libéraux avec M. Malhofer, les socialistes-démocrates avec M. Schilly, secrétaire d'Etat à la chancellerie et coordinateur des services secrets, les chrétiens-démocrates avec les ministres du gouvernement de Stuttgart. Chacun a intérêt à enterrer une affaire dont personne ne sort grand.

DANIEL VERNET.

DROITS DE L'HOMME

L'antisémitisme d'Etat en U.R.S.S. est dénoncé au cours d'un meeting à la Mutualité

L'antisémitisme d'Etat en Union soviétique a été dénoncé mardi soir 22 mars, au palais de la Mutualité à Paris, au cours d'un meeting présidé par M. Laurent Schwartz, professeur de mathématiques à l'Ecole polytechnique.

A la tribune se trouvaient : MM. André Lwoff, Daniel Mayer, André Monod, Maurice Roland, Vladimir Jankélévitch, Vercors, Henri-Pierre Klotz. Dans la salle, parmi une très nombreuse assistance, se trouvaient M. et Mme Leonid Plochitch, Mme Simonovici le professeur Abraham (Collège de France) et le professeur Etkind (université de Paris-Nanterre).

Les orateurs se sont demandés si l'actuelle campagne en U.R.S.S. préparait une nouvelle série de procès semblables à ceux de Leningrad en 1970. Le professeur Klotz s'est félicité du mouvement qui a permis la libération du docteur Stern. Il a marqué l'importance de l'intervention des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du parti communiste français et de six cents médecins signataires d'une lettre à la justice soviétique.

Dans un long rapport sur la situation des Juifs en Union soviétique depuis 1945, M. Daniel Mayer a signalé le changement d'attitude des autorités soviétiques, « qui utilisent la presse et les médias pour dénoncer les activités juives ».

M. André Lwoff a traité de la situation des scientifiques Juifs en U.R.S.S. : « Une nation qui ne respecte pas ses propres citoyens ne saurait respecter ceux des autres Etats. » Il a évoqué le sort de nombreux savants, en particulier les professeurs Lerner et Leventch, empêchés de travailler, de rencontrer leurs collègues occidentaux et réduits à des conditions de vie précaires.

Le professeur A. Voronel, physicien soviétique maintenant installé en Israël, a parlé du contexte de l'antisémitisme en U.R.S.S. : « Dans un pays sous-développé comme l'U.R.S.S., a-t-il dit, on ne peut faire jouer la haine contre des minorités sans faire peser sur elles de très graves menaces. »

En fin de réunion, M. Maurice Roland, président honoraire de la Cour de cassation, ancien président du Syndicat de la magistrature, et M. Daniel Jacoby, avocat membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, ont dénoncé les incitations à la haine raciale et l'antisémitisme d'Etat en invitant les participants au meeting à mener une campagne d'opinion pour faire connaître la situation des Juifs soviétiques.

D'autres cas concrets, comme celui de M. Chicharansky, arrêté au début de ce mois, ont été mentionnés au cours du meeting.

Après le discours de M. Brejnev M. Carter réaffirme son intention de défendre les libertés

Washington (A.F.P., A.P.). — Le président Jimmy Carter a déclaré, mardi 22 mars, aux dirigeants du Congrès qu'il n'avait pas l'intention de mener un front à sa campagne en faveur des droits de l'homme, malgré les violentes critiques que M. Leonid Brejnev lui avait adressées la veille (le Monde des 22 et 23 mars).

« Certaines personnes s'inquiètent chaque fois que M. Brejnev éternue », a notamment déclaré M. Carter, dont les propos ont été rapportés par le sénateur Alan Cranston (démocrate), participant avec d'autres à un petit déjeuner à la Maison Blanche. Le président des Etats-Unis a également dit avoir trouvé « quelques signes très prometteurs » dans le discours de M. Brejnev, ajoutant qu'il avait eu avec celui-ci des communications privées encourageantes. Le président a mentionné particulièrement la modération de Moscou au sujet du Proche-Orient.

Un peu plus tard, M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré que le président Carter continuerait à prendre publiquement la défense des droits de l'homme dans le monde, malgré les objections de M. Brejnev.

« Les Etats-Unis ne redoutent pas un débat public sur les principes qui guident nos sociétés respectives, devant la tribune de l'opinion mondiale », a ajouté M. Powell. Cependant, « nous espérons que l'U.R.S.S. ne permettra pas qu'un débat ouvert ait sur les problèmes des droits de l'homme contrainte le

A travers le monde

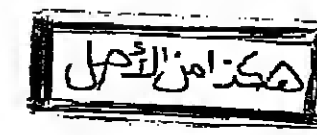
Etats-Unis

M. TAKEO FUKUDA, PREMIER MINISTRE JAPONAIS, termine ce mercredi 23 mars sa visite officielle aux Etats-Unis. Il doit regagner Tokyo le même jour. M. Fukuda a été reçu lundi et mardi par le président Carter, mais n'a pu obtenir que celui-ci lève les objections de principe que les Etats-Unis opposent au développement d'usines de retraitement du combustible nucléaire irradié, qui, par la production de plutonium, peuvent permettre la fabrication d'armes nucléaires (le Monde daté 20-21 mars). M. Carter s'est cependant engagé à ce que les

Guinée-Équatoriale

L'ESPAGNE a suspendu ses relations diplomatiques avec la Guinée équatoriale, « à la suite des accusations diffamatoires lancées par le président Macías Nguema contre l'ancienne puissance colonisatrice », a annoncé, mardi 22 mars, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Madrid. Le chargé d'affaires espagnol a été rappelé. (Reuters.)

● ERRATUM. — Dans l'article intitulé « M. Schiller, secrétaire d'Etat à la chancellerie, est mis en cause » (le Monde daté des 20-21 mars), il fallait lire : « M. Wehner, chef du groupe parlementaire S.P.D. » (et non F.D.P.). Et non plus, « le S.P.D. (et non le F.D.P.) » constitué une commission.



EUROPÉENNES DU SUD...

III. — Une éruption en Espagne

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Trois pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal) qui ont vécu ces trois dernières années en état d'effervescence politique se trouvent confrontés à la « révolte féministe ». D'autant plus subversive qu'elle se développe au sein d'une civilisation latine et catholique, elle s'exprime ici et là de façon différente. En Italie le féminisme, déjà ancien, est à la fois très politisé et très chrétien ; à l'égard des partis traditionnels (« le Monde » des 22 et 23 mars).

grand jour d'une « lutte féministe » est certainement le phénomène le plus spectaculaire. Difficile aujourd'hui de trouver à Madrid un journal ou un hebdomadaire qui n'ait à son reportage ou « son » interview sur le féminisme. Dossiers, enquêtes, éditoriaux, sondages, l'opinion est livrée presque quotidiennement à redécouvrir une deuxième Espagne qui, comme les partis, semble émerger de l'ombre : celle des femmes. Engouement artificiel, certes, mais combien révélateur. « La presse donne au féminisme une importance exagérée, reconnaît Juan Carlos, membre du « Front de libération de la femme ». « En fait, nous sommes encore très peu nombreux. Mais nous nous y prenons pas. Cette importance est grandiose. Le féminisme espagnol est un volcan en éruption. »

Même si dans sa hâte de tout dire, elle gonfle un peu l'événement, l'échouage de la presse sur le problème des femmes est, en soi, intéressant. La prise de parole dans l'Espagne de Juan Carlos, une parole conquise près d'un demi-siècle par les communistes, n'est-ce pas le premier — et principal — événement de l'après-franquisme ? En déclinant brusquement l'opinion du général silencieux, révélateur, remet en mouvement des conflits, des tensions sociales qui n'avaient cessé de couver. En novembre 1976, par exemple, à Saragossa, Barcelone, Madrid, la lutte féministe a pris, pour la première fois, une dimension populaire lorsque des milliers de femmes ont manifesté à l'occasion de plusieurs procès, contre l'article 449 du code pénal, qui punit de prison l'épouse adultère. Signes indéniables peints en rouge sur les banderoles : « Nous sommes toutes des femmes adultères » (1). Commentaire d'une journaliste de El País : « Pendant des années, y a eu des défilés, des centaines de femmes condamnées à la prison pour adultère. Mais personne n'en parlait. Aujourd'hui, la presse rend compte de ces procès. Du coup, ils font scandale. »

Mais, cette publicité démesurée donnée aux discriminations sexuelles, l'archaïsme tout à fait exceptionnel pour l'Europe de la péninsule dans les cinémas du « Dernier Tango » à Paris ou à Saint-Denis.

Le temps paraît bien loin, déjà (moins de deux ans !), où les Espagnols sautaient en foule les frontières pour se précipiter à Perpignan dans les cinémas du « Dernier Tango » à Paris ou à Saint-Denis.

La prise de parole : La réinvention, grâce au suffrage universel, d'une démocratie vivante après quarante ans de paternalisme autoritaire n'est pas le seul enjeu de l'année 1977. Grises, l'ère de politique, volcanique, l'Espagne — devant les lois et les Cortes — n'en finit pas de célébrer « tous azimuts » et dans une joyeuse démesure la fin des tabous. « Grande fête des libertés », murmure un journaliste madrilène vaguement inquiet. Dureté-elle ?

Pour les femmes, en tout cas, elle est déjà et sera. Au milieu de cette effervescence — un peu trompeuse d'ailleurs pour qui oublie les campagnes et l'Espagne profonde — l'apparition au

Clara Campoamor, députée radicale en 1938 sans parler, bien entendu, de Dolores Ibarruri, éditée communiste des Asturies en 1936 et qui deviendra bientôt la Pasionaria. Autant de flamboyantes militantes actives, mais dont l'engagement apparaît, a posteriori, plus politique et révolutionnaire que féministe stricto sensu.

Au lendemain de la première guerre mondiale, il est vrai, les quelques mouvements d'essence vaine d'émancipation de la femme, « collectifs » d'aujourd'hui, prétendaient dépasser la lutte des classes et être plus ou moins rapidement récupérés par la droite. Ainsi l'Association nationale de la femme espagnole, qui, en 1918, publiait une revue « apo-

litique » : la Voix de la femme. A partir des années 30, puis après la guerre civile, réagissant contre cette « dégradation des mœurs » encouragée par la gauche, l'Eglise et la Phalange s'emparent du mouvement — à travers l'action catholique de la jeunesse féminine et la section féminine du Movimiento — à promouvoir pour la femme un rôle obligatoire : celui d'épouse et de mère. Pierre d'angle, pilier principal de l'ordre chrétien revendiqué par l'idéologie phalangiste. « Nous devons affirmer un texte phalangiste de l'époque, attacher la femme à son travail quotidien, à ses enfants, à sa cuisine, à sa couture, à son jardin. Nous devons faire en sorte que la femme trouve là toute sa vie et l'homme tout son repos. »

Premiers rassemblements

Ainsi, à partir de 1940, les femmes, qui, lorsqu'elles militaient à gauche, avaient joué un rôle considérable durant la guerre civile et tout le reste, — notamment à travers l'association des femmes libres — de tendances anarchistes — s'étaient identifiées au combat antifasciste, se trouvent-elles de nouveau exclues de la vie politique et économique. Leur éducation est entièrement prise en main par la section féminine de la Phalange. Huit pour cent des femmes espagnoles exercent un travail salarié cependant que, compte tenu des dévastations de la guerre, elles représentent alors 64 % de la population active. Ce n'est qu'à partir des années 60, à l'époque du « décollage » et sous la pression des nécessités économiques, que l'on encourage prudemment les femmes à travailler au dehors.

L'industrialisation du pays et les transformations sociales qui l'accompagnent rendent par la suite inévitables certaines concessions au réformisme qui, parcellairement, rectifient les plus graves discriminations. Loi de 1961 sur le contrat de travail et le mariage ; loi de décembre 1966 ouvrant à la femme certaines carrières jusqu'à l'interdiction (magistrature, barreau) ; loi de 1968 de 1972 leur accordant le droit de vote ; loi du 2 mai 1975 sur l'égalité des conjoints.

La plupart de ces réformes, en fait, demeurent assez théoriques et, surtout, elles ne remettent absolument pas en cause le « modèle » de la femme : épouse, foyer, catholisme inamovible du franquisme. En 1973, la participation active des femmes à la vie politique se ramène à peu de chose : 7 femmes au Congrès national, 9 aux Cortes (sur 308) dans les assemblées locales et régionales. Quant aux inévitables « fermentations » féministes qui, ne serait-ce que par contagion de l'Europe démocratique, se manifestent, surtout en Catalogne et au Pays basque, elles sont sévèrement étouffées.

Entre 1970 et 1975, c'est donc sourdement que le grand « message féministe » venant de New-York, de Rome ou de Paris

Aujourd'hui, la typologie du féminisme espagnol est déjà complexe. Le mouvement démocratique, fondé en 1965, étroitement lié au P.C.E. (comme le sont plus ou moins diverses les « associations de ménages »), assujettit la lutte des femmes au combat anti-capitaliste en général. Le Front de libération de la femme né au début de 1976 et proche des partis trotskistes admet, certes, la spécificité de la revendication féministe et le principe de la double militance, mais rejette l'analyse qui considère les femmes en tant que telles comme une « classe sociale ».

L'Association démocratique de la femme, créée en mai 1976, s'affirme autonome et « au-delà des partis », mais reste proche des marxistes de l'O.R.T. (Organisation révolutionnaire des travailleurs) et se trouve déjà menacée de scission. Seules organisations strictement féministes d'envergure nationale, le « Sémaphore collectif » (fondé en décembre 1976) et le Collectif féministe de Madrid (né en septembre 1976) rejettent quant à eux le principe de la « double militance », considère la femme comme une classe sociale, et soulignent des positions anti-masculines. « Le féminisme est

Du pain sur la planche pour le « collectif... »

A côté de ces organisations qui prétendent à une audience nationale, quantité de groupes corporatistes (femmes juristes, femmes universitaires) ou régionalistes (basque, catalan, andalou, etc.) se manifestent sporadiquement.

Au total, et malgré leur diversité, ces groupes n'ont encore qu'une implantation très limitée et se ramènent le plus souvent à quelques dizaines de militantes actives. Ils ont néanmoins contribué à la naissance d'une presse féministe en perpétuelle métamorphose, mais qui témoigne d'un grand dynamisme. Titres principaux : *Vindicta feminista*, animée par Lidia Falcon, célèbre avocate de Barcelone, *Liberate*, *Amas*, *Opelón*, etc. Mais, comme en Italie, c'est surtout de manière inorganisée, par « capillarité », que les revendications féministes — relayées par la grande presse — se diffusent à l'intérieur de la société. Les plus précises (dépolitisation de l'adultère, divorce, avortement) sont déjà intégrées plus ou moins consciemment au grand élan général vers la démocratie.

La période pré-électorale que vit aujourd'hui l'Espagne favorise une surenchère des partis politiques autorisés qui, de la droite à la gauche, mesurent l'importance du vote féminin aux prochaines élections, puisent aussi bien les femmes représentent 55 % du corps électoral. Tous multiplient donc les professions de foi « féministes » et s'adjointent précipitamment des « sections féminines ». Cette course aux suffrages n'est pas pour rien dans la popularité subite du mouvement. Dura-t-elle, une fois comme le verdict des urnes ? Sans doute, tant que l'Espagne n'aura pas rattrapé en matière de libéralisation des mœurs, de redéfinition du

une idéologie qui implique en lui-même une transformation de la société », déclare ses membres, qui luttent accessoirement pour la promotion de l'organe clandestin du mouvement, ultra-minoritaire, mais très active.

C'est elle qui dénonce avec le plus de violence les attitudes « sexistes » subsistant jusque dans les partis les plus révolutionnaires. Ici, des militantes du FRAP et du GRAPO avouent qu'elles sont venues dans la clandestinité et à l'intérieur de leurs groupes militants, à des tâches subalternes, « affinités engagées » peut-être, sous une documentation machinée, mais qui tiennent surtout la maison et font du café pour leurs maris combattants. Une avocate rapporte, pour s'en indigner, un pittoresque témoignage de « machisme » à la charge du parti communiste. A Grenade, en 1976, quatre communistes (deux hommes et leurs épouses) sont arrêtés, condamnés et incarcérés dans la même prison : les femmes avec les hommes, les hommes avec les hommes. « Alors, au bout de quelques semaines, s'exclame l'avocate chargée de leur cause, le mari s'est rendu compte que les deux hommes continuent à donner leur linge à laver à leurs femmes, qui étaient, elles, dans l'autre partie de la prison. »

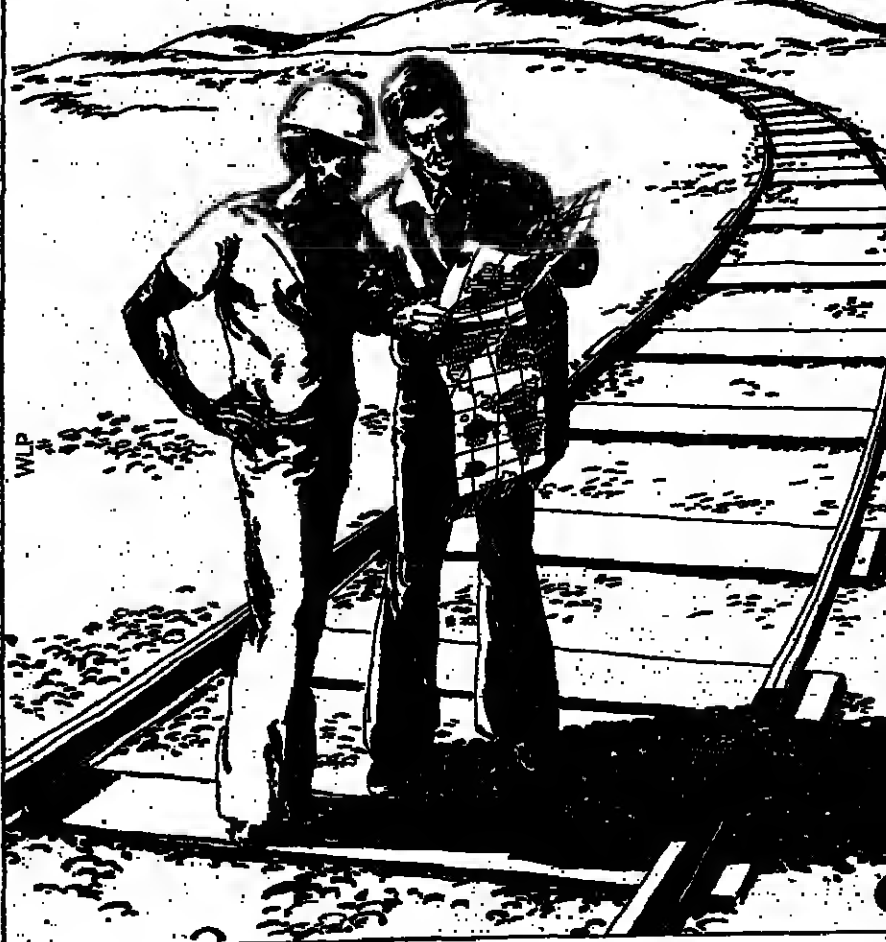
Difficile à dire. Aujourd'hui déjà, des résistances très fortes à la « débâcle morale » du catholicisme espagnol se font jour. L'Eglise prend les devants, l'épiscopat — encore lié à l'Etat par le concordat — lance une offensive contre les (très vagues) projets de loi sur le divorce. Les campagnes, les villages, le Sud suivent très mal le mouvement et se méfient des « hystériques » de Madrid ou de Barcelone. Nul ne peut dire vraiment ce que produira demain cette étonnante concurrence entre une grande aspiration démocratique et la soule « nationaliste », déjà perceptible ici de sauver le contre la « folle Europe », une certaine spécificité ibérique. Or, quel castillan capable de freiner bien des comportements intellectuels. Les sondages (non publiés) que commande régulièrement le gouvernement font apparaître, dit-on, un « consensus » général beaucoup plus conservateur qu'on ne le pense. Tout laisse prévoir, enfin, que les problèmes graves que devra affronter demain la péninsule auront la priorité sur tout le reste. Même sur les femmes ?

Prochain article :

IV. — AMBIGUITÉS PORTUGAISES

(1) Les articles 449 et 452 du code civil stipulent que la femme adultère pourra, sur plainte du mari, être emprisonnée de six mois à six ans de prison. L'adultère du mari, en revanche, n'est punissable que si celui-ci entretient une concubine sous le toit conjugal ou de façon « notoire ».

Quand un pays nous commande des locomotives, nous lui apprenons à les construire.



Tous les pays dynamiques ont besoin d'un réseau ferroviaire. Mais tous ne disposent pas aujourd'hui de la technologie ni de l'industrie nécessaire.

Le choix se pose donc pour eux dans ces termes : ou bien importer des techniciens étrangers, des techniques étrangères et du matériel étranger, ou bien consulter Francorail-MTE, l'un des leaders mondiaux du domaine ferroviaire. Dans ce cas, après étude et concertation, Francorail-MTE propose la solution qui valorise le mieux les moyens du pays et lui permet de prendre une part maximum à la construction et à l'entretien de son réseau. Cette forme de coopération constitue un enrichissement mutuel : en même temps qu'un réseau moderne, le pays client acquiert les compétences et les infrastructures nécessaires à son développement. Le Brésil, la Guinée, la Turquie, d'autres pays encore ont déjà vérifié la réalité de cet échange. Il est temps que les Français apprennent le nom de ce leader mondial, puisqu'il s'agit d'un nom français.

Francorail-MTE GIE régit par l'ordonnance du 23.9.1967, regroupe Carrel-Fouché-Languépin, Creusot-Loire, De Dietrich, Jeumont-Schneider et MTE, 2, rue de Léningrad - 75008 PARIS.

francorail mte

Francorail MTE exporte ses techniques et son savoir-faire.

PROCHE-ORIENT

Au récent Conseil national palestinien

M. Yasser Arafat a manœuvré habilement entre partisans et adversaires de la Syrie

De notre correspondant

Beirut. — Les pleins pouvoirs accordés à M. Yasser Arafat par le 13^e Conseil national palestinien, qui vient de terminer ses travaux au Caire, pour favoriser « la création d'un État national indépendant », n'ont pas été obtenus sans difficultés. Apprend-on dans les milieux palestiniens bien informés, M. Arafat, dont la présence à la tête de l'O.L.P. avait contestée par la Syrie, a dû affronter, en premier lieu, les critiques des partisans du régime de Damas. Ces derniers, évitant de faire allusion à l'attitude de M. Arafat au cours de la crise libanaise, de peur, probablement, de faire l'insanité du Conseil contre eux, ont préféré choisir un terrain plus sûr : ils lui ont reproché d'avoir encouragé et cautionné les contacts établis par des responsables palestiniens avec des personnalités israéliennes, à Paris notamment.

Reprenant les accusations formulées à ce sujet par la presse syrienne, ils ont estimé que « ceux qui avaient conseillé de négocier avec les Israéliens ne pouvaient en aucun cas, reprocher à la Syrie d'entretenir des rapports avec la Jordanie ou avec les forces conservatrices au Liban ».

Mettant à profit les divisions au sein du Conseil, M. Arafat a coupé court aux manœuvres des pro-Syriens en proclamant la nécessité de renforcer les liens de l'O.L.P. avec les pays du « champ de bataille » (Égypte, Syrie, Jordanie), et en accordant aux pro-Syriens, au sein du nouveau comité exécutif de l'O.L.P., trois représentants, qui sont MM. Zuhair Moshen, chef de la Saïra, Tatal Naji, représentant du F.P.L.P., Commandement général (tendance Ahmed Djibril) et Habib Kahwaji, indépendant. Le chef de l'O.L.P., qui a limité la portée de cette concession en désignant au sein du nouveau comité deux partisans du régime égyptien (MM. Kaddi Abou Ramadan et Mohamed Sedki Dajani), a, semble-t-il, estimé que la participation syrienne ne pourrait que réduire les risques d'affrontements au Liban, et qu'elle donnerait à l'O.L.P. la caution

d'un régime appelé à jouer un rôle de plus en plus important.

Ce réajustage de la politique palestinienne ne s'est pas fait sans heurts. Le Front du refus, violemment hostile à la Syrie, a préféré mener la bataille sur la question du rapprochement avec la Jordanie. Il a reproché à M. Arafat d'avoir engagé, par l'intermédiaire notamment d'un des dirigeants du Fatah, M. Abou Massar, des tractations avec le roi Hussein et a rappelé, à cette occasion, que le dernier Conseil national, réuni au Caire en 1974, avait qualifié le régime jordanien de « régime dépendant » et préconisé son renversement.

L'opposition du Front du refus devait cependant être limitée par les divergences surgies entre les formations qui le constituent. C'est ainsi que le Front de libération arabe (d'obédience irakienne) a choisi, malgré l'orientation générale du Conseil, de participer au comité exécutif et a nommé à ce poste M. Abdel Rahim Ahmed, connu pour sa modération et les relations cordiales qu'il entretenait avec le chef de l'O.L.P. En revanche, le F.I.P. de M. Georges Habbache a décidé de boycotter le nouveau comité. Des divergences seraient même apparues au sein du Front populaire entre « modérés », conduits par MM. Tayssir Koubaa et Salah Salah, et « extrémistes », dirigés par M. Bassam Abou Cherif.

C'est en mettant à profit toutes les divisions au sein du Conseil et en se présentant comme un arbitre entre les parties en présence que M. Arafat a pu obtenir les pleins pouvoirs qu'il réclamait. Soutenu par le Front démocratique (F.D.L.P.) de M. Nayef Hawatme et la majorité des « indépendants », il dispose d'une majorité au sein du comité exécutif et ne risque, en aucune manière, de se heurter à une opposition unie. Cette situation devrait lui permettre de prendre rapidement une série d'initiatives pour normaliser les relations de l'O.L.P. avec la Jordanie et d'associer définitivement les Palestiniens à la recherche d'une solution négociée du conflit israélo-arabe. — (Interim.)

La visite du roi d'Espagne en Égypte et en Jordanie

Madrid entend renforcer ses relations avec le monde arabe

De notre correspondant

Le Caire. — Après une visite d'État de cinq jours, le roi Juan Carlos I^{er} d'Espagne et la reine Sophie devaient quitter l'Égypte, ce mercredi 23 mars, pour Amman, où ils seront reçus officiellement par le roi Hussein de Jordanie.

Le premier voyage des souverains espagnols dans le monde arabe, qui est aussi la première visite officielle, à l'époque moderne, d'un chef d'État espagnol au Proche-Orient, est suivie avec intérêt dans les capitales de la région. Celles-ci notent que le roi Juan Carlos, contrairement à d'autres chefs d'État, a choisi de se rendre en priorité dans deux

pays plus importants sur le plan politique que sur le plan économique et financier. Ceci est favorablement interprété.

L'Espagne, qui est par son histoire l'un des États européens les plus proches des Arabes, a eu de tout temps une politique arabe. Le général Franco s'était toujours refusé, depuis 1948, à reconnaître l'État d'Israël. Les régimes arabes, quelles que soient leurs orientations politiques, furent reconnaissants au Général de son attitude, et ils tinrent constamment à avoir de bonnes relations avec Madrid. La disparition de Franco n'ayant pas entraîné de changements au chapitre arabe de la

diplomatie espagnole, la presse arabe a pu célébrer « le seul et unique État de l'Europe occidentale à ne pas reconnaître Israël et qui appuie totalement tous les droits arabes et palestiniens ».

A partir de cette position ancienne qu'est le refus de reconnaître l'État hébreu, le gouvernement espagnol semble vouloir donner plus d'ampleur, plus de dynamisme à ses rapports avec le monde arabe. En lever de rideau de la visite du roi au Proche-Orient, l'Espagne a autorisé l'ouverture à Madrid d'un bureau permanent de l'Organisation de libération de la Palestine. En marge du voyage royal, une en-

trevue est prévue entre le chef de la diplomatie espagnole, M. Orala, et le responsable des affaires extérieures de l'O.L.P., M. Kaddoumi.

À Amman en raison des relations personnelles existant déjà entre les deux rois, et du deuil récent à la Cour hachémite de la suite du décès accidentel de la reine Alla, la reine Sophie s'était rendue en Jordanie pour présenter les condoléances de l'Espagne, la visite des souverains espagnols doit se dérouler avec une certaine simplicité.

Au Caire, en revanche, ceux-ci ont eu droit à presque tous les égards officiels et aux manifestations populaires habituellement réservées aux dirigeants des grandes puissances. Le président Sadate a indiqué l'une des voies que, selon lui, Madrid pourrait utiliser pour renforcer ses liens avec les Arabes. « L'Espagne, une fois à l'intérieur de la Communauté européenne, a-t-il dit, pourra (en raison de son passé islamique) être le porte-parole des Arabes en Europe ». De sources officielles, on a d'ailleurs fait savoir que l'Espagne pourrait, dans l'avenir, être associée à l'industrie franco-arabe d'armement en préparation en Égypte. Les Espagnols fabriquent en effet chez eux des armements légers pour avions de reconnaissance, etc.

Les problèmes de sécurité en Méditerranée et le règlement de la question proche-orientale ont également été au centre des entretiens du roi avec le Raïs. « Leurs points de vue sont totalement convergents », a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Fahmy.

Si les relations politiques de Madrid avec le monde arabe sont sans nuages, la présence économique de l'Espagne est encore peu développée dans la région, sauf au Maghreb. Malgré l'existence de projets comme une usine de montage de véhicules S.E.A.T. (filiale de Fiat en Espagne) en Égypte, les possibilités d'expansion commerciale de la dixième puissance industrielle de l'univers restent cependant limitées en Jordanie et même en Égypte. Des perspectives plus larges s'offrent aux produits espagnols dans les États arabes pétroliers. Le roi Juan Carlos pourrait se rendre ultérieurement dans la péninsule arabique.

En attendant, les pétrodollars ont déjà commencé à s'investir en Espagne, essentiellement dans le secteur touristique. Quant aux étudiants arabes, ils affectionnent de plus en plus l'Espagne, où la vie est moins chère que dans la plupart des autres pays européens. Les Palestiniens, à eux seuls, sont trois mille, selon l'O.L.P., dans les facultés espagnoles. Il faut dire aussi que, sentimentalement, l'ancienne Andalousie musulmane continue, cinq cents ans après la fin de la « reconquista », d'avoir une place particulière dans le cœur des Arabes.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LES PROPOS DE M. BREJNEV SUSCITENT DES RÉACTIONS MITIGÉES À JÉRUSALEM ET AU CAIRE

Commentant les déclarations sur le Proche-Orient faites le lundi 21 mars par M. Leonid Brejnev (le Monde du 23 mars), M. Rabin s'est déclaré « heureux que l'Union soviétique partage à présent les vues des États-Unis selon lesquelles il ne peut y avoir de solution imposée à la crise israélo-arabe ».

Un porte-parole officiel israélien a, pour sa part, relevé « certains aspects nouveaux et relativement encourageants » dans les propos de M. Brejnev, affirmant qu'il avait noté une « désescalade » du langage envers Jérusalem. Mais, a-t-il dit, « les positions soviétiques en ce qui concerne la solution du conflit au Proche-Orient n'ont pas changé pour l'essentiel ».

L'I.L.E.S.S. a encore estimé le porte-parole, se rend compte qu'elle a commis une erreur en rompant les relations diplomatiques avec Israël en 1967 et que cela a seulement permis aux États-Unis d'avoir une influence prépondérante au Proche-Orient. Le fait que M. Brejnev ait attaché une importance relative au problème palestinien et n'ait pas mentionné l'O.L.P. constitue également pour le porte-parole un point intéressant. « On a l'impression, a-t-il dit, que Moscou met moins de conviction qu'auparavant à parler de la nécessité d'un État palestinien ».

● Au Caire, le ministre égyptien des affaires étrangères, a affirmé que le président Sadate considérait les déclarations de M. Brejnev comme « positives ». M. Fahmy a ajouté « que des consultations par voie diplomatique auront lieu pour préciser certains points de détail ». Par la suite, évoquant le propos de M. Brejnev devant les journalistes espagnols, qui accompagnaient le roi Juan Carlos, le président Sadate a estimé « qu'ils n'étaient pas tous à fait clairs ». Il a fait remarquer que le secrétaire général du parti communiste soviétique n'avait pas fait état de la question palestinienne, et alors que, a-t-il précisé, le président Carter en a parlé. — (A.F.P.)

SOLDES 30%



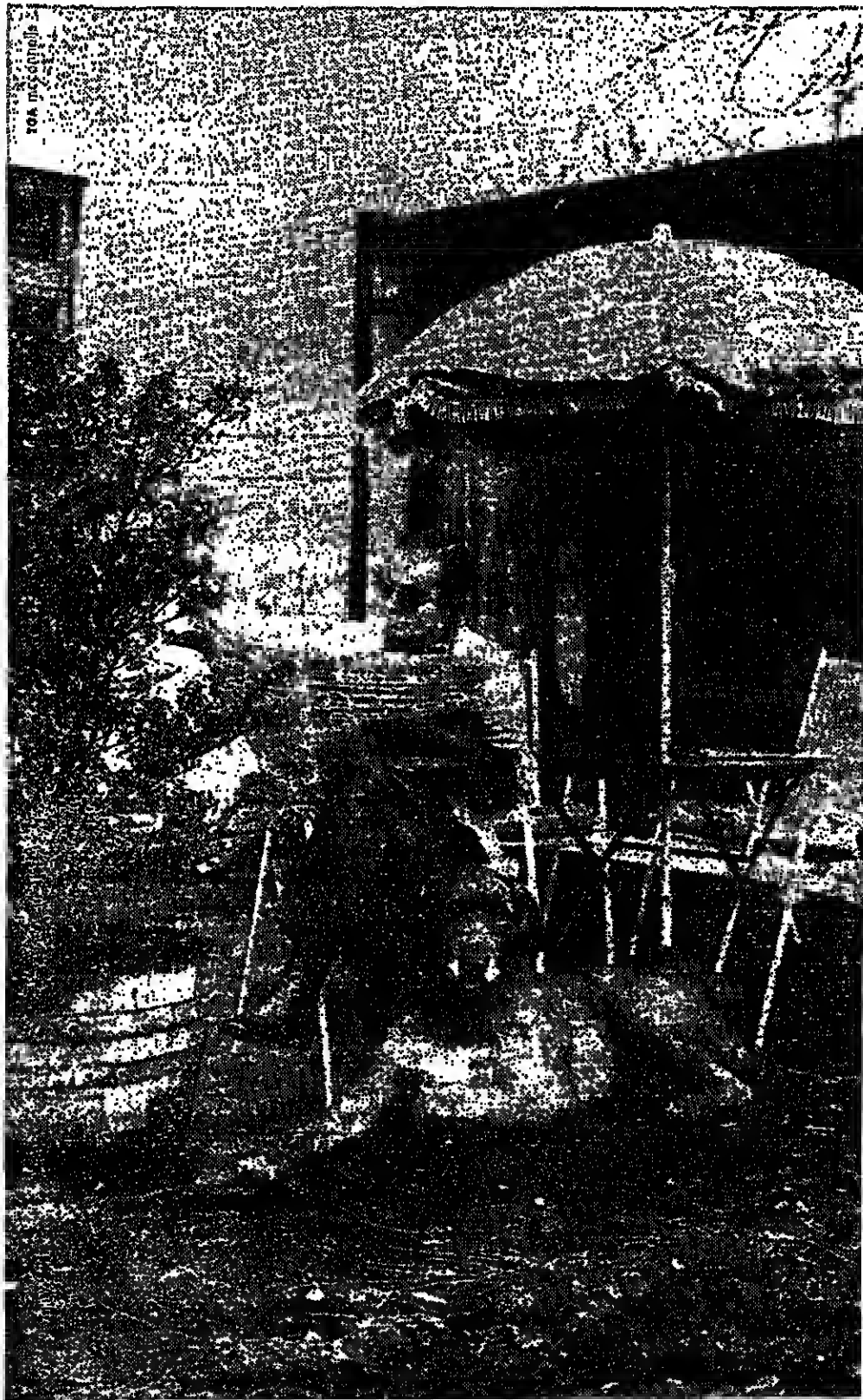
Pour faire plus de place à sa nouvelle collection de salons en cuir

La Boutique du Brésil

solde ses cuisines Brasilia (Bauknecht).
30% sur les meubles
de cuisine et tous les appareils
jusqu'à épuisement des stocks.

43 avenue de Friedland 75008 Paris (métro Etoile).





**A VOTRE AVIS,
QU'EST-CE QUE
LA REPUBLIQUE D'IRLANDE
PEUT VOUS OFFRIR DE PLUS
QUE DE NE PAS PAYER
D'IMPOT CETTE ANNEE?**

**NE PAS EN PAYER
AVANT 1990**

Si vous implantez une usine en Irlande, vos bénéfices à l'exportation seront totalement exonérés d'impôt jusqu'en 1990. Vous pourrez ainsi transférer librement vos bénéfices nets d'impôt sans aucune limitation.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus intéressante que vous avez affaire à un interlocuteur unique: IDA Ireland (Office Governmental de Développement Industriel de la République d'Irlande).

En dix ans, IDA Ireland a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Prenez contact avec Monsieur TERENCE BROWN, Directeur de l'Agence IDA Ireland de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA Ireland 48, rue Pierre-Charron 75008 PARIS. Tél. 369 77 67.

REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

Après les élections municipales

POLITIQUE

Le gouvernement tire la leçon du scrutin

(Suite de la première page.)
En présentant le programme du conseil des ministres du lendemain, M. Bassi n'a été qu'un avant-dernier position la communication de M. Fontanille sur les résultats des élections municipales. « Ce n'est pas le plus important », a précisé le ministre principal de ce conseil viendrait du projet de loi concernant la protection des droits des contribuables. M. Giscard d'Estaing entendait montrer, de toute évidence, que l'action gouvernementale ne sera pas affectée par la déroute électorale des 13 et 20 mars.

Servan-Schreiber. Son application repose désormais sur une meilleure organisation des rapports entre le président de la République et M. Raymond Barre.

Un voyage en Savoie
M. Giscard d'Estaing estime avoir renoué, depuis quelques mois, avec la tradition gaulliste en laissant à son premier ministre une plus grande liberté d'action et en se réservant un rôle plus politique : à M. Barre la gestion, que M. Chirac, dit-on, négligeait. M. Giscard d'Estaing se que le général de Gaulle appelait « la conduite de la France ». Dans cette optique, le chef de l'Etat n'entend nullement se tenir à distance de l'action politique, mais au contraire affirmer sa présence. On sait déjà qu'à la fin du mois de mai, il prononcera, à l'occasion d'un voyage en Savoie, un discours qui sera, a-t-il annoncé, dans la ligne du discours de Fribourg : celui qui se réclame de la majorité y seront sommés, au nom du respect des institutions, de faire la preuve de leur fidélité au président de la République.

rendez-vous de la diplomatie internationale doivent continuer, a-t-on M. Giscard d'Estaing à affirmer sa propre image. Il dressera, le 31 mars, à la télévision, le bilan de son action en ce domaine et en dessinera les perspectives. La réforme du F.M.I. et surtout le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, lui offriront, pense-t-il, la possibilité de reprendre l'initiative.

Mise à part une hypothétique modification de la loi électorale, l'idée européenne apparaît, en définitive, au-delà d'un éventuel succès du plan Barre, comme l'atout politique majeur du chef de l'Etat. Après le déjeuner solennel offert mardi 22 mars aux personnalités françaises qui ont participé à la négociation du traité de Rome, il y a vingt ans, et le Conseil européen réuni vendredi 24 dans la capitale italienne, le président de la République demeure apparemment résolu à engager sur ce terrain le combat décisif, ne serait-ce que pour prendre date au cas où la montée de la gauche se révélerait décidément irréversible.

THOMAS FERENCZI



(Dessin de KONEJ)

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

WALL STREET JOURNAL (New York) : une victoire de la gauche ne serait pas nécessairement désastreuse dans l'immédiat.

« Les victoires social-démocratiques (...) apportent un net démenti au président Giscard d'Estaing et au premier ministre Raymond Barre. Ce qui pose des questions intéressantes sur ce qui se passera lorsque la France tiendra ses élections générales l'an prochain, notamment si la gauche obtient suffisamment de sièges à l'Assemblée pour former un gouvernement. Une telle éventualité ne serait pas nécessairement désastreuse dans l'immédiat pour la France. (...) Si la gauche formait un gouvernement, il y a tout lieu de croire qu'il serait dominé par les sociaux-démocrates, dont la plupart ne seraient pas plus radicaux que les sociaux-démocrates ailleurs en Europe. (...) La question n'est pas de savoir si l'actuelle majorité restera au pouvoir, mais si elle saura la politique économique qui justifierait son maintien au pouvoir. »

U.S. NEWS AND WORLD REPORT, d'abord, guérir l'économie.

« Les Français ont porté à Giscard le coup le plus dur en refusant le candidat qu'il avait lui-même choisi pour la mairie. (...) A peu près tout ce qui peut faire Giscard pour le moment est de travailler fiévreusement à guérir l'économie. (...) Il y a un proverbe qui dit : « Les Français ont le cœur à gauche, et la porte-monnaie à droite. » Mais, si l'économie continue à fléchir, (...) oubliez le proverbe. »

WASHINGTON POST : la France a besoin d'une opposition modérée.

« Le système présidentiel gaulliste (...) n'a jamais affronté l'épreuve d'une Assemblée nationale hostile. C'est une situation courante dans la politique américaine, qui a vu, aussi souvent que le contraire dans les années

récentes, la Maison Blanche et le Congrès entrer les mains de partis différents. Ce doit être la France à avoir besoin, bien sûr, d'un parti d'opposition modéré pour bien accepter le système présidentiel. Ce que la France semble avoir besoin, c'est la répartition de la vieille préoccupation idéologique contre un pouvoir présidentiel fort. »

LA LIBRE BELGIQUE (catholique) : la France à l'écart de la construction européenne.

« Le programme commun de gouvernement (...) qui lie jusqu'à présent l'union de la gauche, prévoit (...) des mesures qui seraient catastrophiques pour une économie déjà en péril, mais aussi, pratiquement, une mise à l'écart de la France dans le processus de la construction européenne. Cela rendrait encore plus malade une Europe qui a déjà tant de mal à se faire. »

Moscou se félicite du « progrès vers la gauche »

De notre correspondant
Moscou. — Sous le titre « Progrès vers la gauche », la Pravda se félicite, ce mercredi matin 23 mars, du résultat des élections municipales. Pour le quotidien du parti communiste soviétique, il s'agit là « d'un événement de grande portée politique », qui « confirme le progrès des idées de gauche parmi les électeurs » et constitue aussi « une vérification à l'échelle nationale de la consolidation du bloc des partis de gauche ».

« La Pravda insiste sur le fait que « le succès des forces de gauche concerne pratiquement tout le pays, y compris les bastions traditionnels des partis bourgeois comme le Champagne, la Charente, la Vendée et le Bretagne » et conclut : « Au cours des élections municipales, des millions de Français ont fait comprendre sans équivoque qu'ils font favo-

rables à une politique de changements politiques et sociaux favorables aux travailleurs. »

Ce bref et tardif commentaire dans lequel les prochaines élections législatives ne sont pas évoquées, ne fait pas non plus allusion à certaines préoccupations soviétiques face à l'évolution de la situation en France. On pouvait cependant en trouver trace dans un commentaire publié dans la Pravda de dimanche dernier. Après avoir affirmé que « le problème de la participation éventuelle des communistes au gouvernement est devenu une question concrète », le quotidien du parti ajoutait : « Les milieux capitalistes dirigeants se demandent (...) si l'on doit prendre à l'avance des mesures particulières pour que les communistes ne participent pas au gouvernement, si on doit au contraire les entraîner au sein d'une « nouvelle Eglise » ou si l'on doit mener contre eux une attaque de front. » Il faut voir dans l'évocation d'une « nouvelle Eglise » une claire allusion à l'eurocommunisme. Ce n'est pas parce que la rencontre de MM. Borlinguer, Carrille et Marchais à Madrid n'a entraîné aucune critique directe de la part de l'Union soviétique qu'on l'a oubliée. A toutes fins utiles, la Pravda publie un bon point de la confirmation par le P.C.F. de la rencontre qu'a eue M. Kanapa, de la rencontre de la politique étrangère du parti communiste français, avec les responsables de l'ambassade américaine à Paris. La Pravda précise que le P.C.F. a refusé de révéler la teneur de ces discussions.

JACQUES AMALRIC.

MATH à PAQUES

Révision complète
MATH ET PHYSIQUE
de 6^e en Terminale
à partir du 4 avril
MATH ASSISTANCE
Centre pédagogique privé
Rue de la République - 92000 Nanterre
Tél. 1-47-37-17
Vaugrand 331-31-12
Nathan 373-08-38

à La Rochelle, bientôt, une résidence pour l'âge d'or de votre vie.

La Rochelle : richesse du passé, douceur du climat. Une ville qui a bougé juste ce qu'il faut pour y vivre tranquille. Dans un parc, s'élèvera bientôt une résidence pour vivre votre âge d'or. Des petits appartements en copropriété conçus pour votre tranquillité avec, en plus, tout le confort et les services d'un grand hôtel : restaurant, salons, personnel de maison. Sans oublier votre sécurité, grâce à une assistance para-médicale permanente.

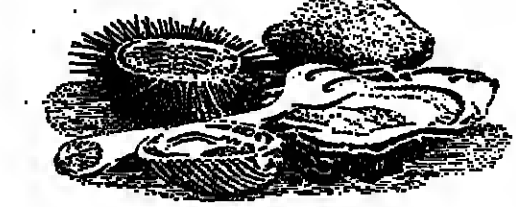
Pour en savoir plus sur ce projet, écrivez à Chabot-Promotion chez Marduel Ingénieries B.P. 48 17003 La Rochelle-Cedex

Tête à Tête au Grill Marbœuf "La Côte de Boeuf"



Le Grill Marbœuf est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 15, rue Marbœuf - Paris 8^e. Tél. 225.22.58. Fermé le Dimanche.

Dégustation au Grand Café "Ses Fruits de Mer"



Le Grand Café est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 4, Bd des Capucines - Paris 9^e. Tél. 073.47.45.

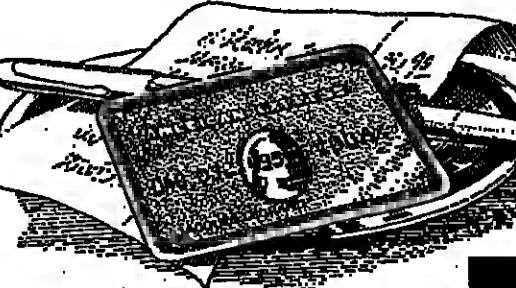
ROBERT LAFFONT

Le nouveau livre de

RAYMOND ARON

Plaidoyer pour l'Europe décadente

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

POLITIQUE

Après les élections

L'ÉVENTUEL CHANGEMENT DE LOI ÉLECTORALE

M. DEBRÉ DÉNONCE LES « COMBINES »

M. Michel Debré a déclaré mardi 22 mars, à l'Assemblée nationale, qu'un remaniement ministériel sans orientation politique déterminée, avec un changement de loi électorale pour sauver les sièges de quelques députés, ne serait qu'une combine. Si on présente quelques changements de ministères et le projet de proportionnelle, il y aurait au fond du cœur des Français une certitude, c'est que rien n'est fait pour changer le cours du destin et les élections législatives seraient perdues pour la majorité.

L'ancien premier ministre a ajouté que, si le changement qu'il souhaitait dans le langage et l'action des responsables politiques

n'avait pas lieu, il demanderait à ses amis d'observer à l'égard d'un comportement suicidaire la réserve qui s'impose pour sauvegarder l'avenir.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré devant l'Assemblée de la presse étrangère que « les communistes s'opposent à la proportionnelle qui entraînerait inévitablement un retour au régime d'assemblée ».

M. STIRN ET LE M.S.I. FAVORABLES À LA PROPORTIONNELLE

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État, secrétaire général du Mouvement des socialistes européens, a rendu public mardi matin 22 mars une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Les socialistes libéraux constatent sans surprise que, par sa division, à Paris, la majorité a donné d'elle-même dans toute la France l'image dégradée d'une coalition grande partie non recue, même dans les villes où, en apparence, elle était unie. Une image politique est en effet nationale. Ceux qui ont entraînés ces divisions ont joué le rôle d'apprentis sorciers ».

M. Stirn et les socialistes libéraux ajoutent : « La question qui se pose également est celle d'une modification de la loi électorale. Le système d'arrondissement ne fait évidemment pas partie du gaullisme. Longtemps, il a été utile parce qu'il a permis aux majorités de s'exprimer. Aujourd'hui, il est un des éléments qui déstabilisent les Français et qui ont fait passer la France d'un régime de deux blocs hostiles à la limite, à un régime de deux blocs hostiles en rendant presque impossible la réalisation de la politique entre la présidence et la majorité de l'Assemblée. La proportionnelle donnerait sans aucun doute plus de souplesse et éviterait non seulement l'affrontement des Français les uns contre les autres, mais celui du président et de l'Assemblée ».

Le M.S.I. conclut : « Enfin, au lieu de provoquer des déchirements dangereux, il est temps de préciser au pays le contenu constructif d'une troisième voie, entre la présidence et la majorité. C'est la voie qui a été tracée pour la France le général de Gaulle et qui a été au centre de la vie politique nationale. Les socialistes libéraux vont incarner ».

M. MITTERRAND : je vois mal M. Giscard d'Estaing avancer la date des élections législatives.

M. Mitterrand, interrogé à TF 1, mardi 22 mars, sur l'éventualité d'élections législatives anticipées, a estimé : « Si les élections ont lieu en juin, octobre, décembre, mars 1978, pour nous c'est la même chose. Nous sommes évidemment prêts. Je vois mal le président de la République se précipiter sur des élections anticipées ».

En ce qui concerne le mode de scrutin proportionnel, M. Mitterrand a rappelé que son adoption est prévue par le programme commun de la gauche. Considérant comme « bon et sain » l'objectif de ce mode de scrutin, il a indiqué qu'il attendait de connaître les intentions éventuelles du gouvernement en ce domaine avant de se prononcer.

Après avoir affirmé : « Bien entendu, M. Chirac sera maire de Paris ; dans la lutte contre le président de la République, il a gagné », M. Mitterrand a souligné que le président du P.R. n'est pas à ce qu'il affirme, « à la perdue en proportionnalité que les autres » partenaires de la majorité présidentielle.

● M. René Dumont, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle, s'est prononcé mardi 22 mars, à l'Assemblée nationale, sur le droit de vote pour tous les Français à partir de douze ans.

SI LA PROPORTIONNELLE AVAIT ÉTÉ APPLIQUÉE EN 1973

Au lendemain des élections législatives du 4 et 11 mars 1973, le Nouvel Observateur a calculé la répartition des sièges telle qu'elle se serait présentée au vu du nombre de voix du premier tour et le mode de scrutin proportionnel sur le plan national, assorti du système des « plus forts restes ».

Les résultats auraient été les suivants :

Gauche : 221, dont 101 P.C., 15 P.S.U., 104 U.G.S.D. et divers gauches ;

Réformateurs : 59 ;

Majorité : 178, dont 113 U.D.R., 33 R.I., 17 C.D.P., 16 divers majoritaires ;

Divers droite : 14.

Dans l'Assemblée actuelle, la répartition est la suivante pour les 473 sièges de la métropole :

Gauche : 177, dont 73 P.C., 104 socialistes et radicaux de gauche ;

Majorité : 231, dont 166 R.P.R., 68 R.I. et 49 réformateurs ;

Non inscrits : 13.

Les directions du P.C.F. et du P.S. veulent exploiter leurs succès électoraux pour des remises en ordre internes

Les partis de gauche vont, chacun pour sa part, se pencher sur les résultats des élections municipales. Le P.S. a convoqué un comité directeur samedi 26 mars, et le comité central du P.C.F. s'ouvrira les 31 mars et 1^{er} avril.

Auparavant les élus de gauche au Conseil de Paris devront désigner le candidat qu'ils opposeront à M. Jacques Chirac pour le poste de maire. Le groupe communiste, qui est le

plus nombreux, devait proposer comme prévu, mercredi après-midi M. Henri Fiezbis, député. Les socialistes et radicaux de gauche, qui doivent constituer un groupe commun, donneront une réponse, probablement positive, jeudi.

M. Marchais comme M. Mitterrand entendent à présent exploiter leurs succès électoraux pour renforcer l'homogénéité de leurs formations respectives et faire triompher en leur sein les thèses qu'ils défendent.

Si personne ne met en cause les qualités intellectuelles de M. Rocard ni sa compétence technique, fort utile pour rassurer une clientèle de droite, il n'est plus question que l'ancien secrétaire national du P.S.U. continue de caracoler de chaîne de radio en chaîne de télévision en développant ses propres analyses. Il devra se soumettre à la règle commune et rester l'un des quinze secrétaires nationaux, sans plus.

Cette volonté de M. François Mitterrand se traduira concrètement dans la préparation du prochain congrès national, prévu pour le mois de juin. Il ne veut pas qu'à cette occasion soit déposé par les anciens du P.S.U. un nouvel amendement à la motion qu'il signera, comme l'avait fait en 1975, lors du congrès de Pau, M. Gilles Martinet. Il repousse cette formule, qui avait permis aux amis de M. Rocard de s'intégrer à la majorité de M. Mitterrand et de participer au secrétariat du P.S. Lou en sa compagnie, de manière autonome.

Le premier secrétaire du P.S. se montre d'autant plus décidé à agir rapidement que le prochain congrès de son parti aura pour tâche de désigner une nouvelle direction, celle à qui incombera peut-être la responsabilité de la gestion du pays. Or si M. Mitterrand n'entend pas du tout prendre ses distances par rapport à son parti — même s'il éprouve une sorte de plaisir à le laisser entendre — il ne veut plus s'abandonner dans des arbitrages internes et entend pouvoir faire face aux échéances décisives des prochains mois en s'appuyant sur une équipe vraiment homogène.

Le cas de M. Rocard

Pour montrer qu'il ne s'agit pas de réprimer une minorité, mais bien de faire respecter la règle commune, le premier secrétaire du P.S. a l'intention de porter la question de son propre comportement de M. Michel Rocard et de ses amis n'est pas fondamentalement différent de celui du P.S.U. posséder lui aussi ses locaux et son financement autonome. Il maintient ses propres réseaux au sein du P.S. et continue de jouer un jeu personnel en liaison avec ses « colonels » de province, qui relaient son action depuis dix ans maintenant.

Pour instruire son procès, la direction du parti socialiste s'appuie sur les résultats électoraux. Elle estime, par exemple, qu'à Orléans et à Troyes les anciens S.U. se sont imposés à l'arrière comme « têtes de face » à des socialistes présentés comme « moins brillants », mais

Un bilan plus nuancé

Si le P.C.F., à l'exception des Bouches-du-Rhône où la tension avec le P.R. reste vive, se félicite aujourd'hui des résultats de sa politique unitaire, le bilan est plus nuancé du côté socialiste. M. François Mitterrand estime en effet qu'en différentes occasions les socialistes n'ont pas obtenu ce qu'ils auraient pu engranger et, en particulier, ont cédé trop facilement certaines têtes de

Le cas de M. Rocard

Pour montrer qu'il ne s'agit pas de réprimer une minorité, mais bien de faire respecter la règle commune, le premier secrétaire du P.S. a l'intention de porter la question de son propre comportement de M. Michel Rocard et de ses amis n'est pas fondamentalement différent de celui du P.S.U. posséder lui aussi ses locaux et son financement autonome. Il maintient ses propres réseaux au sein du P.S. et continue de jouer un jeu personnel en liaison avec ses « colonels » de province, qui relaient son action depuis dix ans maintenant.

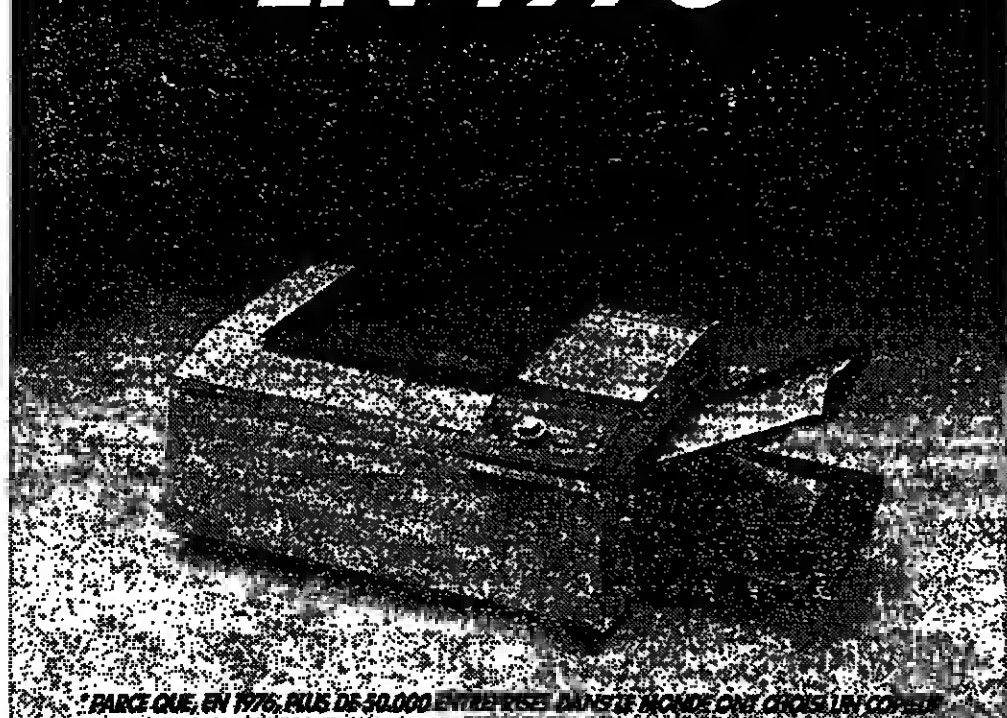
Le cas de M. Rocard

Pour montrer qu'il ne s'agit pas de réprimer une minorité, mais bien de faire respecter la règle commune, le premier secrétaire du P.S. a l'intention de porter la question de son propre comportement de M. Michel Rocard et de ses amis n'est pas fondamentalement différent de celui du P.S.U. posséder lui aussi ses locaux et son financement autonome. Il maintient ses propres réseaux au sein du P.S. et continue de jouer un jeu personnel en liaison avec ses « colonels » de province, qui relaient son action depuis dix ans maintenant.

Le cas de M. Rocard

Pour montrer qu'il ne s'agit pas de réprimer une minorité, mais bien de faire respecter la règle commune, le premier secrétaire du P.S. a l'intention de porter la question de son propre comportement de M. Michel Rocard et de ses amis n'est pas fondamentalement différent de celui du P.S.U. posséder lui aussi ses locaux et son financement autonome. Il maintient ses propres réseaux au sein du P.S. et continue de jouer un jeu personnel en liaison avec ses « colonels » de province, qui relaient son action depuis dix ans maintenant.

LE COPIEUR LE PLUS VENDU EN 1976*



PARCE QUE, EN 1976, PLUS DE 30 000 ENTREPRISES DANS LE MONDE ONT CHOISI UN COPIEUR DE TYPE 1220S, CET APPAREIL AURA ÉTÉ LE PLUS VENDU DES COPIEURS À THERMOGRAPHIE.

• Adaptabilité à vos besoins de 0 à 30 000 copies/mois. • Encombrement minimum 73 x 53 x 35 cm. • Pas de préchauffage : 1^{re} copie en 4 secondes (20 copies/mn). • Qualité constante de la copie quel que soit le support : papier de différents grammages - papier calque - papier couleur. • Recto-verso très facile par simple réinsertion de la copie. • 2 formats possibles 21 x 29,7 et 25,4 x 35,6, par simples cassettes autocumulables. • Service après-vente efficace et rapide sur toute la France.

La machine présentée en photo ci-dessus est le modèle 1977 1220S équipé pour recevoir le système d'alimentation semi-automatique des originaux S.A.D.S. le chiffre cité plus haut est tiré du rapport réalisé par la Société Américaine Dataquest, spécialisée dans les études de marché sur la copie et la duplication, en date du 10-12-76.

M. _____
Adresse _____
Société _____
Tél. _____

désire sans engagement de sa part :
documentation ☐ démonstration ☐
essai de 48 h ☐

NASHUA
L'autre grand de la photocopie

Immeuble Saint-Simon, 70, avenue du Général de Gaulle, Échat 652, 94022 Créteil Cedex. Tél. : 377.12.51

SUISSE

tout un univers de vacances à votre porte, à votre portée

Saviez-vous qu'il existe en Suisse : 500 plages et piscines pour les fervents de natation ? 50 000 km de chemins de promenade pour retrouver les joies de la nature ? 32 000 km de cours d'eau et 135 000 ha de lacs pour les pêcheurs ? et aussi...

une avantageuse « Carte suisse de vacances » pour vos voyages en chemin de fer, car postal ou bateau ? des prix d'hôtels stabilisés depuis 1974 ? le taux d'inflation le plus bas du monde ?

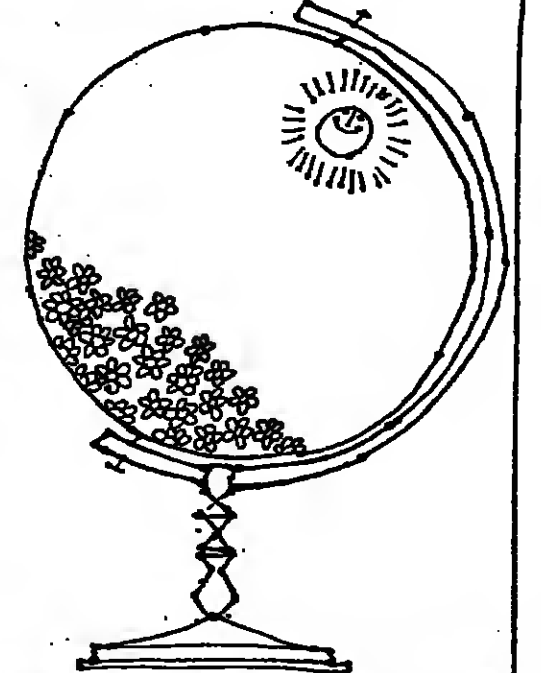
Vos vacances en Suisse vous coûteront moins cher en vous adressant à votre agent de voyages. Prix forfaitaires et définitifs, tout compris, payés en francs français.

Voyez votre agence de voyages ou l'Office National Suisse du Tourisme,

11^{bis}, rue Scriba, 75009 Paris, tél. 073 6330

Nom : _____

Adresse : _____



les élections municipales

alent exploiter en ordre interne

devait proposer comme

Al. Henri Fieschi, député

communiste, nouveau conseiller

de la campagne électorale dans la

capitale. Il est appliqué à sou-

lever que M. Jacques Chirac et

les gaullistes ont tort de se tar-

genter d'un succès à Paris. Il est

tout à fait caractéristique de

constater que, de scrutin en

scrutin, la majorité subit un recul

qui est sensible, a-t-il noté.

Depuis les élections législatives

de mars 1973, où elle obtenait à

Paris 63,57 % des voix, elle est

passée à 58,90 % aux élections

présidentielles de 1974 et à 55 %

Le P.C. estime qu'il occupe dans la capitale
« une place prépondérante » au sein de la gauche

M. Henri Fieschi, député communiste, nouveau conseiller de la campagne électorale dans la capitale. Il est appliqué à soulever que M. Jacques Chirac et les gaullistes ont tort de se targuer d'un succès à Paris. Il est tout à fait caractéristique de constater que, de scrutin en scrutin, la majorité subit un recul qui est sensible, a-t-il noté. Depuis les élections législatives de mars 1973, où elle obtenait à Paris 63,57 % des voix, elle est passée à 58,90 % aux élections présidentielles de 1974 et à 55 % le 20 mars 1977.

« Il s'en est fallu d'un déplacement infime dans les dixième, douzième et quatorzième arrondissements pour que Paris se donne une municipalité de gauche. Si dans ces trois arrondissements deux mille deux cents électeurs parisiens ont voté pour la majorité, c'est la gauche qui l'emportait à Paris ».

Le premier secrétaire de la fédération de Paris du P.C.F. a contesté le fait que le recul de la majorité puisse être attribué à de mauvais reports des suffrages entre les listes de M. Chirac et d'Ornano. « Le candidat de la majorité restant en lice au second tour, a-t-il rappelé, obtient un résultat supérieur au total des listes de droite du premier tour ».

Il a ajouté : « Le résultat de la gauche est sans précédent à Paris. Jusqu'à 1964, la population active résidant à Paris est passée de 1 571 139 personnes à 1 1 million 190 835. Au sein de cette population active, les professions libérales et les cadres supérieurs dans l'ensemble du pays ne sont que 6,8 % ». M. Fieschi a ajouté : « Après les municipales, la

gauche est majoritaire dans trois circonscriptions législatives. En 1973, la gauche avait conquis sept sièges de députés. En 1974, elle dépassait les 50 % dans dix circonscriptions. Le 20 mars, elle est devenue majoritaire dans toutes les circonscriptions. De plus, dans trois circonscriptions, elle dépasse les 67 %. Dans seize circonscriptions législatives sur trente et une qui comptent Paris, la gauche, en poursuivant son effort pour l'obtention de l'emporter lors des prochaines échéances électorales ».

Outre les sept circonscriptions déjà tenues par le parti communiste (seule formation de gauche qui ait des députés dans la capitale) (1), les circonscriptions législatives dans lesquelles la gauche était majoritaire le 20 mars sont, par ordre décroissant, celles de M. Turco (R.P.R. partie du 13^e arrondissement), de La Malène (R.P.R. partie du 14^e arrondissement), Dominiati (R.I. 2^e et 3^e arrondissement), Fantoni (R.P.R. partie du 11^e arrondissement), Chinand (R.I. partie du 18^e arrondissement), et de Bénéville (R.P.R. partie du 12^e arrondissement).

Les trois circonscriptions dans lesquelles la gauche dépasse le seuil des 67 % sont celles de M. Le Duc (R.P.R. dans le 13^e arrondissement (49,84 %), de

M. Marcus (R.P.R.), dans le 10^e arrondissement (48,2 %) et de Mme Missotte (R.P.R.), dans le 17^e arrondissement (47,84 %).

Dans toutes ces circonscriptions, à l'exception de celle de M. Chinand, le parti communiste était arrivé en tête de la gauche au premier tour des élections législatives de 1973. Comme le groupe communiste dans le nouveau Conseil de Paris est, avec vingt-deux membres, le plus important de la gauche, le reste des formations obtient dix-huit sièges. M. Fieschi a souligné :

« Les électeurs parisiens ont confirmé qu'ils accordent au parti communiste une place prépondérante au sein de la gauche. C'est déjà une donnée connue de la gauche à Paris. Les résultats le confirment : le parti communiste est le premier parti de gauche dans la capitale ».

C'est ce qu'ont exprimé les électeurs. Du même coup, ils ont choisi, conformément aux termes de l'accord intervenu entre les formations de gauche de la capitale, que ce soit le candidat communiste à la mairie de Paris qui devienne le candidat de toute la gauche parisienne à M. Chirac ».

(1) M. Chambas (10^e circ.), Mme Moreau (13^e), MM. Rallot (27^e), Fieschi (29^e), Paul Lemaire (29^e), Dathena (30^e), Villa (31^e).

L'INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL A PARIS

Le maire sera élu vendredi

Le maire de la capitale et ses adjoints seront élus, le vendredi matin 25 mars, par le Conseil de Paris. L'après-midi, à 14 heures, le conseil municipal du département, il désignera ses trente représentants au conseil régional d'Ile-de-France.

C'est donc la dernière fois que M. Jean Tautou, préfet de Paris, a convoqué le Conseil de Paris. Désormais, c'est le maire qui le fera. A 10 heures, les cent neuf conseillers de Paris éliront le maire et les dix-huit adjoints réglementaires. Apparaissant, M. Jean Tautou aura procédé à l'installation de M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, qui deviendra préfet de Paris dès la proclamation de l'élection du maire par le doyen d'âge du Conseil de Paris, le professeur

Pierre Lépine. M. Guy Fongier, préfet, sera le secrétaire général de la préfecture de Paris, installée au 17, boulevard Morland, dans le 14^e arrondissement. Une fois élu, le maire sera conduit dans son bureau par M. Tautou, qui lui présentera ses proches collaborateurs ainsi que les chefs des services à vocation municipale. M. Jean Tautou proposera au maire de procéder aux délégations de signatures indispensables pour assurer la continuité des services de la Ville. Puis, accompagné par le maire, il quittera définitivement l'Hôtel de Ville.

L'après-midi, le Conseil de Paris s'ouvrira en tant que conseil général présidé par le maire. Il organisera la nouvelle préfecture de Paris. Celle-ci comprendra trois directions :

1) La direction de l'administration générale, dont le responsable est M. Michel Dufaur. Cette direction aura en charge notamment les affaires judiciaires et militaires, la gestion du personnel de l'Etat et du département, le contrôle de la gestion de la

commune de Paris dans les domaines scolaires et sportifs ; 2) La direction des finances et des affaires économiques ; responsable : M. Paul Beaussier. Cette direction aura en charge l'exécution des programmes d'équipement du ministère de l'Intérieur, le contrôle administratif et financier de la commune de Paris et des établissements ou organismes publics dépendant de la commune ou ayant leur siège, les études pour le préfet de Paris, commissaire du gouvernement, sur les sociétés d'économie mixte de la commune de Paris ; 3) La direction de l'urbanisme et des équipements ; responsable : M. Bernard Malgras. La direction aura en charge notamment l'instruction des demandes de permis de construire, l'élaboration des documents d'urbanisme réglementaire, l'aide de l'Etat à la construction.

Compte tenu de l'organisation actuelle de l'administration de la Ville de Paris, le rattachement de ces trois directions à la préfecture de Paris indique que les autres directions resteront communales, c'est-à-dire sous l'autorité du maire. Ce sont notamment celles qui s'occupent de l'aménagement urbain, des finances et des affaires économiques de l'urbanisme et du logement, de la voirie, de l'action culturelle, des affaires domaniales et sociales.

Le nouveau statut de la capitale, qui est désormais une commune de droit commun, a été défini par la loi du 31 décembre 1975. La loi prévoit que la loi sur les communes de droit commun s'applique à la capitale. Les dispositions de la loi sont attendues ces jours-ci. Elles doivent notamment préciser les responsabilités respectives du préfet et du maire de Paris. Paris, rappelle-t-on, est à la fois une commune et un département aux mêmes limites géographiques.

Un de ces premiers textes d'application est publié au Journal officiel du 23 mars. Il définit l'organisation de la nouvelle préfecture de Paris. Celle-ci comprendra trois directions :

1) La direction de l'administration générale, dont le responsable est M. Michel Dufaur. Cette direction aura en charge notamment les affaires judiciaires et militaires, la gestion du personnel de l'Etat et du département, le contrôle de la gestion de la

commune de Paris dans les domaines scolaires et sportifs ; 2) La direction des finances et des affaires économiques ; responsable : M. Paul Beaussier. Cette direction aura en charge l'exécution des programmes d'équipement du ministère de l'Intérieur, le contrôle administratif et financier de la commune de Paris et des établissements ou organismes publics dépendant de la commune ou ayant leur siège, les études pour le préfet de Paris, commissaire du gouvernement, sur les sociétés d'économie mixte de la commune de Paris ; 3) La direction de l'urbanisme et des équipements ; responsable : M. Bernard Malgras. La direction aura en charge notamment l'instruction des demandes de permis de construire, l'élaboration des documents d'urbanisme réglementaire, l'aide de l'Etat à la construction.

Compte tenu de l'organisation actuelle de l'administration de la Ville de Paris, le rattachement de ces trois directions à la préfecture de Paris indique que les autres directions resteront communales, c'est-à-dire sous l'autorité du maire. Ce sont notamment celles qui s'occupent de l'aménagement urbain, des finances et des affaires économiques de l'urbanisme et du logement, de la voirie, de l'action culturelle, des affaires domaniales et sociales.

Le nouveau statut de la capitale, qui est désormais une commune de droit commun, a été défini par la loi du 31 décembre 1975. La loi prévoit que la loi sur les communes de droit commun s'applique à la capitale. Les dispositions de la loi sont attendues ces jours-ci. Elles doivent notamment préciser les responsabilités respectives du préfet et du maire de Paris. Paris, rappelle-t-on, est à la fois une commune et un département aux mêmes limites géographiques.

Un de ces premiers textes d'application est publié au Journal officiel du 23 mars. Il définit l'organisation de la nouvelle préfecture de Paris. Celle-ci comprendra trois directions :

1) La direction de l'administration générale, dont le responsable est M. Michel Dufaur. Cette direction aura en charge notamment les affaires judiciaires et militaires, la gestion du personnel de l'Etat et du département, le contrôle de la gestion de la

commune de Paris dans les domaines scolaires et sportifs ; 2) La direction des finances et des affaires économiques ; responsable : M. Paul Beaussier. Cette direction aura en charge l'exécution des programmes d'équipement du ministère de l'Intérieur, le contrôle administratif et financier de la commune de Paris et des établissements ou organismes publics dépendant de la commune ou ayant leur siège, les études pour le préfet de Paris, commissaire du gouvernement, sur les sociétés d'économie mixte de la commune de Paris ; 3) La direction de l'urbanisme et des équipements ; responsable : M. Bernard Malgras. La direction aura en charge notamment l'instruction des demandes de permis de construire, l'élaboration des documents d'urbanisme réglementaire, l'aide de l'Etat à la construction.

PARIS HEBDO
spécial élections municipales
Paris : et maintenant ?
Analyses politiques et sociales
détaillées du scrutin
Paris : un grand port français
En vente jeudi, 1,50 F - abonnement à 6 mois : 38 F - 12 mois : 50 F - soit : 100 F - chèque à l'ordre d'André Rieu - Paris Hebdo, 120, rue La Fayette 75010 Paris

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE, TROUBLES DE LA SENSIBILITÉ, READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE
CURES MARINES DE TROUVILLE
CENTRE DE RÉÉDUCATION FONCTIONNELLE AGRÉÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE
Une thérapie efficace sous surveillance médicale constante...
Parsons ne se passe aujourd'hui l'efficacité de la Thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer.
La mer en effet est un trésor qui regorge de richesses : plus de 60 éléments fondamentaux la composent.
C'est le plus riche des milieux naturels.
C'est cette nature qui baigne nos cellules et nos organes.
Il existe donc une harmonie fondamentale entre le milieu marin et notre milieu interne.
Passez une journée ou un week-end à TROUVILLE et visitez les CURES MARINES d'été même la dimanche.
Si vous ne pouvez vous y rendre, envoyez-nous une brochure de 32 pages en couleurs sur CURES MARINES DE TROUVILLE
14360 - TROUVILLE SUR MER
Consultez votre médecin traitant

un circuit insolite en
AFRIQUE
DU SUD
Pour ceux qui veulent découvrir l'Afrique australe, les parcs nationaux, les réserves d'animaux, comme les splendides paysages de la région du Cap, la Route des Jardins, ou les fermes d'élevage d'autruches, nous avons organisé un circuit exceptionnel de 20 jours en Afrique du Sud.
Guides accompagnateurs de Paris à Paris.
Hôtels de 1^{re} catégorie avec bain.
Tous frais compris : 8 915 F.
Dates de départ :
3 - 31 mai,
5 juillet - 2 - 16 - 30 août,
13 septembre - 4 octobre,
20 décembre 1977.
La brochure détaillée sur ce voyage vous sera envoyée en découpant ce bon.
Nom _____
Adresse _____
Code postal _____
désire recevoir la brochure sur l'Afrique du Sud de l'agence de voyages (lic. 77).
le tourisme français
36, RUE DE LA VICTOIRE - 75009 PARIS

Une compacte :
Oui mais...
avec de bonnes enceintes.
Compacte Pioneer M 6500
Chaine Quartz n° 3
1 - Compacte Pioneer M 6500
2 - Enceintes KLH CS 530
5.250 F
Certaines compactes arrivent enfin au niveau des chaînes par éléments séparés. Le dossier Quartz-HiFi n° 5 vous expose leurs avantages, mais aussi leurs inconvénients, dont le principal reste la qualité souvent moyenne des enceintes, même le plus important, même pour une chaîne compacte. Alors sélectionnez d'abord de bonnes enceintes, puis choisissez votre compacte comme l'on choisit une chaîne classique : examinez chacune des parties (ampli, tuner, etc.) comme si elle était un élément séparé, en veillant à la cohérence de l'ensemble. C'est ainsi que nous avons sélectionné les KLH CS 530 avec la Pioneer M 6500 : un remarquable rapport qualité-prix. Venez l'écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-HiFi" que nous avons mis de côté pour vous.
Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
M° Sablon M° Châtelet
M° Casagrande

il n'est
jamais trop grand
pour
être bien habillé
chez CAPEL

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.00.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 123 bd Madeleine 75008 Paris, 268.34.21.

le refuge formation

30 rue de Chabrol, 75010 PARIS - Téléphone 724.02.31

département
administration
évaluation
des entreprises

6 demi-journées du 12 mai au 23 juin

Autres stages :

Audit et contrôle interne	15 avril
8 demi-journées	15 avril
3 jours	15 avril
Gestion financière	2 mai
8 demi-journées	2 mai

Autres départements :

Action directe dans l'Entreprise - Gestion
Economie de l'Entreprise - Relations dans l'Entreprise
Gestion et méthodes industrielles - Langues vivantes
Formation générale
Connaissances particulières - Stages à l'aide de films.

La catégorisation des stages vous sera envoyée sur simple demande.
Stages animés par les ingénieurs de BÉDAUX ENTREPRISE ET FORMATION

MEL

**RESPONSABLE
DEPARTEMENT
ETUDES
INDUSTRIELLES**

130/150.000 F.
Paris

Un groupe industriel français ayant de nombreuses implantations sur tout le territoire national, recherche, pour sa branche métallurgie, un responsable des études industrielles. Rendement compte au directeur général, le titulaire du poste devra, d'une façon très autonome, mais en liaison avec les unités de production, identifier les améliorations possibles de productivité et en suivre la mise en œuvre, favoriser les échanges de solutions d'amélioration dans le domaine de la gestion de production entre les usines, procéder à des analyses de la valeur des productions, participer à l'étude de projets d'investissements et en prévoir la rentabilité, définir des critères d'efficacité, etc... Ce poste, fonctionnel, nécessite un dialogue permanent avec le siège d'une part et les différents responsables d'usines d'autre part, ce qui laisse entendre une progression rapide et continue auprès d'une clientèle de plus en plus exigeante. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, aura une formation supérieure, si possible technique, complétée par un MBA ou similaire. Une expérience d'organisation industrielle dans le domaine des biens d'équipement est nécessaire. L'habitude des relations humaines, de la direction et de l'animation de petits groupes est souhaitable. La connaissance de l'anglais serait appréciée et la maîtrise de ce langage pourra déboucher vers une fonction de responsabilité hiérarchique ou opérationnelle dans un des secteurs du groupe. Ecrire à B. Manjou, réf. B. 2.260 (Paris).

**RESPONSABLE
DES VENTES**

SECTEUR PARIS
120.000 F. +
Equipements électriques

Un important constructeur d'équipements électriques de puissance de la région Rhône-Alpes est connu pour la qualité, la haute technicité de ses réalisations, et l'étendue de ses possibilités techniques. Il fait depuis plusieurs années une progression rapide et continue auprès d'une clientèle de grands installateurs, d'ingénieurs, de groupes industriels et de services nationaux (J.E.D.F., S.N.C.F., P.T.T., C.E.A., etc...). Désireux d'accroître son potentiel commercial dans la région parisienne, il crée un poste de responsable des ventes à qui il confie un secteur important de clientèle existante avec mission de la suivre et de la développer. Il répondra de son action directement auprès de la direction générale. Ce poste convient à un ingénieur âgé de 32 ans minimum, justifiant d'une forte expérience de vente auprès de la clientèle parisienne précisée. Après un stage d'information à l'usine, il sera chargé personnellement d'actions de prospection, d'établissement d'offres et de négociations à niveau élevé. Il bénéficiera d'une rémunération de début élevée fondée sur ses antécédents. Sa rémunération comprendra un fixe important assorti d'un intéressement lié directement à ses résultats. La croissance continue et la structure ouverte de l'entreprise permettront une évolution rapide à l'élément de valeur recherchée. Ecrire à Y.F. Vincendon, réf. B. 77.073 (Lyon).

**ATTACHE
DE DIRECTION**

80.000 F. +
Etablissement Financier
Paris

Un établissement financier franco-américain en rapide et constante expansion (plus de 40 % en 1976) spécialisé dans une technique de services aux entreprises, recherche un attaché à sa direction de l'exploitation. Sous l'autorité du directeur de ce département, le titulaire du poste assurera les relations commerciales avec la clientèle existante ou potentielle, effectuera les pré-études, sélectionnera les clients, soumettra leur candidature à sa direction et négociera les contrats. Le candidat retenu, âgé de 30 ans minimum, titulaire du D.E.C.S., aura acquis une expérience tant technique que commerciale de préférence dans une banque d'affaires (service estimation des risques par exemple) ou dans un cabinet d'audit ou d'expertise. Des déplacements fréquents, mais de courte durée, sont à prévoir. Ecrire à A. Lachet, réf. B. 8.068 (Paris).

**ATTACHE
ADMINISTRATIF**

(Homme ou Femme)
78.000 F.
Etablissement Financier
Paris

La même société que ci-dessus (réf. B. 8.068) recherche un attaché administratif. Dépendant d'un des sous-directeurs, il se chargera, dans un premier temps, des problèmes pré-contractuels et contractuels : liaisons avec huissiers et syndics, suivi des affaires, préparation des dossiers destinés aux conseils de la société. Ce poste, susceptible d'évoluer vers la responsabilité complète d'un service indépendant, sera confié à un(e) licencié(e) en Droit, âgé(e) de 30 ans minimum, ayant l'expérience du service contentieux d'une banque ou d'une entreprise privée. Il (elle) sera très entraîné(e) aux techniques de pure procédure et aura déjà mené des discussions avec des huissiers, administrations, syndics, etc... Ecrire à A. Lachet, réf. B. 8.068 (Paris).

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DUSUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

POLITIQUE

QUATORZE SÉNATEURS MAIRES DE LEUR COMMUNE ONT ÉTÉ BATTUS

Sur deux cent quatre-vingt un sénateurs, cent soixante-huit étaient maires de leur commune avant le 13 mars. Quarante ont été battus parmi ceux qui se représentaient.

Sept sénateurs de l'Union centriste, MM. Cathala (Neuilly-Plaisance, Seine-Saint-Denis), Chausson (Orléans, Eure-et-Loir), Chaurin (Pontoise, Val-d'Oise), Maury (Le Mans, Sarthe), Poirier (Orléans, Eure-et-Loir), Pilet (Orléans, Eure-et-Loir), Rabreau (Cusset, Allier). (M. Poudonson, maire sortant de Orléans (Pas-de-Calais), battu à Arras au premier tour, à la tête d'une liste d'union de la majorité, s'est présenté au second tour dans sa commune d'origine et a été réélu.)

Trois sénateurs de la Gauche démocratique, MM. Dailly, vice-président du Sénat (Nemours, Seine-et-Marne), Fontaine (Aigues-Mortes, Gard), Morice (Nantes, Loire-Atlantique).

Un socialiste, M. Amin (Saint-Cyr-sur-Mer, Var).

Un R.P.R., M. Braconnier (Saint-Quentin, Aisne).

Un R.P.R. du Parti socialiste (groupe paysan), M. Monichon, président du groupe (Le Bouscat, Gironde).

Un non-inscrit, M. Chastay (Saint-Herblain, Loire-Atlantique).

M. Pierre Brousse (Béziers, Hérault) était sénateur (gauche démocratique) jusqu'à son entrée au gouvernement le 27 août 1976.

LES NOUVEAUX MAIRES

M. Jeanlin, P.S., a été élu maire d'Evry (Seine-et-Marne) à l'unanimité.

À la fin de quarante-quatre ans, M. Claude Jeulin, cadre technique, est conseiller général depuis 1973. Vice-président du conseil général de l'Essonne, il est également membre du conseil régional d'Ile-de-France.

« Le projet d'élection d'une Assemblée européenne au suffrage universel, mal conçu, mal préparé, imprécis dans ses conséquences, met sérieusement en péril dans son état actuel l'indépendance de la nation, qui ne veut être ni asservie ni démembrée. »

Ce projet, ajoute M. Debré, doit faire l'objet d'un examen et d'une concertation plus approfondie, notamment de la mise au point d'un protocole international additionnel susceptible de lever toute ambiguïté et d'éviter à l'Europe un régime d'Assemblée qui constituerait gravement à l'équilibre et constituerait un véritable piège pour l'indépendance française.

Dans une interview accordée à R.T.L., M. Debré a précisé que ce protocole additionnel devrait dé-

finir la voix d'André Fontaine est celle d'un homme qui croit et veut encore affirmer la primauté de la voix française, contre la mondialisation, l'indépendance de la nation, qui ne veut être ni asservie ni démembrée.

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Le général de Gaulle avait aimé le dernier quart du siècle. Maurice Schumann de l'Académie Française - Le Figaro

Hubert Beauvieux-Mery

Après les élections

Précisions et mises au point

LA CHAPELLE-SAINT-LUC (Aube). — La liste — élue au premier tour — que conduisait M. Yves Friedler, soc. ind., conseiller général, nouveau maire, comprenait 14 soc. ind., 10 mod. et act. loc., 3 div. g. Le conseil municipal sortant était composé de 12 P.S. et 11 mod. et act. loc. Le maire sortant, M. Finet, contrairement à ce que le Monde du 15 mars indiquait — se représentait et a été élu.

CHATEAUBON (Eure-et-Loir). — Le secrétaire de la section locale du parti socialiste nous prie de préciser qu'il n'y avait pas de membres du P.S. dans le conseil municipal sortant.

EVRY (Seine-et-Marne). — La liste d'union de la gauche, conduite par M. Jeanlin, conseiller général socialiste, a été élue dès le premier tour. La préfecture de l'Essonne n'est donc pas acquiescée au P.C. comme à Athis-Mons, Corbeil-Essonnes, Sainte-Geneviève-des-Bois et Savigny-sur-Orge, mais au P.S. comme Massy (le Monde du 22 mars).

LANNON (Côte-d'Or). — M. Pierre Jagoret, conseiller général socialiste, conseiller municipal sortant, directeur du bureau de la caisse de Sécurité sociale de Lannion, a été élu par 14 voix contre 13 à M. Pierre Martin, sénateur non inscrit, maire sortant, qui n'était pas candidat, et

un bulletin blanc. Le nouveau conseil municipal, qui est composé de 12 mod. maj., 7 P.S., 4 P.C., 3 U.D.R., 1 app. P.S., 1 R.P.R., a élu maire honoraire M. Martin à l'unanimité moins une voix.

MENDE (Lozère). — Au sein du conseil municipal, les sept élus de gauche ne sont pas tous membres du P.S. comme indiqué dans le Monde du 22 mars. Il y a cinq P.S. et deux P.C.F.

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (Seine-Maritime). — M. Gérard Vitte, qui conduisait la liste de la majorité face à celle du maire sortant, M. Grandjean (P.C.), — laquelle a été élue au premier tour — nous prie de préciser qu'il n'est pas R.I. mais R.P.R. (le Monde du 15 mars).

SAINT-LO (Manche). — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le commentaire qui suivait les résultats du deuxième tour, dans la Manche (le Monde du 23 mars), M. Giraudeau, P.S., n'a pas été devancé par M. Migon, P.S. Ce dernier a, en effet, obtenu 5 245 voix, tandis que son collègue, M. Giraudeau, en a recueilli 5 435.

YANVES (Morbihan). — La composition du nouveau conseil municipal publiée par le Monde du 22 mars était inexacte. La liste conduite par M. Chapel, R.I., comprend 9 R.I., 6 mod. maj., 7 C.D.S., 7 R.P.R.

M. Debré pose des conditions à l'élection du Parlement européen au suffrage universel

M. Michel Debré, en tant que fondateur du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France, a publié, le 21 mars, une brochure sous le titre « Appel à l'opinion », dans laquelle il présente une critique du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. L'ancien premier ministre estime notamment :

« Le projet d'élection d'une Assemblée européenne au suffrage universel, mal conçu, mal préparé, imprécis dans ses conséquences, met sérieusement en péril dans son état actuel l'indépendance de la nation, qui ne veut être ni asservie ni démembrée. »

Ce projet, ajoute M. Debré, doit faire l'objet d'un examen et d'une concertation plus approfondie, notamment de la mise au point d'un protocole international additionnel susceptible de lever toute ambiguïté et d'éviter à l'Europe un régime d'Assemblée qui constituerait gravement à l'équilibre et constituerait un véritable piège pour l'indépendance française.

Dans une interview accordée à R.T.L., M. Debré a précisé que ce

protocole additionnel devrait dé-

finir les sessions de l'Assemblée seraient courtes, « un mois tous les six mois, et que l'ordre du jour en sera fixé par les chefs de gouvernement élus à l'unanimité ». A défaut de ces modifications, l'ancien ministre a indiqué : « Non seulement je voterai contre, mais j'expliquerai aussi longuement que possible les graves inconvénients pour la France de l'orientation politique que l'on nous propose. »

Le comité présidé par M. Debré, dont le siège est 62, avenue de Suffren, 75015 Paris (tél. 265-38-50), comprend : MM. Léon Noël, ancien président du Conseil constitutionnel ; Jean Poyer, ancien ministre, président de la commission des Lois à l'Assemblée nationale ; Maurice Druon, de l'Académie française ; Etienne Barthe des Bordes, conseiller d'Etat, ambassadeur de France ; François Bayrou, conseiller d'Etat, ambassadeur de France ; Bernard Tricot, conseiller d'Etat ; Alexandre Sanguinetti, ancien ministre ; Albert Chabron, ancien ambassadeur ; Louis Trepoindre, ancien ministre ; Georges Corpe, ancien ministre ; Paul Rivière, député de la Loire (R.P.R.) ; Mmes Geneviève de Gaulle, Becourt, Beaumont ; Mlle Jacques Beaumont, conseillère d'Etat ; Georges Montaron, directeur de « Témoignage chrétien » ; la chancelière Labrousse ; Jean de Lamotte-Dreux ; Michel Drott ; le général Gallot ; le général Louis Pichon ; Xavier Lecolme, ancien président de l'Académie de médecine ; Julien Marie, membre de l'Académie de médecine ; Pierre Dabene, directeur du département de science politique à l'université de Paris-7 ; Marcel Waline, de l'Académie des sciences morales et politiques ; René Luyet ; Jean de Boer ; Jacques Dacquin, conseiller artistique ; Jean de Launay, vice-président du Cercle d'Etudes d'Europe ; Olivier Germain-Thomas, directeur de « l'Appel ».

M. GISCARD D'ESTAING EN DIRECT SUR TF 1 ET 2

Le président de la République répondra en direct, le 31 mars, à 20 heures, aux questions de politique étrangère qui lui seront posées. MM. Roland Faure (« l'Aurore »), Jean-Pierre Jouxlin (Europe 1), Edouard Sablier (France-Inter) et Michel Tatu (« le Monde »).

Le débat, rétrospectivement élargi, sera dirigé par Christian Bernadac, rédacteur en chef à TF 1.

Après, le 31 mars, le Journal de 20 heures du 25 mars sur Antenne 2 comprendra une interview en direct de Bonn, de M. Valéry Giscard d'Estaing.

CINQUANTENAIRE de MADELIOS

DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE DANS TOUS NOS RAYONS

des IMPERMEABLE réversible
exemples : laine - 65 % polyester 520 F
35 % coton

CHEMISE 67 % polyester 50 F
33 % viscose

CHAUSSURES semelle cuir 165 F

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS OUVERT DE 9 H 45 A 18 H 30 - PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS



هكلمن النمل

à port ripaille faites du bateau l'été, du ski l'hiver et les deux à la fois au printemps

Un chalet à la montagne, c'est bien pour l'hiver. Une maison au bord de l'eau, c'est parfait pour l'été.

Les deux à la fois, c'est trop pour un seul budget. Imaginez une villa au bord de l'eau où vous pourriez selon votre humeur faire du bateau, jouer au tennis, courir sur la plage, faire du ski nautique ou du ski de montagne, flâner sous les arbres, qu'il ne rien faire. Ou tout à la fois. Au choix.

Cet endroit existe à Port-Ripaille, situé au bord du lac, sur un espace boisé de 32 hectares, sillonné de canaux et chemins piétons qui serpentent entre les pins et les bouleaux.

A quelques heures de Paris ou de Lyon. A 30 minutes des pentes neigeuses d'Avoriaz. A trois pas de Thonon. A deux pas de votre bateau.

A vous de choisir: studio ou appartement. Maison individuelle au bord de l'eau avec quai privé. Un emplacement dans le port vous est en tout cas réservé.

C'est le rêve. Venez demander aux habitants de PORT-RIPAILE.



C'est trop beau pour être vrai. Je veux en savoir plus sur les Marins du Léman.

Nom _____

Adresse _____

Renvoyez ce bon à S.C.I. Les Marins du Léman/Port-Ripaille - 74200 Thonon - tél. (50) 71.23.50

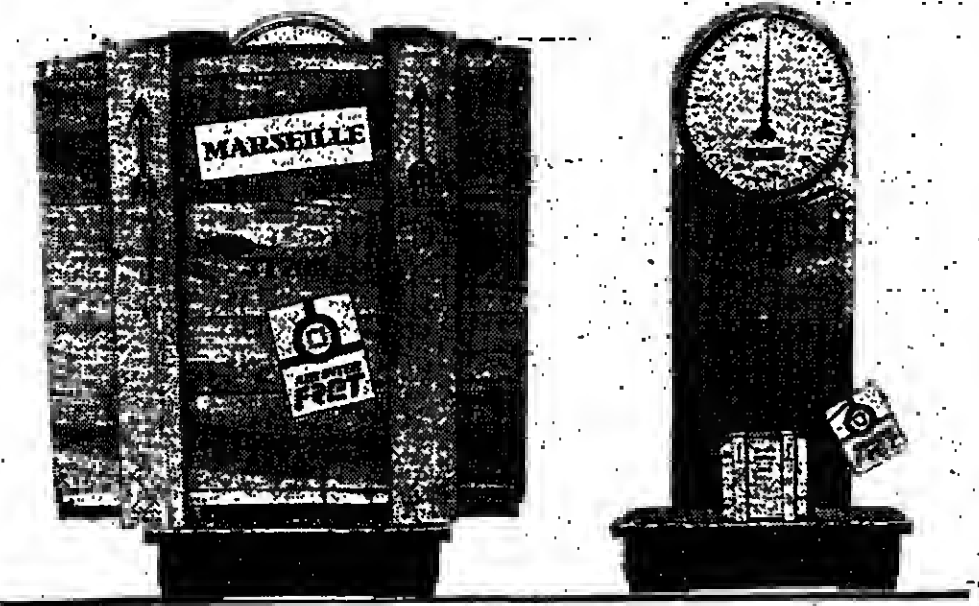
Réalisation et Vente: PUJOS SA.

98, av. R. Polakart 75016 Paris

Tél. 294.17.01

5 & 6 francs 77

jetez l'ancre dans votre jardin



Air Inter Fret: maintenant, nous acceptons des "passagers" de 1 Kg à 3 T 765

Jusqu'ici, vous nous utilisiez comme transporteur de petits colis ou de marchandises légères. Nous avons changé ! Et changé en même temps l'image traditionnelle du fret aérien en France.

Car les soutes de nos avions, celles de nos MERCURE et surtout celles de nos AIRBUS, sont conçues pour accueillir des marchandises lourdes et volumineuses. Des "palettes" de 3,765 t et de 10 m³ ne nous font pas peur !

Nos délais d'acheminement restent aussi courts que par le passé, puisque ce sont nos avions réguliers qui transportent votre fret.

Parlez de nous à votre transitaire. Et faites le test "Air Inter Fret" à la première occasion.

Vous serez surpris de notre rapport rapidité/prix.

*Pour vous en convaincre, nous avons édité un petit guide pratique pour l'utilisation du Fret AIR INTER que nous vous adresserons gratuitement.

AIR INTER FRET
pour que votre fret aussi prenne l'avion

DÉPARTEMENT FRET
C/box A 225 94396 ORLY-AEROGARES - Tél.: (1) 687.12.12

Envoyez à l'adresse ci-dessous votre petit guide du Fret AIR INTER.

Nom _____

Fonction _____

Raison sociale _____

Adresse _____

LIVRES

Un ouvrage de Franz-Olivier Giesbert

FRANÇOIS MITTERRAND OU LA TENTATION DE L'HISTOIRE

par LUCIE FAURE

Un journaliste nous parle d'un homme politique que nous connaissons bien. Regardons cela.

Au bout d'un moment, j'avais compris. Un écrivain parlait d'un homme d'Etat. Que cet homme d'Etat fût, lui aussi, un écrivain ne changeait rien à l'affaire, mais enrichissait le propos.

Il était audacieux d'évoquer une nouvelle fois la stature de François Mitterrand, ondoyant, fantasmatique, qui semble bien plutôt un personnage de roman qu'un homme vivant parmi nous. Dès que l'on cherche à le définir, à peine un adjectif intervient-il que son contraire surgit aussitôt sous la plume. Il fallait le talent de Franz-Olivier Giesbert, et aussi son audace, pour nous faire accepter souvent l'irréductible, car le personnage est fascinant dans sa complexité on a tout dit de lui. Nous devons donc admirer l'auteur qui s'attaque à retracer un portrait qui, chaque jour, se développe ou se simplifie suivant les événements ou les mythes dont il procède.

Est-ce parce que François Mitterrand débarrasse — lui aussi — d'Angoulême que l'on évoque Rastignac ? Et faut-il voir là plus qu'une coïncidence ?

Nous avons parlé de l'homme insaisissable, certes, mais il est tout autant précis. On dirait qu'il a été écrit, voire autographe, et il l'est. Fidèle aux anciens, mais toujours prêt à accueillir les nouveaux. Sachant fuir les importuns, mais jamais absent face au devoir. Libre, indépendant, fantasque, mais acceptant d'être à la nécessité s'impose.

L'auteur pourrait appliquer à son héros la formule : « Deviens ce que tu es », car tout au long de sa vie, François Mitterrand a paru se chercher alors qu'à chaque étape il se trouvait, toujours différent, il est vrai. Il se surprend lui-même. Alors les autres... enlaidissent-les. C'est cet homme-là que Franz-Olivier Giesbert va faire vivre devant nous. Excellément.

De François Mitterrand, il nous dit l'homme politique, la formation chrétienne, son dédain de l'argent — l'ennemi, le corrupteur — au service plutôt que son scepticisme, ses enthousiasmes plus que ses réticences. Et il laisse dans l'ombre ce qui ne gagnerait pas à en surgir. Nous connaissons les inquiétudes de l'auteur, François Mitterrand... il y a ce qu'il est, mais aussi ce qu'il veut paraître, la personnalité qu'il compose et celui qui se compose à son insu. L'homme se montre méfiant, et soudain, il étouffe par une spontanéité dont il ne semble plus maître.

Franz-Olivier Giesbert va nous tracer un chemin à travers ce maquis de contradictions afin de faire surgir une vérité humaine, celle d'aujourd'hui qui ne sera peut-être pas celle de demain, car son héros n'a pas fini de nous déconcerter.

Poursuivons donc le récit, le lecteur y trouvera son plaisir et, au cours des pages, l'on verra un visage se modeler sans que soient effacées pour autant les facettes qui le composent. Le livre débarrasse l'épure, et ce n'est pas là sa moindre séduction.

Enfin insouciant jusqu'à la mort du nazisme, François Mitterrand était plus attiré par les lettres que par la politique et, tout au long de sa vie, il lui restera comme un regret de cette carrière possible. Il y a des livres, la solitude, mais aussi l'amitié, l'amour de la nature, allant jusqu'à l'hygiène, ce goût de l'absolu qui n'est pas la complaisance, autant de traits qui se concilient.

Grave et austère, tranchant et paradoxal, dévoué, mais habile, il cultive la chance en le défiant. Amoureux, il recherche la fidélité... des autres. Ainsi nous suivons François

Mitterrand à travers les aléas de sa vie politique. Mais qui — au cours de trente années de vie politique — n'en a pas connues ?

Le livre se lit comme un roman, aussi est-ce bien d'un roman qu'il s'agit, à ceci près qu'on n'en connaît pas la fin. Heureusement.

Le narrateur est visiblement séduit par son modèle. Autrement pourquoi lui a-t-il consacré tant de pages ? Mais il n'est pas pour autant aveugle. Lui, non plus n'est pas sans défaut. A propos de l'Algérie : « Ce ministre de la Justice gonflé d'interrogations, non de certitudes, n'a pas transgressé les règles du jeu... Il était trop transparent pour conquérir une identité. » Si l'on voit François Mitterrand souffrant de ce qui se passe durant le gouvernement de Guy Mollet, il souffrira pourtant que cela se passe. Ne se montre-t-il pas raisonnable — pour séduire le président Coty ?

Ensuite, nous regarderons cet ambassadeur pressé se complaire à parler dans une longue phrase, ses rapports avec le parti communiste sont

analysés avec finesse : un amalgame de ruses et de séductions. Pour François Mitterrand, rien n'est jamais acquis. Sans cesse, il se remet en question. Inquiet, l'autosatisfaction n'est pas son fort. « Et souvent, il pense à autre chose ». Peut-être à quelque poème...

Comme l'a dit François Mauriac : « Il aurait pu être un écrivain, raconter des histoires. Il a choisi de ne vivre. »

Le livre est riche d'enseignements et il aura beaucoup appris à ceux qui croyaient tout savoir de cet homme politique — pas comme les autres.

A qui l'on peut reprocher des indulgences ou des sévérités, des excès ou des transgressions, mais jamais de manque d'intelligence. Ni de conviction.

De témoin, deviendrait-il enfin un acteur à sa mesure ou restera-t-il l'homme des occasions manquées ?

Un soir de tristesse, il constatera : « On dirait que l'Histoire ne m'aime pas. »

Qu'il se rassure, l'Histoire, elle aussi, s'enrichit de capitales.

* Le Seuil, 334 pages, 45 F.

LA BIBLIOTHÈQUE DE PIERRE BRISSON

La passion de l'« originale »

Il faut beaucoup d'érudition, quelque imagination et aussi, peut-être, une sorte de manie pour apprécier les éditions originales. Pierre Brissot, dont la bibliothèque fit l'essentiel de la vente de livres des 16 et 17 siècles à Droz rue gauche (Étude Perri, expert Lecomte), avait ces qualités. Comment, en effet, préférer les premières éditions de Molière, dont la principale caractéristique est de comporter plus de coquilles que les tirages ultérieurs, à moins d'adopter, comme l'ancien directeur du Figaro, une connaissance intime de l'auteur ?

Tout prend une autre couleur, quand on découvre, dans les fautes d'impression de l'originale de l'école des lettres (32 000 F) la date de l'impression de la première édition de la pièce, et les corrections manuscrites de quelques erreurs... de la main de Molière ? — retrouvées sur les trois exemplaires connus, sont un beau témoignage du souci tout artisanal de la perfection d'un auteur. Au-delà de la maîtrise des bibliophiles, ce sont les combats mêmes de l'auteur qu'on rencontre : Molière, engagé dans la bataille du Tartuffe, cherche l'appui du roi et croit habile de joindre à son Amphitryon un sonnet célébrant la conquête de la Franche-Comté ; flatter le malade, car deux mois plus tard la Franche-Comté est rendue par Louis XIV, et le sonnet doit être supprimé. L'édition qui en est tirée n'est donc que la seconde originale (7 200 F). De plus de portée, l'originale du Tartuffe (12 000 F), premier texte publié après cinq ans de vaines tentatives de modifications. La pièce éditée n'est peut-être qu'un écho atténué des premières représentations, mais l'imprimé est maintenant la biographie reproduite, multipliée de lui plus aucune cabale ne pourra venir à bout. Citons encore Georges Dandin (10 500 F), les Fourberies de Scapin (12 100 F), les Femmes savantes, dans une reliure aux armes du dix-huitième siècle (20 100 F), et surtout le Misanthrope, orné d'un frontispice où Molière s'enferme dans la solitude intransigeante d'Alceste (33 000 F).

Manies de bibliophiles ? Proust écrivait sévèrement : « La première édition d'un ouvrage m'est plus précieuse que les autres, mais j'aurais entendu par elle l'édition où je le lus pour la première fois. Je rechercherais les éditions originales, je veux dire celles où j'eus de ce livre une

impression originale. » Les amateurs de premières éditions ne cherchent pas à retrouver le temps de leur enfance, ils ne s'attachent guère à quelque tirage populaire de François le Champi, mais, moins éloignés de Proust que celui-ci ne le croit, ils tentent de retrouver l'« impression originale » qu'un Horace a produite non sur eux, mais sur les contemporains de l'auteur, quand il parut. Fragile, hésitante et sans doute illusoire reconstruction, qui fait préférer l'originale anglaise d'Adolphe (8 500 F), imprimée en 1816 à Londres, où Benjamin Constant était réfugié, à l'originale française, parue la même année à Paris, mais reléguée à la fin du dix-neuvième siècle (2 200 F). Pourtant, cette même édition, dès lors qu'elle a conservé sa minute commentée ornée d'origines, atteint 8 300 F ; la banalité même du livre broché, tel qu'il apparaît pour la première fois dans les boutiques des librairies, et que rien ne distinguait encore, fait ici sa rareté.

La passion de l'originale a ses excès. À la première édition, rare mais non introuvable, des Fleurs du mal (7 300 F), on peut préférer le Spleen de Paris, de 1932 seulement, mais illustré par Bonnardot sur papier hollandais (4 000 F), et dont il ne subsiste qu'une trentaine d'exemplaires. La mélancoïe de Paris devient grimace, avec les visages blafards des bibliophiles du Cail. Coupures de Toulouse-Lautrec en folio, éclairées par les reflets marbrés du papier japonais comme par la lanterne d'un cadavre (32 000 F), au monde de la nuit encore, ce magnifique exemplaire sur chine de l'ensorcelée, que Barbey d'Aurevilly a dédié de son écriture rouge et noire, insistant comme les sillons d'un labour, à l'écriture Martine Brissot (au Brunswig), cette « ensorcelée » souvent représentée par Toulouse-Lautrec (3 200 F).

Dans une vente où le théâtre fut si présent, c'est à son ennemi Coligny qu'il appartenait de conclure ; la Bibliothèque nationale préempta pour 2 400 F un commentaire des Actes des apôtres, daté de 1554, dont la reliure moulurée, traitée notamment par ses fermoirs, était l'œuvre du grand faussaire Hagard. Quant au texte, c'est l'édition du dix-huitième siècle pour la première partie, impression originale pour la seconde, les experts hésitent. Mais qu'importe ? Proust a peut-être raison.

JEAN-MARIE GUILLAUME

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettons.

SERVICE TÉLEX

345.21.62 + 345.01.23

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé

Demandez le nouveau guide gratuit numéro 888

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État

4, rue des Petits-Champs, 75002 PARIS - CEDEX 02

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps osé porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accoutumance rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

محکمہ انصاف

Giesbert

N DE L'HISTOIRE

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

La France a toujours été un pays de l'histoire. Elle a été le théâtre de grandes événements, de grandes batailles, de grandes révolutions. Elle a été le berceau de grandes civilisations, de grandes cultures, de grandes sciences. Elle a été le théâtre de grandes souffrances, de grandes douleurs, de grandes larmes. Elle a été le théâtre de grandes joies, de grandes victoires, de grandes espérances.

ÉDUCATION

A L'OUVERTURE DU CONGRÈS DU SNES

M. André Henry demande aux syndicats de la FEN de s'unir au lieu de s'opposer

De notre envoyée spéciale

Nancy. — Le congrès du Syndicat national des enseignants (SNES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, s'est ouvert, mardi 22 mars, au Palais des congrès de Nancy, en présence de cent cinquante délégués représentant les quatre-vingt-cinq mille adhérents du syndicat. Au lendemain des élections municipales, l'unité a été au centre des débats. C'est notamment au nom de l'unité au-delà des divergences que le secrétaire général de la FEN, M. André Henry, a exceptionnellement ouvert le congrès.

C'est à quelques kilomètres de Nancy, à Lunéville, que M. René Haby, ministre de l'éducation, a été battu aux élections municipales par une liste d'union de la gauche conduite par un directeur d'école.

Les enseignants du SNES, qui représentent les diverses composantes de la gauche française y ont vu un symbole : « Cette défaite », a déclaré le responsable académique du SNES à Nancy, est la défaite significative d'un ministre qui incarne une réforme antidémocratique. L'union de la gauche a été à l'ordre du jour. L'unité syndicale, aussi, mais avec apparemment moins de bonheur. Le SNES, en effet, est dirigé par la tendance Unité et Action (animée principalement

par des communistes et quelques socialistes) tandis que la FEN — à laquelle il est affilié — est animée, tout comme le Syndicat national des instituteurs, par la tendance Unité, Indépendance et Démocratie, proche des socialistes, minoritaires au SNES.

Leurs divergences portent notamment sur la politique de négociations de la FEN, menant selon le SNES, à des accords salariaux « au rabais », et sur le projet éducatif récemment publié par la FEN et rejeté par le SNES. Il s'agit en effet, selon les dirigeants du syndicat du second degré, d'un projet de la tendance U.I.D. et non pas fédéral, qui privilégie les instituteurs au détriment des professeurs de second degré. Ainsi la présence, pour la première fois, depuis longtemps, du secrétaire général de la FEN au congrès du SNES est-elle apparue comme un événement.

M. André Henry a proposé « un message d'ouverture », sans ménager ses critiques, reprochant par exemple au SNES de « privilégier les revendications corporatistes légères par rapport à la nécessaire démocratisation de l'éducation ». « Nous avons entre nous », a-t-il déclaré, des différences, souvent des divergences. Elles s'expriment à tous les niveaux. C'est la règle de la démocratie vraie. Mais faut-il que le débat démocratique conduise à ce niveau d'hostilité et d'agressivité que nous avons atteint ? » M. Henry a invité les militants du SNES à « ajouter leurs forces

à celles de la FEN au lieu de les opposer », afin de ne pas « favoriser le pouvoir de la droite ». « Ce n'est pas vrai, a-t-il ajouté, que nous soyons en désaccord sur tout (...). Nous sommes à quelques mois d'une échéance politique capitale qui peut enfin réaliser notre espoir commun de voir les changements politiques profonds que les travailleurs attendent depuis si longtemps. Nous sommes au cœur d'une période d'unité syndicale significative. » C'est pourquoi M. Henry a appelé le SNES à mettre fin à « ces manœuvres à la solidarité dans la FEN ».

Il s'est déclaré décidé à placer au premier plan des actions de la FEN « la défense et la promotion des enseignants de second degré et du SNES », qui peut, selon lui, « se fier pour les prochaines années l'objectif de cent cinquante mille membres ».

« Nous ne sommes pas une fraction, ni un syndicat aux mains vides ni des anti-unitaires, ni des sujets d'un parti politique, devait répondre M. Etienne Camy-Peyret, secrétaire général du SNES, mais notre contribution est décisive. Il faut en tenir compte. Dans la FEN, le second degré, c'est nous. En fait, la véritable réponse à M. Henry n'a été apportée qu'après son départ, au terme d'un long débat sur le rapport d'activité présenté par M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général adjoint du SNES. Il a notamment accusé la FEN et le SNI — qui proposent une école

fondamentale allant de l'école primaire à la fin de la troisième sans rupture — « de reporter le constat des échecs scolaires à la fin de la troisième ». Il a aussi demandé que la direction fédérale prenne « sérieusement en compte notre proposition de regroupement de tous les enseignants du second degré dans un même syndicat ». Il faisait ainsi allusion aux enseignants des établissements agricoles et aux professeurs de collèges actuellement syndiqués par le S.N.I.

Ces divergences n'ont pas empêché le SNES, le SNI et la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornac) de former un « front commun » contre la réforme Haby (le Monde du 17 mars). Ce thème de l'unité fut abordé une nouvelle fois au cours de la discussion sur le rapport d'activité (1). Il a été surtout reproché à la direction du syndicat — par les tendances fonctionnalistes — de ne pas agir efficacement pour la défense des enseignants. M. Camy-Peyret a répondu que le SNES avait sauvé des maîtres auxiliaires du chômage en obtenant quatre fois plus de postes qu'il n'en était inscrit au dernier budget. « Auxiliaires et titulaires, a-t-il expliqué, c'est le même combat. »

CATHERINE ARDITTI.

(1) Le rapport d'activité a été approuvé par 55,60 % des votants (21 897 suffrages) contre 42,30 % en 1975 : 22,60 % des votants l'ont repoussé contre 19,98 % en 1975, tandis que 17,70 % se sont abstenus (contre 15,92 %).

Tous les étudiants parisiens pourraient s'inscrire dans l'université de leur choix

Les universités de la région parisienne vont-elles être totalement « déssectorisées » à la rentrée 1977 ? Tout bachelier pourrait-il ainsi s'inscrire dans l'établissement de son choix au lieu de s'en voir imposer un par la loi de la résidence ? Le gouvernement doit se prononcer prochainement sur cette proposition de Mme Adèle Sautier-Solité, secrétaire d'Etat aux universités.

Le secrétariat d'Etat doit prendre des dispositions pour la rentrée prochaine : le système actuellement en vigueur n'est valable que pour l'année en cours. La décision récente du Conseil d'Etat annulant la « sectorisation » de Paris-X (Nanterre) a rendu encore plus nécessaire une mise au point, même si elle n'a pas de conséquences immédiates : les inscriptions étant closes depuis longtemps, les étudiants, même s'ils le souhaitent, ne pourraient changer d'université en cours d'année. Mais elle rend l'ensemble du système sujet à caution et à contestation.

On pouvait simplement appliquer la décision du Conseil d'Etat, c'est-à-dire maintenir des secteurs de recrutement pour toutes les universités sauf Nanterre, ou « sectoriser » aussi cet établissement pour toutes les disciplines sauf le droit, comme on l'avait fait à la rentrée dernière. A l'époque, il s'agissait surtout de donner satisfaction à des enseignants et à des étudiants désireux de quitter des universités troublées par de longues grèves contre la réforme du deuxième cycle, ou de « punir » certains des opposants à la réforme.

Aujourd'hui, on envisage une

mesure générale, plus conforme à l'esprit de la « déssectorisation ». Celle-ci avait été nécessaire pour protéger le développement des universités de la périphérie ; ces établissements ont aujourd'hui une taille et une « maturité » suffisante pour affronter une compétition avec celles du centre de la capitale. La décision n'aurait, dit-on, que de faibles répercussions, car elle ne toucherait que les étudiants de première année, dont le nombre ne s'accroît plus. Rares sont ceux qui changent d'établissement en cours d'études. La « sectorisation » ne serait maintenue que pour les séries médicales.

La mesure aurait des effets différents selon les disciplines. En lettres — où les établissements sont nombreux — et en sciences — où ils sont rares — les déplacements seraient faibles. Peut-être seraient-ils plus importants pour les sciences humaines, ainsi ce n'est que par une politique délibérée de restriction des inscriptions que l'U.E.R. de sciences humaines Paris-VII a pu parvenir à stabiliser ses effectifs. En droit, Paris-I et Paris-II risquent d'attirer nombre de bacheliers, comme à la rentrée 1976, après la « déssectorisation » de Nanterre, ceux que le climat du centre Assas décourage malgré la richesse des enseignements offerts se reportant vers Toitot.

Les inscriptions seront différentes à la rentrée 1977 : les « déssectorisés » de Nanterre ont déjà trouvé un asile, et, pour l'instant, aucune grève n'est venue mille part inquiéter les familles. Mais l'expérience incite à la prudence. Une concertation entre les présidents semble nécessaire, si l'on veut éviter de nouvelles distorsions entre la répartition des enseignants et celle des étudiants.

GUY HERZLICH.

Le groupe de réflexion sur l'avenir des I.U.T. souhaite développer les formations « larges »

Le groupe de réflexion sur l'avenir des instituts universitaires de technologie (I.U.T.), créé le mois dernier par Mme Sautier-Solité (le Monde du 3 février), s'est réuni pour la première fois, vendredi 18 mars, sous la présidence du secrétaire d'Etat aux universités. Pour leur premier tour d'horizon, ses membres, universitaires ou personnels de l'enseignement, ont jugé préférable de développer des formations « larges » dans les I.U.T., quitte à prévoir des options en deuxième année, plutôt que de multiplier les spécialités très « fines » : en effet, ce sont les grands départements (génie mécanique, électrique et civil, chimie, informatique, gestion et technique de commercialisation) qui leur paraissent fonctionner le mieux. Ils souhaitent, en particulier, explorer les possibilités du secteur privé, et de la recherche au secrétariat d'Etat.

De son côté, le secrétaire d'Etat a souligné la nécessité, pour accroître les effectifs, d'entre-

prendre une campagne d'information auprès des élèves des classes terminales des lycées après la rentrée de Pâques.

Les membres du groupe ont jugé en général conforme aux objectifs des I.U.T. la durée actuelle des enseignements, mais ont trouvé les programmes parfois trop encyclopédiques. Ils ont souhaité que les moyens et les méthodes soient différenciés selon les spécialités, regrettant que l'on ait transformé en normes des dispositions expérimentales comme la répartition des enseignements ou la taille des départements.

Pour ce qui concerne les enseignants, ils ont souligné la nécessité de contacts avec les entreprises : les enseignants de métier devraient pouvoir y faire des stages ; les « professionnels » recrutés par les I.U.T. devraient avoir un rôle « opérationnel » dans leur entreprise. La prochaine réunion du groupe est prévue le 5 mai.

(Publié)

CONFÉRENCE-DÉBAT

le jeudi 24 mars à 20 h. 30 au Centre RACH 30, bd de Port-Royal, 75005 Paris

Hommage à MENDEL MANN

Sous la présidence de Manès SPERBER

avec la participation de Clara MALRAUX

Jean BLOT

et Marcel BENABOU

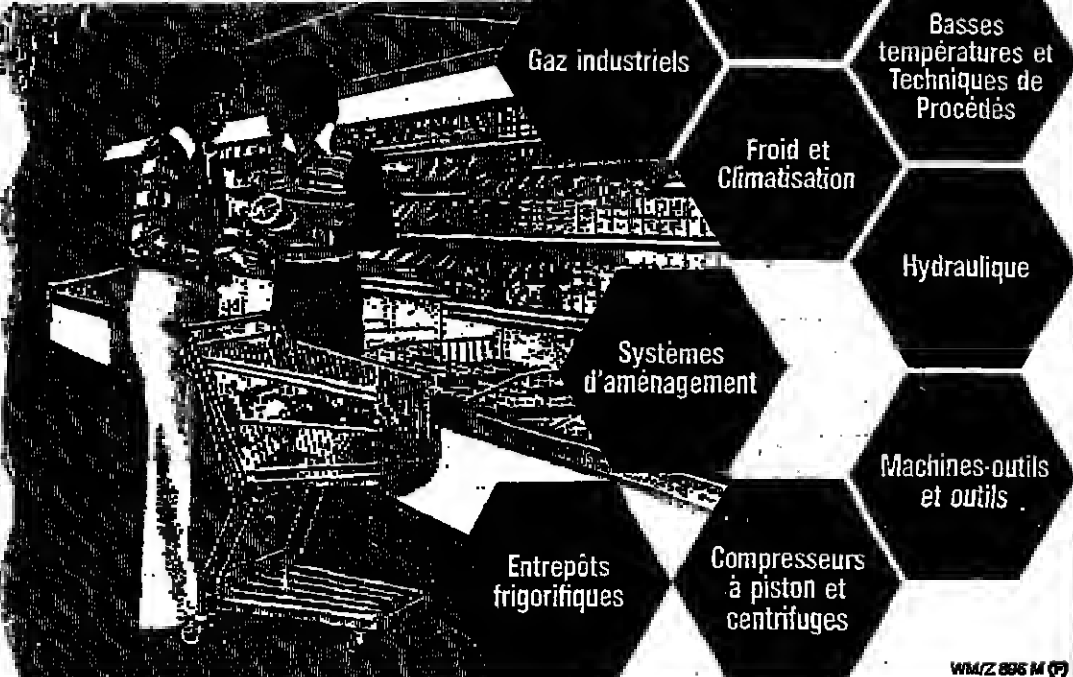
Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil les produits qui vous sont offerts

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Froid et Climatisation
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00

Linde



- Chariots Élévateurs
- Basses températures et Techniques de Procédés
- Froid et Climatisation
- Hydraulique
- Systèmes d'aménagement
- Machines-outils et outils
- Compresseurs à piston et centrifuges
- Entrepôts frigorifiques
- Gaz industriels

WM/Z 806 M (P)

CONTACT :
ateurs conquis
is vous ?

JEAN-MICHEL GUILLAUME

SPORTS

RUGBY

APRÈS JEAN GACHASSIN

Richard Astre est suspendu par la Fédération

La section sportive de la Fédération française de rugby (F.F.R.) présidée par M. Albert Ferrasse, président de la F.F.R., a décidé, mardi 22 mars, en s'appuyant sur le règlement en matière d'amateurisme, d'ouvrir une enquête et de retirer jusqu'à nouvel ordre la licence de Richard Astre, dmi de mêlée et capitaine de Béziers, ancien capitaine de l'équipe de France. La section sportive de la F.F.R. reproche à Richard Astre d'avoir participé en collaboration avec un journaliste, M. Jean-Pierre Lacour, à la rédaction d'un livre intitulé « Astre, le rugby de lumière » sans en avoir demandé l'autorisation.

Deux poids, deux mesures

La F.F.R. s'est sans doute donné un code de discipline tout neuf. Comment, sinon, expliquer qu'en un mois deux joueurs de renom, Jean Gachassin et Richard Astre, aient été l'objet de sanctions parce que l'un a été invité à une émission de télévision (sur Antenne 2, le 19 février, à l'occasion d'Angleterre - France, comptant pour le Tournoi des Cinq Nations) et que l'autre a prêté son concours à la rédaction d'un livre pour l'essentiel autobiographique. Dans le passé, un grand nombre de joueurs ont répondu à de telles invitations et associé leur nom à des ouvrages consacrés au rugby sans que la F.F.R. ne manifeste de grande émotion, sinon par quelques discrets rappels à l'ordre. Beaucoup restèrent peut-être sur l'impression qu'il existe dans cette intransigence, en fonction de la personnalité de chacun, deux poids et deux mesures.

Naturellement, la souci des responsables de la F.F.R. d'être vigi-

lants à propos de l'observation des règlements d'amateurisme serait tout à fait légitime et même à encourager si le rugby, comme d'ailleurs beaucoup d'autres sports, ne s'était depuis longtemps éloigné de cette éthique. Les joueurs de notoriété atteignent un certain niveau social en France grâce au rugby. Affirmer le contraire serait travestir la réalité. Même les précautions prises par la F.F.R. pour enrayer la surenchère dans les transferts n'ont qu'un effet limité. Ce ne sont pas l'imminente réunion de l'International Board et le fait que, selon la F.F.R., « les Britanniques ont les yeux braqués sur la France » qui peuvent expliquer ou justifier cette nouvelle rigueur, laquelle, au demeurant, ne peut tromper personne en regard à la grande tolérance passée. Ce serait faire injure aux Britanniques que de penser les impressionner par de telles mesures.

FRANÇOIS JANIN.

ATHLÉTISME

Quarante-deux kilomètres à travers la banlieue

Voter avec ses pieds ! L'expression fut utilisée à l'occasion d'un récent soubresaut de l'histoire pour parler de populations fuyant sur les routes les nouvelles mœurs d'un coin de terre. Voilà-elle, en ce 20 mars 1977, deuxième dimanche des élections municipales, pour les quelques sept cents concurrents du troisième marathon de l'Essonne ? Bien que le nombre des coureurs sur route ait augmenté au cours de ces dernières années, comme le décompte des voix des écologistes, nul ne se hasarderait à le prétendre. Les deux phénomènes, qui ne sont sans doute pas étrangers, frappent en tout cas par leur soudaineté : pas plus que la poussée des candidats « verts », la prolifération des amateurs du grand fond n'était prévisible.

De ce mouvement favorable, les organisateurs du marathon de l'Essonne ont incontestablement bénéficié. Mais, travaillant bénévolement à la réussite d'une entreprise à laquelle plus de trois cents personnes prêtent leur concours, ils ont eu également à mettre tous les atouts de leur côté. Quinze mille prospectus avaient, notamment, été distribués pour appeler derrière le ligne de départ un peloton agité par des effets de houle. C'était l'assurance que la nombre des arrivants dépasserait largement celui de 1976 (trois cent cinquante-six), et encore plus largement celui de 1975 (cent quatre-vingt-seize).

Sur ce flot humain lancé à partir de midi entre Varrières-Buisson et Corbeil, veillèrent une centaine de secouristes de la Croix-Rouge et quelques cent

cinquante gendarmes. Quatorze communes traversées à l'heure des marchés qui se défont, puis des blés mûrs, puis des champs, deux nationales franchies devant des automobilistes ébahis : ce fut, dans un tissu urbain, dominé par de grands ensembles, un étrange voyage au terme duquel cent quarante-deux kilomètres en moins de trois heures.

Bien après ceux-là, continuant d'arriver des hommes et des femmes donnant de l'humanité à l'épreuve, une image complète. Faisant l'objet d'une attention méticuleuse, tous recevront dans les jours suivants les lauriers de résultats et des indications quant aux photos sur lesquelles ils pourront s'admirer. Ainsi s'étaient multipliés des coureurs qui ignoraient encore tout de l'athlétisme sans le dynamisme de M. Jean-Claude Sorel.

Cheville ouvrière d'une équipe à laquelle il faut attribuer le mérite de l'affaire, cet adjoint du directeur technique de l'athlétisme national a appris en Afrique à écouter les intimes, à rassembler les énergies et à emprunter les voies officielles les plus directes. A solliciter les aides de toute sorte également. S'il fallait pourvoir à toutes les dépenses, l'addition s'élèverait à plus de 110 000 F. Or le budget du marathon de l'Essonne, alimenté par une subvention du conseil général, un crédit du comité départemental d'athlétisme et quelques dons communs, est dix fois inférieur à cette somme.

RAYMOND POINTU.

OMNISPORTS

M. PRINGARBE EST ÉVINCÉ DU BUREAU DU CNOSSF

Le conseil d'administration du CNOSSF (Comité national olympique et sportif français) a formé son bureau, dont le président, M. Claude Collard, avait été désigné par l'assemblée générale du 9 mars (le Monde du 9 mars). C'est sur l'initiative de ce dernier que M. Robert Pringarbe a été évincé du poste de secrétaire général : il l'occupait depuis quatre ans. M. Pringarbe sera remplacé par M. Henri Patrelle, représentant la Fédération de football.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
S.A.R.L. des Indes
PARIS-14^e
1977

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le nouveau bureau est ainsi composé :

Président, M. Claude Collard ; vice-présidents, Mme Brigitte Dumont (escrime), M. Bernard Restout (boxe), Georges Pfeiffer (Judo), Georges Baudry (volley-ball) ; secrétaire général, M. Henri Patrelle (football) ; secrétaire adjoint, M. Jean Rodenhusser (aviation) ; trésorier, M. André Baze (rugby) ; trésorier adjoint, M. Gilbert Gendal (basket).

D'autre part, les présidents des trois commissions du CNOSSF ont été désignés. Il s'agit de MM. Maurice Harnois (problèmes internationaux), Ignace Heinrich (sport pour tous) et Jean Heckly (équipement).

(Animateur de la F.S.C.F. (Fédération sportive culturelle française), M. Robert Pringarbe sera l'un de ceux dont le franc-parler déplaçait l'administration. Après l'administration conseil d'administration de MM. Nelson Patilou et René Moustard, M. Pringarbe n'est-il pas fondé à affirmer que l'esprit d'équipe fait place à l'autoritarisme ? Les intéressés en défendant, bien qu'ils aient peut-être à se repentir un jour d'avoir trop fait le vide autour d'eux.)

JUSTICE

Sept autonomistes devant la Cour de sûreté de l'État

« Défense de cracher par terre et de parler breton »

« Cette juridiction présente au moins un avantage pour les prévenus : ils y trouvent une tribune pour exposer leurs idées » : à ceux qui condamnent l'existence même de la Cour qu'il préside ou contestent sa compétence dans les affaires qui lui sont confiées, M. Pierre David, premier président de la Cour de sûreté de l'État, a pris l'habitude de répondre par un libéralisme qui prétend faire, le temps d'un débat courtois, d'un accusé, un « interlocuteur valable ».

Certains pourtant rejettent l'ouverture qu'ils considèrent comme pure manœuvre, restant hors d'un jeu dont les règles seraient plébiscitées, mardi 22 mars, M. Jean-Charles Denis, principal inculpé du procès intenté à sept autonomistes bretons (le Monde du 23 mars), s'est-il immédiatement levé, pour lancer, au président qui l'interrogeait, cette courte réplique : « Je n'ai rien à dire devant cette juridiction d'exception. Je ne parlerai que devant les travailleurs bretons qui, seuls, peuvent me juger. » Dont acte de M. David, qui ne s'est point d'un premier échec : la suite le rassurait.

Mais si les autres accusés ont préféré saisir l'occasion qui leur était offerte de s'exprimer, ce ne fut pas tant pour « dialoguer » avec la Cour des faits qui leur sont reprochés que pour dénoncer, les uns la façon dont ils furent traités lors de leur garde à vue et de leur détention, les autres le sort que « l'Etat dit national » réserve à leur « patrie ». M. Jean Laluyaux, le premier, affirme que ses déclarations lui ont été

« extorquées par la police » : « On m'a menacé d'inculper ma femme et de fermer mon restaurant, précise-t-il. Cela m'a conduit à la ruine, simplement parce que j'ai refusé d'être un indicateur de police ».

Pressions et chantages

M. René Kerhousse, inspecteur du Trésor, inculpé de reconstitution de ligue dissoute (F.L.B.) après la découverte à son domicile, de documents dont il assure qu'ils étaient strictement privés et destinés à écrire un roman, parlait, lui aussi, de pressions et chantages : « Les policiers ont même procédé à une fouille de corps de ma fille alors âgée de deux mois et demi, a-t-il déclaré. On a voulu jeter le discrédit sur mon épouse. On a joué du chantage à l'emploi et de l'appât du gain : on est allé jusqu'à me proposer de l'argent pour ma collaboration... »

Mais ce « Haut-Breton débrouillé jusqu'à l'âge de quinze ans », ce « fonctionnaire consciencieux, dévoué et bien noté » — selon l'enquête et personnalité — raconte aussi comment il déconvoit son pays « en se promenant parmi les fermes en ruine ». « Tout gosse, dit-il, si on me disait que l'Etat breton, je me rendrais à terre en pleurant Pourquoi ? » L'abbé Alain Le Breton avait peut-être déjà répondu quand, peu auparavant, il avait évoqué ces heures passées à la commune devant une affiche qui disait : « Défense de cracher par terre et de parler breton. »

DOMINIQUE POUCHIN.

● Fuit cent vingt morts sur les routes en février. — En février, 820 morts, 23.456 blessés, dont 6.398 dans un état grave, au cours de 17.025 accidents de la route ; tels sont les chiffres donnés par les services de police et de gendarmerie. Par rapport au mois de février 1976, le nombre des accidents a augmenté de 3,5 % et celui des blessés de 4,5 %.

FAITS ET JUGEMENTS

Deux manifestants d'extrême droite condamnés en flagrant délit.

Traduits en flagrant délit devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Xavier Versini, deux étudiants d'extrême droite, MM. Christophe Ducasse, vingt ans, et Pierre Soulier, vingt-deux ans, ont été condamnés, mardi 22 mars, après plaidoirie de M. Philippe Folien, leur défenseur, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 2 000 F d'amende, pour violences à agents.

Appréhendés le dimanche 20 mars vers 21 h. 30, avenue des Champs-Élysées, à Paris (8^e), au cours d'une manifestation organisée par une cinquantaine de personnes devant le magasin de l'Aéroflot, ils ont reconnu s'être trouvés parmi une quinzaine de militants qui jetèrent, derrière une mini-barricade dressée avec des poubelles, des engins variés sur les forces de police : cocktails Molotov, grenades, bouteilles, etc.

M. Ducasse se trouve, depuis le 15 février, sous le coup d'une inculpation pour une autre manifestation contre ce magasin de l'Aéroflot qui avait eu lieu la veille, afin de commémorer l'immolation par la feu de M. Alain Escoffier du 10 février précédent (le Monde du 17 février).

● Un mandat d'arrêt international a été lancé contre Mme Marcelle Spaggiari, l'épouse de « l'instigateur » présumé du cambriolage de la Société générale de Nice, qui s'est enfui le 10 mars dernier du Palais de justice. Mme Spaggiari avait quitté Nice quelques jours avant l'évasion de son mari et se trouvait actuellement en Afrique.

Un mafiateur tué par la police à Paris.

Un repris de justice, Lucien Cano, trente ans, a été tué, mardi 22 mars, à Paris, par des policiers de la brigade de recherches et d'intervention au moment où il se préparait, en compagnie de deux complices, à attaquer une succursale de la banque Rivaud, à l'angle du boulevard Ney et de l'avenue de la Porte-d'Aubervilliers (18^e). Selon la direction de la police judiciaire, le mafiateur avait saisi son arme au moment où les inspecteurs entouraient la voiture dans laquelle il se trouvait. Ses deux complices, Gilbert Morin et Patrick Delleuvin, se sont immédiatement rendus.



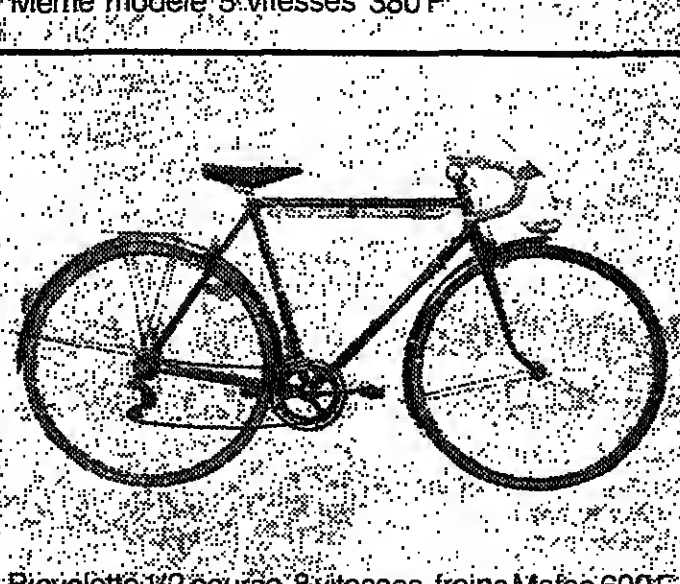
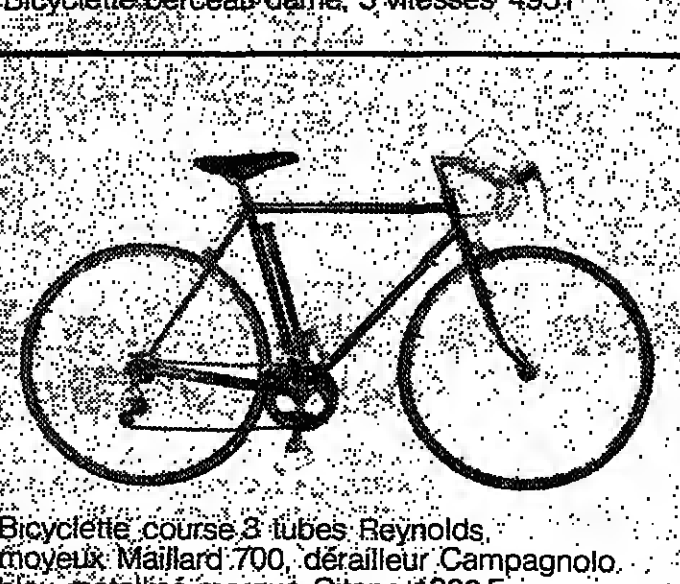
Sept ans de réclusion pour un notaire.

A trois semaines d'intervalle, la cour d'assises de la Haute-Garonne, siégeant à Toulouse, vient de condamner un notaire, après M. Pierre Clavre, notaire à Toulouse, condamné le 4 mars dernier à douze ans de réclusion criminelle (le Monde daté 6-7 mars), M. André Thomasset, de Lérignac-sur-Save, inculpé d'abus de confiance, abus de confiance qualifié, de faux en écritures publiques et privées et usage de faux, a été lui condamné, après deux jours de débats, à sept ans de réclusion criminelle. Le ministère public avait demandé dix ans de la même peine.

Venu témoigner à la barre, le président de la chambre des notaires de la Haute-Garonne avait déclaré : « M. Thomasset a agi par négligence, avec légèreté et inconscience. » Les détournements portèrent sur une dizaine de millions de francs. — (Corresp. reg.)

● M. Samuel Motta-Skaron, l'homme d'affaires dont la France a demandé l'extradition, a annoncé mardi 22 mars qu'il se présenterait aux élections du 17 mai en Israël. Le financier, qui dit

Quinzaine de la bicyclette

 <p>Bicyclette pliante adulte monovitesse 320 F Même modèle 3-vitesses 380 F</p>	 <p>Bicyclette berceau dame 3 vitesses 495 F</p>
 <p>Bicyclette 1/2 course 8 vitesses, freins Mafac 600 F</p>	 <p>Bicyclette course 3 tubes Reynolds, moyeux Maillard 700, dérailleur Campagnolo, bleu métallisé marqué Gitane, 1300 F</p>

Vous trouverez également pendant notre quinzaine : un modèle course 10 vitesses, freins Mafac, à 650 F. Un vélo-santé avec roue, compteur, selle confort, garanti 2 ans à 595 F. Un vélo 1/2 course « Galfa » fabrication cycles Mercier, roues n° 600 mm, 3 vitesses à 440 F. Des maillots cyclistes « J. Anquetil », 12, 14 ans à 50 F, 0 à 4 : 55 F, 5 et 6 : 64 F. Toutes ces bicyclettes, pièces détachées et vêtements cyclistes, sont de fabrication française.

Galeries Lafayette

Hausmann - Belle Epine

LE TRIBUNAL DE SAINT-ETIENNE EXAMINE LA MORT D'UN MALADE MENTAL

La liberté thérapeutique et le « passage à l'acte » du patient dangereux

Saint-Etienne. — Un psychiatre qui ne veut pas courir de risques ne guérira jamais personne. La bonne centaine de personnes, dont la moitié debout, emplissant d'une façon inhabituelle, mardi 22 mars, la salle d'audience de la quatrième chambre correctionnelle de Saint-Etienne, applaudissent discrètement. Le public était composé essentiellement du personnel de l'hôpital psychiatrique de Saint-Jean-Bonnefonds (Loire) assistant, à l'appel des syndicats de santé C.F.D.T. et C.G.T., au procès

Poursuivi pour homicide involontaire (le Monde du 14 février 1976), le docteur Brison est-il responsable de cette mort, par maladresse, par négligence, par imprudence, par inattention ?

Non, virent dire plusieurs de ses confrères cités parmi les vingt-cinq témoins de la défense, en premier lieu le docteur Michel Audisio, secrétaire général du Syndicat national des médecins psychiatres des hôpitaux — auquel appartient l'inculpé — membre du comité national de cet organisme.

« Il faut, a-t-il dit, faire table rase d'un malentendu qui pourrait faire passer son service comme fonctionnant avec des méthodes originales. Ce n'est pas du tout le cas. Il y a quelque neuf cents psychiatres d'hôpitaux en France à appliquer un programme préconisé par l'Organisation mondiale de la santé et le docteur Brison n'a fait qu'accomplir, promouvoir cette politique en appliquant les mêmes méthodes thérapeutiques que ses collègues. »

Mais l'intendance ne suit pas. Or, contrairement aux cliniques privées qui n'ont pas la même exigence déontologique, peuvent « trier » leur clientèle, les services publics de santé, eux, sont obligés de prendre en charge tous les malades, qu'ils en aient les moyens ou pas. Et, si les médecins sont responsables de la thérapeutique et du fonctionnement de leurs services, ils sont sans pouvoir de gestion. « Pour Saint-Jean-Bonnefonds nous avons été obligés d'intervenir auprès de tous les ministères de tutelle car cet établissement n'a pas eu, pendant quatre ans et demi, de statut juridique. En France, les normes de personnel sont scandalueusement insuffisantes et nous n'y pouvons rien. C'est dans la règle administrative que les lits soient occupés, et pour remplir cinquante lits par pavillon nous sommes obligés de mélanger les malades. L'administration s'efforce pour l'application des textes qu'elle a promulgués elle-même. » Selon le docteur Audisio, tous les médecins en psychiatrie vivent avec une épée de Damoclès sur leur tête et, face à leurs échecs, risquent d'hésiter entre deux solutions : ou démissionner des services publics dépourvus par les silences de l'administration, ou revenir aux méthodes asilaires d'autant en gardant les malades dans des conditions carcérales.

L'élan affectif

Tentation à laquelle n'a pas succombé le docteur Brison, qui s'est trouvé « en conflit avec son administration de laquelle il voulait obtenir d'autres moyens que les classiques pour remédier à des troubles psychiques », vint dire le docteur Dubouff, cité en qualité de président, à l'époque, du conseil de l'Ordre des médecins de la Loire. Il vint porter témoignage de la moralité et de la conscience professionnelle de son confrère. « J'ai été frappé par l'élan affectif témoigné par ses malades, prouvant qu'il avait réussi à établir une communication, peut-être rudimentaire, avec eux. Au début, on a beaucoup critiqué dans notre région cette néo-psychiatrie qui jouait de la chimiothérapie, mais la valeur curative n'est pas encore au point », selon le docteur Dubouff. Les traitements par substances chimiques sont actuellement très contestés, ajoutera en écho un psychiatre praticien. « Dans certains cas, dans certains contextes, ils procèdent dans le service des situations conflictuelles. »

On ne saurait remettre en cause à propos de ce procès, la liberté

● Le meurtre de Saint-Chamond : deuxième inculpation. — Un artisan plombier, âgé de trente ans, René Dijoud, a été appréhendé mardi 22 mars par les policiers enquêtant sur la meurtre, dans la nuit du 18 au 19 mars, de M. Marcel Jean, directeur technique des carrosseries Trouillet, à Saint-Chamond (le Monde du 22 mars). Présenté à M. Marc Gourde, juge d'instruction, il a été inculpé de complicité d'homicide volontaire et placé sous mandat de dépôt. René Dijoud se serait rendu avec sa camionnette à l'usine près de laquelle devait être retrouvé le corps de M. Jean pour embarquer du matériel volé à l'entreprise, avec l'aide d'un complice, Jean Delintadakis, lui-même inculpé d'assassinat et d'incendie volontaire, et écroué la veille. (Corresp.)

De notre correspondant

thérapeutique revenant au médecin faisant, avec conscience, discernement et attention, un choix ne débouchant pas forcément sur la réassise, même s'il n'y a pas faute. En fait, la thérapeutique psychiatrique se heurte au principe judiciaire de l'irresponsabilité pénale à l'égard de la loi de tous les malades mentaux. Or si on peut présenter la dangerosité, on ne peut scientifiquement prévoir le passage à l'acte.

Le docteur Brison avait attiré à plusieurs reprises l'attention de l'administration sur la surcharge de son service et avait

réclamé en vain de disposer d'une salle d'isolement. S'il en avait eu une ? Il ne l'aurait pas utilisée pour isoler M. Grillo, mais pour la mettre en sécurité. Quand s'est produit le tragique accident, « il y avait des malades extrêmement fatigués, il y avait un climat de violence, potentiellement dangereux, que l'on sentait dans la nature même de la folie. Si j'ai demandé, après, son transfert dans un établissement de sécurité ne fonctionnant qu'en deuxième instance, ce n'est pas à partir de son passage à l'acte mais du trouble institutionnel qui se créait autour de lui ». Plaidoiries et réquisitoire jeudi.

PAUL CHAPPEL.

LE MEURTRE DE JEAN DE BROGLIE ET LES DÉCLARATIONS DE M. PONIATOWSKI

L'avocat de M. de Ribemont réclame 10 millions de francs à l'État

M. Jean Libouhan, premier substitut, a assisté, mardi 22 mars, à la confrontation décidée par M. Guy Flich, premier juge d'instruction à Paris, entre M. Pierre de Varga et l'ancien inspecteur principal Guy Simoné.

On ignore ce que se sont dit durant plus de quatre heures les deux hommes détenus l'un et l'autre pour complicité dans le meurtre de Jean de Broglie, mais il semble que chacun soit resté sur ses positions, à savoir que M. Simoné accuse M. de Varga de l'avoir chargé d'organiser le crime, et que ce dernier s'est défendu.

L'examen des circonstances mêmes du meurtre n'aurait pas encore été abordé, la confrontation devant continuer pendant plusieurs jours encore.

D'autre part, afin d'obtenir réparation du préjudice qu'aurait causé à M. Patrick Allet de Ribemont les déclarations de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, et de « hautes fonctionnaires » de la police, le 29 décembre 1976, après l'arrestation des auteurs et des instigateurs présumés du meurtre de Jean de Broglie, M. Raymond de Geouffre de La Pradelle a introduit, mardi 22 mars, un recours gracieux auprès du premier ministre, M. Raymond Barre.

Dans la lettre recommandée avec accusé de réception adressée à M. Barre, le défenseur de M. de Ribemont estime que celui-ci « a été déclaré coupable de façon péremptoire avec l'autorité qui s'attache à une déclaration faite à l'échelon gouvernemental ». Par ces déclarations, il considère que M. de Ribemont a été gravement atteint et son avenir et celui de ses descendants compromis. L'avocat réclame en conséquence une somme « qui ne saurait être inférieure à 10 millions de francs ».

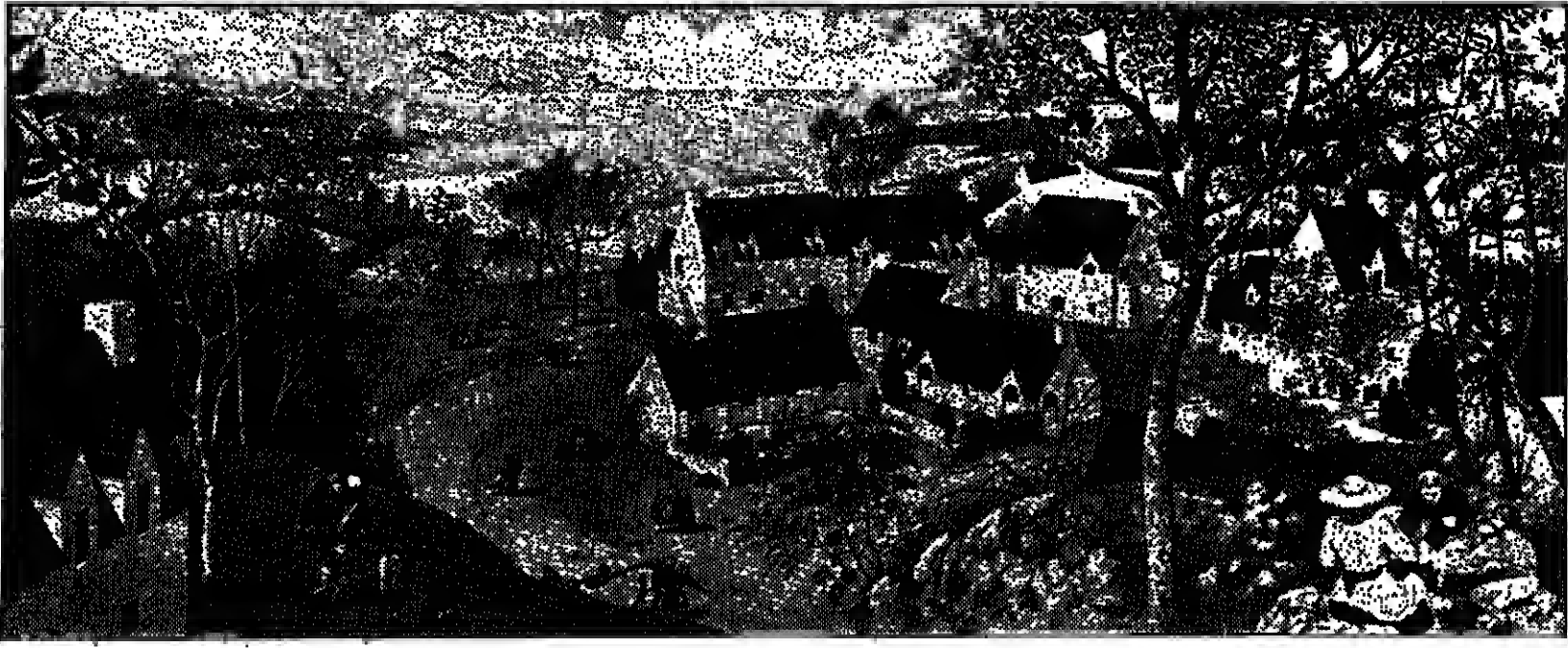
M. de Ribemont, inculpé le 14 janvier de complicité d'homicide volontaire, a été remis en liberté le 1^{er} mars. M. de Geouffre de La Pradelle estime que « sans préjudice la décision judiciaire de non-lieu à intervenir, une telle imputation d'une exceptionnelle gravité portant atteinte à l'honneur et à la réputation d'un citoyen, projetée par l'autorité administrative et gouvernementale, avant même que le magistrat instructeur ait eu connaissance du dossier qui relevait de sa seule compétence et de ses attributions exclusives, viole la règle du secret de l'instruction,

les lois fondamentales de l'État assurant aux citoyens les garanties de l'ordre judiciaire et les droits de la défense, la déclaration universelle des droits, en date du 10 décembre 1948 et l'article 13 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (1) ».

De plus, ajoute le défenseur de M. de Ribemont, « seuls l'information judiciaire et l'examen contradictoire des documents saisis auraient pu permettre de dire s'il pouvait exister un mobile et une réalité quelconques à une telle imputation aussi grave ».

La lettre précise enfin que, « en tant qu'agents de l'État, ils devaient (M. Poniatowski et les hautes fonctionnaires de la police), mieux que tous autres, respecter les lois qui s'imposent à eux d'autant plus que leur devoir est de les faire appliquer ».

(1) Article 13 : « Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aura été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles. »



A Barneville-Carteret (Normandie)
pour 145.000F, Dominique Bourgeois vous offre:
une maison bien à vous dans un village à l'ancienne,
800 hectares de dunes pour vous promener,
12 kilomètres de plage pour vous baigner.

Pas de vraie maison de week-end et de vacances sans environnement.

Une maison individuelle de week-end et de vacances a besoin de la tranquillité d'un village, des belles étendues de nature, des arbres, de la mer... Conditions aujourd'hui introuvables à des prix raisonnables.

Ainsi, il a fallu deux années de recherches minutieuses à Dominique Bourgeois pour découvrir, enfin, un site digne du village qu'il rêvait de construire au bord de la mer.

Un village à l'échelle humaine.

Ainsi, près du petit port de Carteret, sur la Côte Sud du Cotentin, face aux îles Anglo-Normandes, Dominique Bourgeois construit actuellement les Fermes de Carteret, un vrai village à l'ancienne caché dans les dunes. Autour, 800 hectares de nature vierge classés « site protégé », c'est-à-dire rigoureusement inconstructibles. En face, la mer et une immense plage sauvage de sable fin de 12 kilomètres. Dans le village,

ni voitures, ni routes goudronnées, ni immeubles collectifs : priorité à l'individu et à la nature.

Ce qu'est une Ferme de Carteret

C'est une maison normande traditionnelle, solidement construite (les murs ont 27 cm d'épaisseur) et bien couverte (ardoises d'Angers ou de Ploërmel) avec cheminée en pignon et enduit rustique aux couleurs d'argile.

Dominique Bourgeois vous propose 8 modèles de maisons de routes tailles et de toutes formes, joliment regroupées en petits hameaux. Les maisons sont livrées tout équipées (réfrigérateur, plaques de cuisson, chauffage électrique, salle de bains complète, cheminée, etc...).

Combien ?

Aux Fermes de Carteret, une maison individuelle s'acquiert à partir de 145.000 F*. Avec 5% seulement à la réservation, soit 7.250 F. Puis 15% à la signature des actes notariés et le solde, soit 80%, avec possibilité de crédit personnalisé à long terme.

*Il existe également des « demi-maisons », à partir de 85.000 F. Prix tarif au 1.3.1977 (frais notariés : 3% environ).

Les Fermes de Carteret: un programme Dominique Bourgeois.

Dominique Bourgeois, 8 avenue de Messine 75008 PARIS, téléphone : 522.62.14



Recevez gratuitement notre brochure en couleur sur les Fermes de Carteret, en nous retournant le bon de documentation ci-contre après l'avoir rempli.

BON POUR UNE BROCHURE GRATUITE

Envoyez-moi gratuitement et sans engagement de ma part, votre brochure couleur sur LES FERMES DE CARTERET.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

DOMINIQUE BOURGEOIS, 8 avenue de Messine, 75008 PARIS TEL : 522 62 14

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

UN ENTRETIEN AVEC ELIA KAZAN

« Je n'aime pas l'ordre, j'aime le chaos »

« EN Amérique, dit Elia Kazan, on ne me parle plus, depuis cinq ans, des procès du maccarthysme. Lillian Hellmann vient d'écrire un livre sur toute cette période. En France, on y revient toujours. Ce n'est pas une chose importante dans ma vie. J'ai fait ce qui me paraissait correct. Il y a des choix : les parassites, les bons, les mauvais, les mauvais, les mauvais. En Chine, c'est peut-être bon, nécessaire. L'Europe communiste aussi me paraît bon. J'ai un ami, journaliste à l'Humanité, j'ai volontiers mangé chez lui. Je n'aime pas la politique, mais j'aime les hommes. »

Ni un au revoir à Hollywood ni un hommage

« Je ne me sens pas coupable. Aragon, lui, est coupable, il est silencieux. Il faut regarder un homme comme une totalité. Dans le Dernier Nabab, le rouge est le plus sympathique, il rit, il aime les jeunes filles, c'est un homme. Et qui a fait ça ? Moi, bien sûr. A cette époque, des gens comme Brimmer se battaient pour que les écrivains ne soient pas écartés. Quant à l'anticommunisme grec, il boit, il est fon ; « Il n'y a pas de communistes grecs », dit-il. (Rire). »

« Je me considère comme un homme de gauche. En matière économique, je suis socialiste, en matière culturelle, anarchiste ; ni contrôle ni censure. »

« Qu'est-ce qui vous définit le mieux ? L'ambivalence ? »

« J'aime l'Amérique et je fais des films qui la critiquent. Je suis un solitaire, mais je travaille avec beaucoup de gens. Je suis grec et j'aime les Turcs. Je suis beaucoup et j'aime le sport. L'ambivalence ne me fait pas peur ; la vie est ambivalente. Je n'aime pas l'ordre, j'aime le chaos. Mes films sont bons, mauvais, aucun n'est parfait. Pourtant, je cherche à réaliser le film parfait, tout en le sachant impossible. Mais je suis encore en mouvement. »

« Il y a toujours un recommencement chez moi, un artiste doit toujours recommencer. « Il faut mourir pour renaitre », dit la Bible. Il faut faire le voyage de l'esprit, voyager avec les hommes inconnus, se heurter aux choses spécialement difficiles. »

« L'homme est admirable parce qu'il peut vivre dans son incertitude », disait Camus. Pour moi aussi, la vie est absurde. La seule chose importante est mon œuvre, elle donne un sens à ma vie. »

« Rien d'autre ne compte ? »

« Si, ma famille, la nature, la tranquillité, l'amour, être citoyen du monde, comprendre tous les peuples, la réconciliation entre Grecs et Turcs, les Etats-Unis, ma vie d'artiste, mes amis, être meilleur... Ça va comme ça ? »

« Tous mes films critiquent l'Amérique », aimez-vous à répéter... »

« Je suis arrivé de Turquie, où les Grecs vivent dans la peur, et j'ai pu vivre là, sans la peur, avec ma femme et mes enfants. J'ai un grand respect pour cela. Cette civilisation à une bonne tradition, une bonne philosophie. Bien sûr, il y a beaucoup de choses, beaucoup de luites, mais je crois que le progrès n'est pas une ligne droite, il est toujours cyclique. Watergate ? Down ! Carter ? Up ! Dans une démocratie, quelqu'un comme Nixon est possible. C'est une civilisation ouverte. Si l'Amérique envoie des hommes sur la Lune et qu'il se produit un désastre, tout le monde peut le voir, j'aime cela, voilà. O.K., c'est ça. C'est quelque chose d'unique, nous ne cachons rien. Si l'y a une catastrophe, c'est une catastrophe pour la race humaine. Tous mes films critiquent l'Amérique, mais je suis partisan de ce pays. »

« Et le Dernier Nabab, n'est-il d'une critique du monde hollywoodien ? »

« Non. C'est un film mythologique, les comédiens du film sont eux-mêmes des mythes, Robert Mitchum, Jeanne Moreau, Tony Curtis (1), ils sont des personnages légendaires. Mais ce film n'est pas hollywoodien mais le caractère de l'homme, Monroe Stahr. Pour être fidèle à un roman, il est nécessaire de le changer. Nous désirons exprimer l'essence de Fitzgerald et du romantisme — le romantisme actuel. C'est un sentiment faux : on regarde les gens en leur attribuant des qualités qu'ils ne possèdent pas. Quand la femme devient elle-même, Monroe Stahr est incapable de l'assumer. »

« Ce film n'est ni un au revoir à Hollywood ni un hommage. D'une façon gentille, c'est encore une critique de l'Amérique. Le pouvoir et l'argent devraient rendre la vie supérieure, et pourtant voilà l'homme américain : il a peur d'une femme qui se désabîlle. C'est absurde. La femme est une personne. Être comme cela est une maladie. Le romantisme est le système où seules les affaires sont importantes, rien d'autre »

n'existe, l'homme devient monastique. Capable dans les affaires d'argent, incapable dans les affaires de cœur, dans les problèmes humains : pour moi, Monroe Stahr est le produit-type du monde industriel. Il est plus l'incarnation de Fitzgerald que de Irving Thalberg. En fait, Thalberg est, en esprit, le frère de l'écrivain. Scott Fitzgerald était très fort comme auteur. Avec Zelda, Scott était un désastre. Avec Scott, Zelda non plus n'est pas la même. Oui, « le couple » est une troisième personne. »

« Ecrire ou tourner, quelle différence cela fait-il pour vous ? »

« Quand j'écris un roman, je cherche les choses concrètes, les incidents visuels, concrets, durs, qui parlent sur le thème sans abstraction. Quand Flaubert décrit la vie d'Emma chez Georges, il décrit les meubles du salon. Cette description nous donne des idées sur la vie d'Emma. Quand Dickens écrit ses romans, comme *Les Misérables*, ce sont les petites choses qui décrivent le sujet. Avec le film, c'est pareil. Dans ce respect, c'est la même chose, c'est lié. Le roman peut être plus complexe qu'un film, plus analytique, plus contradictoire, plus ambivalent. La forme idéale pour le film est une ligne directe, il commence là, il vient là, il finit là, en deux heures, en trois heures. Le centre est simple. La seule question est la question du sujet ; la littérature est meilleure pour l'un, le cinéma pour l'autre. Que demande le sujet ? Un choix. »

L'écriture est difficile c'est un combat

« Je crois que la littérature est plus importante pour moi que l'est le cinéma. J'aime beaucoup les difficultés, cette vie. J'admire les écrivains. Je ne me trouve pas bon, mais, lentement, j'avance. Je débute seulement. J'ai commencé à écrire à cinquante-quatre ans, c'est très nouveau, très intéressant. On peut vivre ici ou là, à la campagne, n'importe où. L'écriture est difficile, c'est un combat. »

« J'ai écrit six romans, quatre sont publiés, le cinquième sort à l'automne : *The Wanting Act*. Une étude psychologique d'une jeune fille de dix-neuf ans que ses problèmes émotionnels font disparaître. En ce moment, je termine la suite d'*American America*, mon film préféré. »

(Propos recueillis par YVES BOURDE.)

(1) — et Robert de Niro dans le rôle principal, Jack Nicholson, Donald Sutherland, Ray Milland, Dana Andrews, Ingrid Bergman.

Une exposition de Max Klinger

LE GRAVEUR QUI AIMAIT BRAHMS



« Amour » 1893

QUICONQUE aura pu visiter le musée poussiéreux de Leipzig aura découvert un monument étrange, qui dans sa « cella » de temple grec en était autel : la cithare. Le Beethoven réalisé par Max Klinger au tournant du siècle, en matériaux somptueux, une association en l'honneur de la musique de l'Athènes « chryséléphantine » de Phidias et du Penseur de Rodin. On peut avoir remarqué dans un demi-monde au musée de Vienne un immense ouvrage, une peinture cette fois, non sans rapport avec Püvis, mais dans un encadrement compliqué en triptyque, qui annonce l'art nouveau : ce Jugement de Paris agile beaucoup la critique d'Europe centrale, quand il fut présenté en 1897. Ce sont là les grands titres de Klinger, répondant à une aspiration très allemande et, d'ailleurs, très consensuelle vers un « art complet » que la peinture, le tableau, ne satisfaisait pas.

L'inspiration bizarre et sombre de Klinger se laisse à peine deviner dans le graveur. Il s'en est expliqué en la définissant comme l'instrument moderne, « le véritable organe de l'imagination », d'écarter tout ce qui n'est pas le monde de l'art. Le graveur se laisse à peine deviner dans le graveur. Il s'en est expliqué en la définissant comme l'instrument moderne, « le véritable organe de l'imagination », d'écarter tout ce qui n'est pas le monde de l'art. Le graveur se laisse à peine deviner dans le graveur. Il s'en est expliqué en la définissant comme l'instrument moderne, « le véritable organe de l'imagination », d'écarter tout ce qui n'est pas le monde de l'art.

limité comme un conte de Pez : une trouvaille bizarre et sérieuse ou possible pour cabinet de psychanalyste. Au moment de son séjour à Paris (1883-1885), Klinger n'a évidemment pas regardé du côté des impressionnistes, mais plutôt vers les « naturalistes » du Salon d'été à Zola et, probablement, pour le graveur, vers Bracquemond. La suite des Dames de la G. Deré, un peu barbouillée à l'aquarelle, n'est pas heureuse. C'est dans une voie parallèle à celle de Böcklin, avec leurs symboles, signes magiques, lites funèbres, qu'il a atteint définitivement s'engager : les suites de la Mort (1889, puis 1893) et les Fantaisies sur Brahms (1894) sont ses grands recueils.

A ce point, tout est clair, si l'on peut dire. Il n'y a plus besoin d'excuses. Le néo-romantisme de Klinger a envahi l'imagination de l'artiste : le graveur prend toutes les libertés nécessaires pour restituer le trouble de la musique, et ce trouble, grâce à Schopenhauer — le grand directeur de conscience des « décadents », — on sait l'interpréter, lui donner visage et, par l'image en quelque sorte, le nommer. A travers ce double titre de la musique et de la figuration, le monde du philosophe de l'illusion entraîne l'esthétique du nihilisme. L'art de Klinger n'est plus qu'allégorie ; le dernier planche de la suite de 1889 s'intitule : Der Tod als Heiland, (la Mort, notre sauveur). Klinger crée l'ambivalence d'une sorte d'agonie. Avec l'amitié de Brahms, qui lui dédia plusieurs pièces.

Cette idée de « suites » fermant recueil a été reprise par Klinger de la pratique des musiciens. Ses planches sont des Lieders d'une grande variété, comme le *Guero*, mais parfois d'une vive acuité symbolique, comme la Philosophie, figure figée devant le miroir de la subjectivité, où il veut représenter ce qui semble échapper à toute représentation. Seulement, le subconscient ne vieillit pas sans risque de monotone. Aussi Klinger voulait-il assouvir les divisions entre les arts, et, comme pour compenser le robuste naturel et quelque peu scolaire de son dessin, il tint par s'adresser, lui le descendant de Dürer et de Holbein, à Goya : il prévoyait une suite de « songes », et son dessin commence à se voiler. Son dernier recueil (1915), intitulé la Tente, est le plus léger ; on y trouve des poncifs : la tête coupée, des références obscures à des tables orientales, une prédilection pour des vis-à-vis de nudité féminine, des monstres qui se débattaient. Tout un héritage qu'après trente ans de réputation on verra fructifier dans un certain surréalisme, en attendant la redécouverte présente des délices de ce qui fut le mauvais goût.

ANDRÉ CHASTEL

* Max Klinger (1857-1920). L'œuvre grave, Centre culturel allemand, 17, avenue d'Alsace. Jusqu'au 29 avril. A l'occasion d'une exposition parallèle, à Bielefeld, Goettingen, Tübingen et Wiesbaden, un recueil d'œuvres sur l'œuvre grave de Klinger a été publié par un groupe de l'Université de Goettingen, sous la direction de Th. Gatzert.

LES POIRIER A BORDEAUX

Maison dorée, ville noire

AUSÉE la noire, la ruine. Une cité laqueuse qui aurait été détruite par le feu. Qui était la ville des Auséens ? C'est à partir de données fragiles — quelques lignes d'Hérodote, quelques reminiscences littéraires — qu'Anne et Patrick Poirier ont travaillé à la reconstruction des ruines caennaises de la ville, dont ils ont fait le lieu d'une civilisation utopique.

Au Grand Théâtre de Bordeaux, la maquette s'étale sur une trentaine de mètres carrés. Elle est faite de morceaux de charbon de bois et de fusain, elle est noire dans la nuit d'une salle aux feux obscurs, éclairée seulement par quelques spots qui accrochent ombres et lumières sur les reliefs des architectures à moitié démolies.

Il faut bien dix minutes d'acclimatation pour que notre regard de géant parvienne à embrasser le plan d'ensemble de la ville, et beaucoup plus pour fouiller, secouer, par secouer, ces ruines aussi justes en apparence que la vue aérienne d'un site archéologique. En apparence, car Ausée, comme les autres maquettes des Poirier, est une construction mensonge.

Le plan, c'est un plan symétrique. La ville est coupée en deux par une grande voie droite — les femmes et les hommes vivaient séparément à Ausée. Le long de cet axe sont définies implacablement les fonctions de la ville, divisée en trois : à un bout, les quartiers d'habitation, avec des maisons à étages dont les charpentes ont résisté à la catastrophe ; à l'autre, les bâtiments publics, culturels et administratifs, le théâtre, les temples, une zone beaucoup plus détruite, l'incendie s'y serait déclaré ; au milieu, le quartier des affaires, du commerce. Ville d'un côté, ouverte sur la vie matérielle, le quotidien, ville nocturne de l'autre, lieu des pulsions, des désirs, des rêves, des mythes, des

censures. Ausée a le plan d'un cerveau, expliquent Anne et Patrick Poirier. A quel s'ajoutent l'eau qui circule dans la ville sur pilotis et le feu qui l'a dévorée.

Dans un livre qui vient de paraître, en parallèle avec l'exposition (1), les Poirier ont présenté diverses interprétations de la destruction d'Ausée, celle notamment de l'ethnologue, qui dit que la ville a été détruite par contamination culturelle. La vision archéologique des Poirier semble aussi être la réalité contemporaine.

Ausée fait partie d'un grand projet, dans lequel les Poirier évoluent, depuis plus de deux ans, passant de l'enquête sur le terrain à l'interprétation des trouvailles, accumulant les preuves ou simulacres de preuves permettant la reconstruction mentale du fait archéologique : constitution d'herbiers, relevés d'inscriptions, prises d'empreintes, constitution de livres et enfin maquettes.

Cassures, respirations et masses

Ce grand projet porte un titre : *Domus Aurea*, le palais de Néron l'incendiaire, dont les ruines à Rome ne laissent plus rien voir de sa splendeur. La Maison Dorée peut se visiter sous les jardins Pamphili. Elle est enfouie sous des mètres cubes et des mètres cubes de terre. C'est une suite labyrinthique de salles obscures et vides, où il fait froid.

Pour Anne et Patrick Poirier — alors installés à Rome — ce fut la découverte d'une image de l'incendiaire, celle d'un noir cheminement dans les replis de la mémoire enfouie, une mémoire culturelle, énonc collective.

Découverte à partir de laquelle ils allaient proposer une promenade dans un monde souterrain imaginaire, composé d'un certain nombre de salles successives et reconstituées des éléments d'une œuvre de révélation cette mémoire enfouie. L'une serait un réduit des antiques, une autre la chambre des peintures noires, une autre un jardin noir ; il y aurait la bibliothèque noire, la salle des architectures noires.

Avant la *Domus Aurea*, il y avait eu *Ostia Antica*, dont la maquette claire avait été présentée à la Biennale de Paris en 1973. Après, les maquettes ne seraient plus de céramique et de terre rose jaunâtre, mais de charbon : celle de la Bibliothèque (présentée à Bordeaux lors de

l'exposition « Identité-Identification », l'année dernière), réalisée à peu près au même temps que celle d'Ausée, faites toutes deux pour remplir la salle des architectures noires. Comme la voie des ruines, exposée avec Ausée, un double mur percé de portes, couronné de palais étages, déroulé par endroits, que l'on suit à hauteur d'œil — il est disposé sur un socle, — où l'on mesure plus immédiatement peut-être ce travail sur l'espace, avec cassures, respirations et masses, auquel se livrent les Poirier, en sculpteurs — il ne faudrait pas l'oublier.

D'autres éléments de la *Domus Aurea* sont exposés à l'entrepôt Laine : cinq grands livres noirs avec morceaux d'inscriptions dans de la poudre d'or, pour la bibliothèque noire ; et des pages d'arbres aux feuilles scotchées, regroupées en une grande composition pyramidale pour la salle du jardin noir.

Ainsi peu à peu se meuble de documents réels la fictive *Domus Aurea*. Des documents de qualité. Tout ce qui sort des mains des Poirier, de la plus petite note de travail à la plus grande reconstitution, est beau, classiquement beau.

Anne et Patrick Poirier sont des classiques. Leur archéologie-fiction passe par la goût et la fascination des ruines, goût et fascination qui ne sont peut-être pas si fondamentalement différents de ceux des peintres du passé. Eux aussi ont fait le voyage de Rome. Eux aussi ont vécu à la ville Médicis. Ils sont de la génération des derniers élèves à avoir planché dans la classe de schéma sur Ceyrou et apprenant un peu comme les derniers représentants de la culture humaniste. Ils sont les seuls à interpréter les ruines antiques. Ils ne sont pourtant pas les seuls artistes archéologues d'aujourd'hui. Mais les autres sont des fouilleurs de souvenirs personnels, dont le terrain est grand comme un grenier, les sanctuaires des malles d'acier, les documents des cahiers d'écolier gribouillés à la plume, serpent-morot : des archéologues polarisés sur leur moi, qu'ils à chambouler toutes les couches de terrain qui ne les concernent pas, comme les archéologues d'aujourd'hui.

GENEVIÈVE BRIERRETTI

* Grand Théâtre de Bordeaux (jusqu'au 27 mars), et Entrepôt Laine (jusqu'au 16 avril). * Maison de la culture de Rennes, du 3 avril au 3 mai.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

EN
BREFPrintemps
doublement sonore
à Poitiers

L'Orchestre de Paris se rendra à Poitiers pour ouvrir le second « printemps musical » organisé dans cette ville, qui aura lieu cette année du 18 au 25 avril. Un panorama de la musique russe, des chants religieux orthodoxes aux pièces pour balalaïka, en passant par Glinka et Borodine, fera l'objet de nombreux concerts et récitals avec, notamment, l'orchestre Bernard Thomas, le quatuor de Moscou, l'ensemble vocal Voix. Ces manifestations, qui auront pour cadre les lieux historiques de la ville, seront accompagnées de conférences et de répétitions publiques.

Egalement à Poitiers, le deuxième Festival du théâtre musical comprendra, du 23 mai au 4 juin, des œuvres de John Cage, de György Ligeti, de Mauricio Kagel, de Luc Ferrari, etc., montées parallèlement à une exposition sur le thème de l'« espace » dans la mise en scène. Dans les rues, une animation, avec les « Performances », d'Alexandre Gherban.

Les grandes heures
victorienne

La Royal Academy de Londres présente, jusqu'au 10 juillet, une exposition qui commémore la jubilé de la reine Victoria en 1897, « this brilliant year », comme le notait le souverain elle-même dans son journal, après cinquante années de règne. Tableaux et sculptures évoquent le splendide de la vie de cour et les principaux personnages de l'époque : portraits de Winterhalter, de Leslie, de Landseer, ou grandes scènes. Une telle exposition n'est pas seulement destinée à renforcer le zèle monarchique de nos voisins, elle rassemble aussi un nombre important de toiles présentées à l'exposition de Manchester qui s'était tenue la même année 1897 et où étaient présentes toutes les ténors (Hughes, Alma-Tadema) de la peinture victorienne que l'on redécouvre aujourd'hui avec délice et étonnement.

Avec le cinéma
canadien

Les Journées cinématographiques d'Issy-les-Moulineux, organisées du 24 au 27 mars par la Maison pour tous, sont l'occasion de « rencontres avec le cinéma canadien ». Les projections auront lieu à l'hôtel Soffel (2, rue Grognet, Paris-15). Le jeudi 24 mars, hommage à Norman Mac Laren, et le temps d'une classe, de Francis MacDonald. « Chansons, musique et cinéma », le lendemain, avec des films sur Félix Leclerc, Gilles Vigneault, Robert Charlebois et Paul Anka. Le samedi sera consacré au réalisateur André Forcier, qui viendra présenter trois de ses films. Le dimanche seront enfin présentés des longs métrages de Don Owen, Raymond Garsneau. Il était une fois dans l'Est, d'André Brassard et Clément Perron.

Jazz à La Rochelle

Pour sa première opération de décentralisation de l'année, France-Musique s'associe avec la Maison de la culture de La Rochelle et le Centre international de recherches musicales et d'animations régionales (abbaye aux Dames-Saintes) pour faire vivre la ville pendant dix jours au son du jazz. Du 12 au 23 avril, des groupes français et américains se produiront en grande et en petits concerts, leurs répétitions seront ouvertes au public. Ils animeront les rues et participeront pendant plusieurs jours à des activités pédagogiques : ateliers et rencontres-débats. Les manifestations auront pour théâtre les établissements scolaires, les maisons de jeunes et de quartier et le conservatoire municipal.

Films et expositions de photographies seront le complément de ces journées jazzistes auxquelles participeront notamment Bernard Lubat, Martial Solal, le C.O.H.E.M.E.C. Ensemble, Steve Lacy, Barry Phillips, Art Blakey et les Jazz Messengers, Jean Courdour. Toutes ces manifestations seront gratuites, les films exceptés.

* Samedi 23, La Rochelle : (45) 41-57-72. 41-40-43 ; à Paris : 224-23-23.

La sphère sonore de François Bayle

Avec les énergies de l'univers

FRANÇOIS BAYLE n'est un peu exotique au cours de la journée que lui consacrent « Perspectives du vingtième siècle » à Radio-France, par ses propres œuvres, celles des autres qu'il aime, choisies, et en parlant à bâtons rompus avec Alain Bancquart. Le responsable du Groupe de recherche musicale de l'Institut national de l'audio-visuel est exemplaire d'une « génération venue à la musique, pour la première fois, d'une manière intentionnelle » : « Je suis compositeur sans avoir eu de formation de base ». Né en 1932, à Tarnat (Méditerranée), il a vécu enfant dans la brousse en contact étroit avec une nature « très sauvage et musicale », tandis que le piano de sa mère reflétait « le pire des goûts du dix-neuvième siècle ».

Etudiant à Bordeaux après la guerre (lettres et mathématiques supérieures), « la musique n'existait pas », mais l'horizon du compositeur se dessinait complétement : « L'impossibilité à l'époque de connaître la musique contemporaine, et même Debussy et Ravel : c'est sur un poste à galène qu'il découvre avec délices les Jeux d'eau de Ravel ».

Il compose cependant et, venant à Paris, apporte ses « partitions de sauvage à Messiaen qui ne sait qu'en faire ». Vers 1960, « il était difficile à un musicien sans formation d'aborder la plus des choses théoriques lues depuis dix ans (Boulez, Darmstadt, etc.). Et, d'autre part, la musique s'était déplacée vers un lieu dont l'accès était immédiat ».

Bayle participe donc, presque dès l'origine, à l'expérience du Service de la recherche de Pierre Schaeffer, à la construction d'une musique nouvelle où ses dons vont s'épanouir : « Le minimal était énorme et le champ notational très faible. On ne pratique pas la musique

sans pratiquer les concepts de la musique. C'est l'époque du Traité des objets musicaux, puis du Sillage de l'objet sonore, de Schaeffer.

Nommé responsable du Groupe de recherche, François Bayle développe des préoccupations théoriques originales et devient par ses œuvres, à partir des Espaces inhabituels de 1963, l'un des chefs de file de la musique concrète, et, électronique, ou encore « électro-acoustique », qu'il qualifie (à la suite de Jérôme Paignon) voir nommer « acoustématique », par référence à Pythagore qui se dissemblait à ses disciples derrière un rideau : « C'est une musique qu'on ne voit pas, qui n'a pas d'interprète, d'agent : l'écran des haut-parleurs neutralise le contact causal. Une musique aussi qui supprime le maître, la référence au Père et le transfert que cela entraîne ; l'auditeur se prend en charge, il invente lui-même sa lecture à travers cette musique hors référence où il est plongé ».

Bayle ne répète pas pour autant la musique de formes traditionnelles, jouée par des instrumentistes sur une scène, acte social où le musicien exerce une action directe et entraînant sur le public par ses gestes, son jeu ; toutes les formes de musique et d'écoute (y compris la lecture abstraite d'une partition) doivent être dans un rapport dialectique fécond.

Il propose ainsi « une expérience tendancieuse », en faisant alterner ses Cinq Récitals (électroacoustiques) avec le Val des cloches et les Nocturnes de Ravel, jouées à merveille par Dominique Merlet. Parallèlement, éclairant entre des musiques d'école, de concert, d'attention, où Bayle, « prenant une loupe pour une lecture un peu latérale », montre chez Ravel la naissance d'une musique de rappes sonores qui annonce déjà les réseaux de la musique électronique (ou les recherches de Xenakis). Et

inversement, le lieu où naissent les Récitals apparaît plus clairement : « Quand on ne voit personne, il se pourrait qu'il y ait quelqu'un, une main, un organisme, une décision musicale responsable ».

Ainsi, dans toute cette journée, François Bayle ne cherche pas tant à faire un bilan de son « œuvre », à peine vieille de dix ans, qu'à montrer le musicien acoustématique dans sa sphère de réflexion et d'action. A propos de Pierre Henry et des Variations pour une porte et un couplet, il signale le corps à corps de l'homme avec la matière, « comment le corps se transforme en idée et comment la nature des sons contient des lois matérielles, génératrices de musique par la logique des phénomènes qui précèdent son vivant ». Et il suggère parfaitement l'impression que l'on ressent devant ces œuvres d'un lyrisme intense dans son étrange : « Toutes les instances du corps écoutent, avec la satisfaction de l'espérance ».

On en dirait autant des autres exemples qu'il évoque, des fantaisies « langages tambourinés » de Côte d'Ivoire, des Drupeaux qui montent des entrailles des frères Dager, des Bagatelles pour quintette à vent de Ligeti, ou de Thèmes d'Alain, étonnant gymnastique de percussions où l'activité visible de l'interprète arrache, à un riche univers de sons aux connotations très anciennes, une musique nouvelle, totalement improbable.

Et dans ses propres œuvres (Cristal pour grand orchestre et bande électronique, l'Expérience acoustique), on sent éminemment le jeu de cette pensée inductive, de cette imagination fertile aux prises avec les énergies de l'univers, avec les créations de l'air, de la terre, des profondeurs et des songes.

JACQUES LONCHAMPT.

A PROPOS D'UN TEXTE DE SEVERO SARDUY

(SUR
LA PLAGE)

par ROLAND BARTHES

Écrit en 1971 pour l'Annuaire de France-Culture, l'Atelier de création radiophonique... « La Plage » de Severo Sarduy est actuellement présentée au Théâtre d'Orsay dans une mise en scène de Sébastien Remane. Cette pièce a été, dans l'ensemble, plutôt mal accueillie par la critique, y compris dans nos colonnes (le Monde du 12 mars). Pour Roland Barthes, qui s'en explique ici, le texte de Severo Sarduy (publié aux Cahiers Renaud-Barrault) est une « fête heureuse du langage » dont il aurait néanmoins souhaité qu'elle fût « confiée à une dramaturgie des voix ».

QUI de nous n'est resté des heures étendu sur le sable ? Je me souviens : des bruits, des bouts de phrases se croisant autour de moi. Si je ferme mes paupières, des couleurs persistent, bien, rouge, jaune ; si je les entrouvre par-dessus, je vois passer à travers mes cils des corps dont je ne sais rien. Tout cela forme un effet de plage. Tel un peintre, un poète, un musicien, Severo Sarduy a reconstitué pour nous cet effet, nous faisant don d'une parcelle de ce trésor qui est au fond de toute littérature : le temps retrouvé.

Mais voilà que, dans le souvenir même, une autre voix se fait entendre : celle du désir. Ce désir est bizarre ; on ne sait pas très bien d'où il part, où il va ; du moins ne le sait-on pas jusqu'au bout : il flotte, circule, s'énonce à moitié, passe de voix en voix, s'interrompt et insiste. C'est que ce désir est tout simplement l'idée du désir. Chose plus bizarre encore, cette idée n'est nullement abstraite ; c'est une idée qui s'impose à travers des situations tout à fait concrètes ; et pourtant ces situations ne sont pas du tout dramatiques, ni « à l'ancienne manière » ; ce sont seulement des situations de langage : des stéréo-

types, des potins, des bouts de choses racontées, des flashes poétiques, le tout venant d'une parole qui file comme le furet le long d'un cercle de partenaires anonymes. De cet effet de « futilité » (rien de plus difficile à reconstituer avec exactitude) naît la fascination d'un langage véritable : qui nous dit la vérité du désir.

Une manière
inhabituelle
de traiter les mots

J'entends encore autre chose dans La Plage : la joie de quel- qu'un qui entretient de bons rapports avec le langage, ce qui me paraît aujourd'hui très rare. Severo Sarduy habite le langage d'une façon heureuse : il aime les mots non par manie (aucun verbiage), mais par affection. D'où cet effet paradoxal : la futilité qu'il met en scène respire d'un bonheur d'écrire ; notre écoute est gagnée par cette confiance : je repère ce texte moderne sans peur : sans la peur de ne pas comprendre, de m'ennuyer, d'être intimidé. J'écoute en lui une manière inhabituelle de traiter les mots : sans bron-

et pourtant sans crédulité. Mais peut-être le sourire, ce mode de parler aux autres sans violence et sans pose, peut-être le sourire est-il un art qui se perd ? Ou bien, au contraire, un art d'avenir ?

J'ai donc aimé La Plage de Severo Sarduy. Sans doute aurais-je souhaité que cette fête heureuse du langage fût confiée à une dramaturgie des voix, et non à un semblant de théâtre. Mais je reconnais que cette dramaturgie n'est pas possible aujourd'hui : elle n'a ni ses acteurs, ni son public ; la voix parlée n'est plus quelque chose qui se travaille, sinon parfois au cinéma (je pense à l'Orthon de Straub et au Providence de Remane) ; on dirait que le théâtre a peur du texte. On rêve alors d'un spectacle presque immobile de masques et de chœurs, où, face à des images fascinantes, toute l'agilité, l'énergie et la rouerie du désir négligeraient dans l'entre-croisement des voix (trappeurs nous l'avez dit) le joyeux chœur des passions que le récit du Bunnaki faisait tenir dans sa seule voix. La Plage n'est pas sans rapport avec ce rêve : on y surprend un texte en train de devenir sa propre mise en scène, comme le voulait Mallarmé.

Duke Ellington
par lui-même
et les siens

L'ORCHESTRE Ellington, c'est, pour nous, « la famille ». Ainsi, s'exprime l'opinion globale de ses musiciens interrogés. Une famille où quelques-uns continuent de s'aimer en se laissant la gueule, en parlant ou pas du tout, des mois durant, comme Hodges et Bigard, mais où chacun éprouve le sentiment de participer à une communauté sans équivalent. Vingt-cinq ans après l'avoir quittée, un de ses membres garde l'impression, toujours, d'y appartenir. Cette troupe, unie par quelques similitudes et beaucoup de hasards, puis d'habitudes et d'instincts, un livre de Stanley Dance nous la fait découvrir hors de la scène, dans les coulisses et les hôtels où elle se détendait, les wagons Pullman où elle se pressait, les « extants » autocars où elle bourlinguait. A « la famille », on reproche, sur le fil, d'être devenue par trop « officielle », alors qu'elle était collégiale, au début. Mais on n'en continuait pas moins de se trouver et de se retrouver, en son sein, mieux qu'ailleurs. Le pléiade des grands ténors y reviennent : Hardwick, Tizol, Hodges, Cootie.

L'ouvrage, tagaté, mornement traduit (quelquefois de travers), vaut, dans ses interviews juxtaposées, par la masse d'informations qu'il déverse. Et d'abord, dans l'ordre esthétique, sur la réforme constante de l'écriture de Duke, réforme que motivait certaines préférences : de Bubba Keyey et Trixie San (qui suggèrent le « style » jungle) de Harry Carney (qu'Ellington aime entendre jouer au baryon plus haut que les ténors, et qui change, radicalement, le son d'un pupitre), de Jimmy Blanton (contrebassiste gambadeur qui inclina l'écriture des arrangements à réhabiliter un rôle ancien de la main gauche du pianiste et à donner un rôle nouveau à l'ensemble des vents).

Au fil des pages, l'ennedole aussi à se part. Eau déversée dans les pavillons, polvre introduit dans les embouchures : les tentes de force énorme et enlaidies. Lectures de la Bible par le chef, dans sa baignoire, jusqu'à ce que le liquide refroidisse : moments d'extase, bien matériellement achevés. Concerts du « Cotton Club », chaque soir retransmis par les radios, d'une côte à l'autre : périodes de la renommée nationale. Petits déjeuners musicaux, après le travail, les lendemains, au « Small's Paradise » : époques de l'intense vie privée, parallèles à celles de la triomphante vie publique. En bref, des souvenirs sur un art considérable, et, éminemment, sur les hommes qui l'ont accompli.

LUCIEN MALSON.

* Duke Ellington, de Stanley Dance. Ed. Filipacchi, coll. « Jazz Magazine », dirigée par Michel Bouquet.

Galerie de France
3, Fg Saint-Honoré - Paris 8^eSERGE
POLIAKOFF
60 gouaches 1946-1969ZUSH
première exposition à Paris
10 MARS - 16 AVRILÉCOLE SOCIOLOGIQUE
INTERROGATIVECULTURE
ÉTAT
PROMOTION
(situations conflictuelles)
par Pierre RESTANY

Mercredi 23 mars à 20 h. 30

143, boulevard de Charonne
PARIS (11^e) - Tél. : 709-70-21
Métro : République - Entrée gratuite.GALERIE D'ARIAL
22, rue de Beauce (8^e) - 261-30-63VERA PAGAVA
Peintures
Mars - AvrilGalerie BERNIER
4, rue de Valenciennes, Paris (8^e)
En permanence, gravures de :
AVATI, ABRAHAM, CAT,
DESMAZIÈRES, DOARE,
JEANNE, RUBEL, MOHLITZART MODERNE
JAUBERT S.A.

10 MARS - 9 AVRIL

J. JOËTS
(1884-1959)Peintures
Aquarelles
Dessins75, Fg SAINT-HONORÉ - VIII^e
265-54-70

LA PLAGE

DE SEVERO SARDUY

ROLAND BARTHES :
Dans La Plage, j'ai entendu
bien des choses qui m'échappaient :
l'émotion légère du souvenir,
l'entre-croisement des
désirs, le bonheur d'écrire.
J'ai perçu un style nouveau,
rare : celui du sourire.ALAIN ROBBE-GRILLET :
Que La Plage suscite de telles
attaques ne me surprend guère.
La modernité dérange. Le
texte magnifique de Sarduy
s'oppose avec violence au
sens institutionnel.A.-P. DE MANDIARGUES :
J'ai pris grand plaisir à La
Plage autant pour l'intelligen-
ce du texte que pour la beauté
surprenante de la mise en scène.PHILIPPE SOLLERS :
Severo Sarduy depuis Cobra
est l'un des meilleurs écrivains
actuels de la planète, que cela
émerve parfois la critique n'a
pas beaucoup d'importance.THEATRE D'ORSAY
(petite salle en alternance)
mise en scène
SIMONE BENMUSSALes œuvres de Severo Sarduy sont
publiées aux Éditions du Seuil. La
Plage a paru dans les Cahiers Renaud-
Barrault n° 83 : Severo Sarduy, n° 94 :
Le Nouveau Monde.

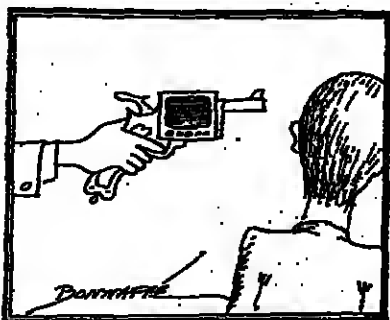
ATHENEE-LOUISJOUVET

BERVILLE PRODUCTIONS PRESENTENT

FRANÇOIS PERIER

dans
EQUUSavec
STEPHANE JOBERTune œuvre très originale qui accroche notre curio-
sité, notre attention et retient notre intérêt tant
par son essence que par sa forme multipliée et sa
réalisation. Le Figaro - JEAN-JACQUES GAUTIERon comprend qu'Equus, après Anthony Parkins et
Richard Burton, ait adonné François Périer. Celui-ci
est passionnant à suivre du bout en bout. Stéphane
Jobart est la révélation de la soirée.France-Soir - FRANÇOIS CHALAIS
tous les comédiens sont à leur place, Stéphane
Jobart... est possédé par son personnage et François
Périer montre la plus souple et la plus vivante
intelligence du sian. L'Express - ROBERT KANTERStous les jours 20h30 sauf lundi-matées dimanche 15h et 18h30
location théâtre 073.82.23 et agences

Une sélection



« Démocratie », vu par Bonaldi

Cinéma

NETWORK

de Sydney Lumet

Un présentateur des informations télévisées d'une grande chaîne américaine annonce, en direct à l'antenne, son intention de se suicider. Il était licencié. Il sera réengagé : les incohérences du « prophète fou » font monter en flèche les indices d'écoute. Jusqu'au jour où... Sur un scénario de Paddy Chayesky, Sydney Lumet — l'auteur de Douze Hommes en colère et d'Un après-midi de chien — a réalisé une attaque en règle, une satire grinçante et un peu hurlante des méfaits de la télévision commerciale. Les exhortations sont interprétées par Peter Finch.

MON CŒUR EST ROUGE

de Michèle Rosier

Une suite de rencontres que fait, François Lebrun — dira-t-on jamais assez à quel point cette comédienne sans apprêt est exceptionnelle — dans sa vie quotidienne d'enquêteur pour une agence de publicité. Des femmes, des hommes et les choses de la vie d'aujourd'hui vues par le regard de Michèle Rosier (George qui ?) qui prend ses distances pour ne pas se laisser déborder par la passion « militante » : « Être femme, aujourd'hui, qu'est-ce que c'est ? »

VIOLETTE ET FRANÇOIS

de Jacques Rouffio

Violette qui porte Paul, vingt mois, en bandoulière et François, l'ainé, charmant, oiseau, mènent une existence chaotique. Parce qu'il faut bien se nourrir, s'habiller, ils chaperdent dans les grands magasins, jusqu'au jour où la chance tourne, où l'insouciance fait place au désespoir. Le film de Jacques Rouffio (sur un scénario de Jean-Loup Dabadie) a hérité de la tendresse de Violette et de la paresse de François. Isabelle Adjani et Jacques Dutronc jouent à merveille cette romance douce-amère, cette « vie de bohème » aux couleurs de l'époque.

NOUA

d'Abdelaziz Tolbi

Lire notre article page 19.

LE CASANOVA DE FELLINI

Pantin ridicule, Casanova devient le symbole d'un monde déliquescant qui semble annoncer le nôtre. Sous les couleurs éclatantes des fêtes vénitienes, ce film à l'humour, la gravité d'un requiem. Une fresque à la mesure du génie plastique de l'auteur.

L'UNE CHANTE L'AUTRE PAS

d'Agnès Varda

Une double émancipation féminine à travers la transformation collective des années 60 à nos jours. Comédie et mélodrame, fiction romanesque et témoignage d'une époque : le grand retour de Varda chez qui on rit, on pleure et on chante. Une œuvre chaleureuse à l'égard de tous ses personnages et de ses spectateurs. Avec Thérèse Liotard et Valérie Mairesse, merveilleuses anti-stars.

CINÉ FOLLIES

de Philippe Collin

Une façon d'écrire, par « collage » de séquences empruntées à des films oubliés des années 30, l'histoire jamais faite d'un cinéma français qui rendait tristes, à force d'insouciance et d'euphorie, les luttes sociales, la crise économique, le fascisme et les menaces de guerre.

MURIEL et PROVIDENCE

d'Alain Resnais

En 1962, Resnais avait déjà tout vu à Boulogne-sur-mer où Delphine Seyrig court à la recherche de son passé perdu, au moment où elle retrouve un ancien amant qui vit dans le mensonge. Sur un scénario et des dialogues de Jean Cayrol, Muriel ou le temps d'un retour est le plus beau, le plus significatif de ses films.

Aujourd'hui, Providence (scénario David Mercer) avec l'univers mental d'un vieux écrivain qui transforme les membres de sa famille en personnages de romans. Resnais revient aux fantasmes émettés et ajoutés à l'exploration de la conscience la hantise de la vieillesse et de la mort.

— ET AUSSI : Nuit d'or, de Serge Mosti (une esthétique flamboyante et l'inquiétant Klaus Kinski) ; Sortir, de Jacob Bijl (deux femmes, un face-à-face envoi) ; Pain et Chocolat, de Franco Brusati (la solitude du travailleur immigré, Nino Manfredi chaplinesque) ; Médias tel qu'en lui-même (série de films de Georges Méliès aux sources du spectacle cinématographique) ; Le Jardin de pierres, de P. Kimari (la fable du bon pour l'iranien, de l'art et de la religion) ; Irène, Irène, de Peter Dal Monte (à la recherche du sens de la vie et du mystère féminin) ; Je demande la parole, de Gleb Panfilov (une femme soviétique entre sa fonction officielle et sa vie privée) ; Jour de fête, de Jacques Tati (un facteur rural sur son vieux vélo) ; Le Prête-nom, de Martin Ritt (Woody Allen contre le mac-carthisme) ; Le Trésor de la Sierra Madre, de J. Huston (Humphrey Bogart et le thème de l'écueil) ; Édouard Manet, la danse de la vie, de Peter Watkins (hommage inspiré et fraternel au peintre du cri).

Théâtre

HAMLET

à la Maison de la Culture de Grenoble

Remarquable travail du Théâtre du Miroir animé par Daniel Mesguich. Une traduction neuve de Shakespeare, fidèle mais vivante. Des idées claires, des personnages proches. Jeunesse, poésie. Une poésie intense. Il est indispensable que cet Hamlet soit vu bientôt à Paris et ailleurs.

ONCLE VANIA

à l'Odéon

Débordé de travail, surmené depuis que des usines sont implantées dans la campagne et que les ouvriers y ont des accidents, le docteur Astrov, néanmoins, le temps de déplorer le sort des forêts, des rivières, et de secouer son vieux copain Vania, qui s'étend de mélancolie. Mise en scène passionnante de Jean-Pierre Michel, confirmation d'une actrice exceptionnelle : Françoise Bette dans le rôle de Sonia.

LOIN D'HAGONDANGE

à la Porte-Saint-Martin

Un homme et une femme : un couple. Un couple de retraités qui se noient doucement dans les bonheurs de la solitude. La mort quotidienne, la mort sans drame qui passe inaperçue. La poésie lyrique de Patrice Chéreau, la poésie tendue de Jean-Paul Wenzel, une même tendresse, une même détresse, un éternel.

VERS BATHORY

à Essalon

Sur le chemin qui conduit la comédienne vers son personnage. Hélène Vincent rencontre des obstacles qui cachent des questions. Elle déchiffre les mythologies de la femme, écoute parler son corps, traduit l'élémentaire d'où naissent les êtres humains, les monstres, le théâtre.

LE NUAGE AMOUREUX

à la Cité internationale

A la Cité internationale, Mehmet Ulusoy et ses camarades français et turcs représentent le chef-d'œuvre de Nazim Hikmet, conte d'images et de couleurs sur la paix, la guerre, le bonheur. Un enchantement populaire.

— ET AUSSI : La Jeune Fille Violaine (magnifique combat avec l'ange) ; Étrange pèlerin aux Blancs-Manteaux (Jean Bois, poète de l'investiture) ; Les Jeunes Luns à la Cartouche (des inventions par milliers) ; Les Dames du feu, au Studio des Champs-Élysées (les petits tours de souvenir) ; l'Oiseau au TEP pour Sylvie Genty ; Guyette Lyr au théâtre d'Edgar (un oiseau-clown qui fait des siennes).

Expositions

NAISSANCE DE ROME

au Petit-Palais

Lire notre article page 21.

DIEUX ET DÉMONS DE L'HIMALAYA

Le concours de nombreux musées étrangers a permis de regrouper près de quatre cents peintures, bronzes, textiles, objets liturgiques et rituels, les plus anciens remontent au huitième-neuvième siècle, et les plus récents datent de la fin du siècle dernier. L'art bouddhique du Tibet et des autres pays himalayens — Chine du Nord et Mongolie — dont l'étude est encore relativement neuve, n'avait encore jamais suscité un tel rassemblement de pièces, étranges supports de méditation, peuplés de symboles dérivés et de divinités farouches.

ANDRÉ MASSON

L'année dernière, pour fêter les quatre-vingts ans d'André Masson, le Musée d'Art moderne de New-York organisait la brillante exposition qu'accueille aujourd'hui le Grand Palais. Cette exposition, forte de cent quarante-cinq peintures et dessins, concentre l'attention sur deux phases capitales de la création du « peintre-poète » : les années 1924-1929, au service de l'« Imaginaire pur » ; les années 1941-1946, celles du séjour américain, du dernier surréalisme de la génération du surréalisme.

et ANDRÉ DERAÏN

au Grand Palais

Le parcours d'une personnalité d'exception qui débute dans l'éclat coloré d'une période fauve, avant d'entrer dans le monde intérieur de la peinture, musicale, érotique, cultivée. Un pari sur l'absolu. Deraïn a préféré risquer l'échec plutôt que de s'assurer une réussite provisoire.

— ET AUSSI : Marcel Duchamp, au Centre Georges-Pompidou ; Jean Helton, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris ; Troie aspects du dessin contemporain, à l'ARC ; Georges Sand, à la Bibliothèque nationale ; Max Klinger, au Goethe Institut (lire notre article page 17) ; Gouaches de Pollakoff, à la galerie de France.

— EN PROVINCE : Fanita Letour, Richard Hamilton et David Hockney à Grenoble. Rétrospective Requichot et Anna-Eva Bergman, au musée des Sabots d'Orléans ; Natoire, au musée de Troyes ; Les Frères Moriel, au musée de La Roche-sur-Yon.

Musique

POUR CÉLÉBRER BEETHOVEN

Pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la mort de Beethoven, Radio-France a réuni une somptueuse distribution : Kiri Te Kanawa, Ruth Beebe, Peter Hoffmann, Siegmund Nimsgern, les chœurs et l'Orchestre National de France sous la direction de Lorin Maazel, qui nous promettent une IX^e Symphonie digne de cet événement. (Champs-Élysées, le 24 mars).

BIENNALE QUATRA DE MUSIQUE ARMÉNIENNE

Trois jours durant, les Arméniens de Paris fêtent leur peuple et leur musique au cœur de manifestations toujours étonnantes par leur ferveur et leur qualité musicale très originale (musée Guimet, les 25, 26 et 27 mars).

MUSIQUE NOUVELLE DES CENTRES ÉTRANGERS

Pour illustrer leur action opinatoire et attirer leur public, les centres culturels néerlandais, allemand, espagnol, danois et suédois de Paris présentent en commun à Radio-France un programme d'œuvres nouvelles soigneusement sélectionnées, de Wagenaar, Petermas, Rühm, Schaefer, Nörgaard et Bo Nilsson ; une occasion d'ouvrir nos fenêtres (Radio-France, le 23 mars, à 21 heures).

UN NOUVEAU ORGUE KERN

Alfred Kern, joueur d'orgues dont on connaît la réussite aux Blancs-Manteaux et dans cinq autres églises de Paris, a construit l'orgue de Sainte-Jeanne-de-Chantal (23 jeux d'esthétique allemande, avec des caractéristiques françaises) qui sera inauguré par le merveilleux Michel Chapuis. La naissance d'un orgue est toujours une promesse de joie (place de la Porte-de-Saint-Cloud, le 24 mars, à 21 h.).

DANS LES LABORATOIRES DU GERM

Le Groupe d'étude et de réalisation musicales de Pierre Maritain poursuit courageusement et sans beaucoup d'appuis son exploration d'autres chemins ouverts à la musique. Il présente un compte rendu d'enquête et d'action musicale pendant toute une semaine à la Porte de Suisse (11 bis, rue Serée, du 23 au 31 mars).

— ET AUSSI : Quatuor Via Nova (Gaveau, le 23) ; Semaine de la guitare, avec J. Williams et A. Diaz (Théâtre de la Ville, du 23 au 26, à 18 h. 30) ; une semaine avec le violoniste J. Bokorinet (Essalon, du 23 au 26).

Danse

LE BOLCHOI

au Palais des Congrès

Une pléiade d'étoiles toutes capables de redonner une âme à des ballets comme Giselle ou le Lac des cygnes, banalisés par trop d'interprétations mécaniques. Un programme est consacré à Prokofiev avec des extraits de Fier et de pierre, Cendrillon, Ivan le Terrible. (Le 23 mars).

— ET AUSSI : La Compétition de Maurice Guillaud (spectacle de recherche gestuelle dans la lignée d'un art minimal et répétitif ; quatre épreuves en suspension dans la pré-existence). Centre culturel du Marais, 21 heures.

Variétés

GEORGES MOUSTAKI ET ASTOR PIAZZOLLA

à l'Olympia

La fraternité de Georges Moustaki avec une musique et un langage simples, naturels, avec ses vibrations et sa nonchalance, avec des tensions. Sa première partie, Astor Piazzolla, qui a enrichi le tango, lui a ajouté des richesses rythmiques (20 h. 45).

GILLES VIGNEAULT

à Bobino

Le Québec que fait admirablement comprendre, humer, Vigneault et sa voix un peu rauque, torturée, née du vent et de la pluie, cassée par les grands espaces, déchirant les mots, s'emportant par à-coups (20 h. 30).

ZACHARY RICHARD

au Théâtre Campagne-Prémère

La musique des Acadiens de la Louisiane, une musique heureuse cachant une profonde blessure, une musique proche du blues porcelaine et magnifiquement jouée par le Louisianais Zachary Richard et son groupe, le Bayou des Mystères (du 23 au 31 mars, 20 h. 30).

TERESA REBULL

à la Vieille Grille

La richesse de la chanson catalane, avec une voix chaude, rugueuse, profonde (20 heures).

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

en alternance
LE NOUVEAU MONDE
et
HAROLD ET MAUDE
4^e année
PETITORSAY

MADAME DE SADE et LA PLAGE

En raison du Grand Échiquier que Jacques Chancel consacre le jeudi 31 mars à la Compagnie Renaud-Barrault, la représentation du Nouveau Monde prévue ce soir-là est avancée au lundi 28 et une représentation supplémentaire de La Plage sera donnée au Petit Orsay le lundi 28.

7, quai A-France - tél. 548.38.53 et agences

MADELEINE
21^h HEURE D'ÉTÉ 21^h
SOPHIE DESMARETS
DANIEL CECCALDI
BEAU
DE
VACHE
de BARILLET et GREDY
205 07 09 et AGENCES

JACQUES DEBRONCKART
à la COUR DES MIRACLES
22 h - 23 h - AV. DU MAINE
du 21 MARS au 2 AVRIL

Bouffes du Nord
201 rue de la République - Paris 10 - angle Bul et la Chapelle
DERNIERE
3 AVRIL
LA NUIT
DE L'
IGUANE
LOCATION AU THEATRE ET PAR TELEPHONE 260.26.04

هكسان النفل

LA NAISSANCE DE ROME AU PETIT PALAIS

Ce lent travail de générations laborieuses

par GEORGES VALLET (*)

Voilà une exposition parfaitement réussie. Et pourtant, en dépit des conditions n'ont pas été les plus favorables. Certes, les Romains, l'an dernier, avaient visité avec passion une présentation d'objets provenant des sites célèbres de la plus proche de leur ville (1), mais celle-ci n'était pas destinée à être un événement au sein d'un musée de la ville de Rome, mais une exposition itinérante, présentée par le musée de la ville de Rome, dans le but de faire connaître aux visiteurs les objets les plus importants de l'exposition, la fameuse fibula de Préneste, qui porte, inscrite dans l'or, le plus ancien texte latin connu, ne mesure guère plus de 10 cm et dont la plupart sont, comme on dit, des objets de fouille et non des œuvres d'art.

Cette exposition sur le Latium primitif, pouvait-on, même en l'absence de la transposition à Paris ? De plus, n'était-il pas périlleux de présenter dans une des grandes salles du Petit Palais, où se trouvent des expositions prestigieuses, des objets, dont beaucoup sont petits (une des pièces les plus importantes de l'exposition, la fameuse fibula de Préneste, qui porte, inscrite dans l'or, le plus ancien texte latin connu, ne mesure guère plus de 10 cm) et dont la plupart sont, comme on dit, des objets de fouille et non des œuvres d'art ?

C'est pourquoi il faut d'abord remercier l'équipe du Petit Palais d'avoir pris un risque et de la féliciter d'avoir gagné un pari. Mais il convient aussi d'essayer de comprendre l'intérêt de l'exposition et les raisons de sa réussite.

* Directeur de l'École française de Rome.

(1) Cf. « L'histoire de Rome à Rome », dans le Monde, du 11 mars 1976.

On répète souvent depuis quelques années que l'archéologie d'aujourd'hui n'est plus du tout celle d'hier : elle ne cherche plus l'objet pour l'objet, avec une référence, désormais un peu usée, aux Bourbons de Naples qui fouillaient Herculanum ou Pompéi en galeries souterraines pour constituer ou enrichir leur collection, on stigmatise volontiers cette archéologie traditionnelle qui privilégiait, dans ses objectifs et dans ses modalités, l'objet entier plutôt que le témoin banal et, par là même, plus révélateur de la vie quotidienne. Mais, tout naturellement, lorsqu'il s'agit de faire une exposition, le goût pour le beau revient en galop : on préfère a priori le matériel funéraire, plus coloré et mieux conservé, à celui de l'habitat et, si l'on parle des vivants, on hésitera sur le monument plus que sur la maison. L'archéologie, source naturelle de l'histoire, redevient, quand il s'agit d'exposition, le domaine d'une certaine histoire de l'art. De la vie d'une société, de son histoire, il n'est plus guère question.

Or, c'est ici que l'exposition Naissance de Rome au Petit-Palais innove, et avec bonheur : non qu'il y ait des « œuvres d'art », tels les vases de bronze, d'argent et d'or de Préneste (septième siècle : tombes Bernardini et Castellani), telles les sculptures de Rome (sixième siècle), qu'il s'agisse du buste de Minerve de Sant'Omobono ou de la tête de Silène de l'Esquilin. Mais, au-delà des objets, cette exposition évoque des problèmes ou suggère des questions : le viol, pour qui l'évocation d'une Rome primitive, fait ressurgir de ses souvenirs lointains l'image de sept collines, de deux jumeaux, d'une longue, de l'envolement des Sabines, vers ses relations portées vers un certain nombre de thèmes, aidé en cela par un ensemble de panneaux documentaires, par un montage audio-visuel et par un admirable catalogue où aux meilleurs spécialistes italiens et français. Nous voudrions évoquer ici rapidement quelques-uns de ces thèmes.

Archéologie et histoire

Jusqu'au début du siècle, les sources sur les origines de Rome se limitent en fait à des textes, dont les données sont considérées comme un ensemble d'inventions ou de légendes : attitude ancienne, puisque déjà The-Live écrit dans la préface de son œuvre : « La période qui a précédé immédiatement la fondation de Rome... nous la connaissons, sous les embellissements de la fable, et non par des documents authentiques ; c'est pourquoi je me garderai bien de confirmer ou de rejeter quoi que ce soit. » Mais ce scepticisme, limité au départ à

la période qui précède la fondation historique de la ville, voici que, avec les historiens modernes, il va gagner les premières étapes de l'histoire de Rome, l'époque des rois, les débuts de la république, comme si l'incendie que les hordes gauloises allumèrent en 390 dans la ville basse avait provoqué la destruction de tous les témoignages les plus anciens.

Pourtant, peu à peu, à Rome même, les recherches archéologiques vont se multiplier, notamment au Forum et au Palatin, et on voit apparaître des monuments ou des ensembles d'époque archaïque, comme, sur le Forum, la découverte de six sites autour des années 1300, une nécropole qui dure du neuvième au septième siècle, ou la fameuse « pierre noire » — que l'on tend aujourd'hui à considérer comme le « héraon » de Romulus — et, sur le Palatin (fouilles d'après la dernière guerre), des cabanes de l'âge du fer dont l'une aurait pu être « la maison de Romulus » — supra la laquelle Auguste fit construire sa demeure.

Fouilles de sauvetage

Enfin, tout récemment, des découvertes provoquées par l'expansion géopolitique de la grande banlieue de Rome, complétant, ou mieux renouvelant l'image que l'on pouvait se faire du pays latin : c'était l'objet de l'exposition « Naissance de Rome » de l'été 1976, et ce n'est pas sans un certain nombre de surprises que l'on a découvert, au moment où notre secrétaire d'Etat à la culture vient de donner son accord et les premiers moyens à un ensemble de sauvetages programmés — entrepris au plan national, les vœux français doivent considérer ce que peuvent apporter des fouilles de sauvetage quand elles sont conduites avec sang-froid et méthode : l'histoire des origines de Rome est tout entière renouvelée par ces « sauvetages », qui n'ont pas eu lieu à Rome même, mais dans le Latium, et particulièrement dans le Latium maritime, au pays des Laurentes de Virgile, à Lavinium (Praeneste-Mer), à Politorium (Castel-di-Dozza), où la fouille de F. Zevi fut particulièrement exemplaire.

On eût pu aussi surgir autour de Rome un ensemble d'habitats ou de villes très anciennes, celles-là même contre lesquelles durent combattre, d'après des données que l'on voulait légendaires, les premiers rois de Rome. A Rome et hors de Rome, l'archéologie, et même si les maisons sont encore des chaumières et si l'élévation des temples est attestée aujourd'hui par des découvertes indiscutables. Mais cela n'est pas Rome.

Après une période obscure, nous trouvons vers le dixième siècle, sur l'emplacement qu'occupera la ville et aux alentours immédiats, des nécropoles où les morts sont incinérés et où les « vases funéraires » évoquent, par leur forme ou leur couvercle, les cabanes des vivants. Mais c'est entre le milieu du huitième siècle et le septième siècle que l'on voit se développer et s'organiser peu à peu l'habitat de la ville, avec une véritable distribution des espaces publics : de fait, vers la fin du septième siècle, la nécropole de la zone du futur Forum cesse d'être un usage, et dans le vallo, qui était auparavant incinérateur, on aménage une place, avec un sol en cailloux, on réserve l'espace du Comitium comme siège des activités politiques de la nouvelle cité unifiée, les sanctuaires se développent et se multiplient, et même si les maisons sont encore des chaumières et si l'élévation des temples est attestée aujourd'hui par des découvertes indiscutables. Mais cela n'est pas Rome.



« On n'échappe pas si facilement au mythe de Rome... »

leur de Rome et des Albains eux-mêmes : à transposer à Rome tout le matériel d'Albe-Longue ; or l'archéologie montre la disparition à cette époque des « villages » situés sur les monts Albains.

De même, le successeur de Tullus Hostilius, Ancus Marcius, avait entrepris de « porter son pouvoir jusqu'à la mer », en détruisant des villes comme Politorium : or, c'est l'époque où s'arrête la nécropole de Decima.

Dans tout cela, quand et comment naît Rome ? Car c'est bien le problème de la Naissance de Rome que, reprenant un livre de la série des Jupiter, Mars, Octavien, de Georges Dumézil, l'exposition veut poser. Laissons de côté le premier habitat du quatrième siècle reconnu par les archéologues au Capitole, même si certaines traditions anciennes parlent d'une fondation de Rome quatre ou cinq siècles avant le règne de Romulus, au moment où les légendes héroïques sont arrivées. En fait, sur les côtes du Latium, et même si, vérifiant la encore le thème de Jean Barard, la réalité des navigations mycéniennes jusqu'au nord de Rome est attestée aujourd'hui par des découvertes indiscutables. Mais cela n'est pas Rome.

Après une période obscure, nous trouvons vers le dixième siècle, sur l'emplacement qu'occupera la ville et aux alentours immédiats, des nécropoles où les morts sont incinérés et où les « vases funéraires » évoquent, par leur forme ou leur couvercle, les cabanes des vivants. Mais c'est entre le milieu du huitième siècle et le septième siècle que l'on voit se développer et s'organiser peu à peu l'habitat de la ville, avec une véritable distribution des espaces publics : de fait, vers la fin du septième siècle, la nécropole de la zone du futur Forum cesse d'être un usage, et dans le vallo, qui était auparavant incinérateur, on aménage une place, avec un sol en cailloux, on réserve l'espace du Comitium comme siège des activités politiques de la nouvelle cité unifiée, les sanctuaires se développent et se multiplient, et même si les maisons sont encore des chaumières et si l'élévation des temples est attestée aujourd'hui par des découvertes indiscutables. Mais cela n'est pas Rome.

Au même moment, dans le sud de l'Italie et en Sicile, se développent alors les colonies grecques, avec leurs agoras, dont l'importance, révélée depuis peu, donne. Comment ne pas évoquer alors les données de la tradition littéraire ? Vers la fin du septième siècle, le pouvoir à Rome passe aux mains des Etrusques : c'est Tarquin l'Ancien, que les auteurs antiques présentent comme le fils d'un Grec exilé de Corinthe, qui, une fois roi, décide les grands travaux de Rome : il fait assécher le Forum, y aménage un portique et des boutiques et, symbole de l'unité présente et présage de la grandeur future de la ville, il fait entreprendre la construction sur le Capitole d'un temple grandiose dédié à Jupiter très bon et très grand.

Naissance d'une cité

Rome est alors une vaste cité, enfermée dans une enceinte longue de près de 10 kilomètres ; elle donne l'image d'une ville étrusque, très marquée par les influences grecques ; c'est ce que montre notamment la décoration des sanctuaires, par exemple celle d'un temple du sixième siècle découvert derrière le Capitole, sous l'église de Sant'Omobono. C'est là un ensemble très remarquable, encore inédit (la publication est imminente) (1), et l'on saura gré à nos collègues italiens d'avoir voulu le présenter à Paris pour la première fois.

Bref, la naissance d'une cité, c'est son développement progressif. Certes, la tradition veut, depuis les premiers annalistes latins, que Rome ait été fondée le onzième jour avant les calendes de mai (21 avril), la première année de la huitième olympiade (754-753), mais, au vrai, on pourrait appliquer à Rome tout entière ce que Caton disait de sa Constitution : elle s'est formée non au cours d'une seule vie, mais par un travail que des générations ont poursuivi pendant plusieurs siècles.

(1) La *Perola del Passato*, l'excellente revue spécialisée, prépare quatre fascicules sur les rapports du Latium archaïque avec le monde grec ; le premier, consacré précisément aux découvertes de Sant'Omobono, doit sortir au moment même où s'ouvrira l'exposition du Petit Palais.

NICOLE ZAND.

Et ce lent travail de générations laborieuses fit d'une colline couverte d'herbe le centre du monde... Est-il vrai, comme le suggère F. Villard dans l'introduction au catalogue, que l'image qui, à travers les découvertes archéologiques, se dégage du développement de Rome, est celle d'une ville qui a accumulé « plus de force que de richesses, plus d'hommes que d'or » ? Ainsi s'expliqueraient les premières conquêtes et les hégémonies futures... Peut-être.

Mais il ne faut pas oublier que nous sommes conditionnés par le mythe de Rome, par le soldat laboureur vêtu de peaux de bêtes, par Cincinnatus retournant à sa charrue après deux semaines de gloire, par ce monde des vertus primitives qui sont une des constantes de la littérature latine et de nos humanités.

Il est vrai que, dans l'état actuel de nos connaissances, le développement démographique de Rome au septième siècle ne semble pas s'accompagner d'un enrichissement comparable à celui dont témoignent les trouvailles effectuées dans les villes voisines de la plaine et qui s'accompagnent d'une différenciation plus marquée entre les classes sociales : le matériel le plus riche de l'exposition vient non de Rome même, mais de Decima, de Préneste ou de Lavinium.

Austérité et grandeur

Bref, cette austérité qui vanterait les Romains eux-mêmes et qui, selon eux, rendit possible l'extraordinaire destin de Rome, il n'est pas sans intérêt que l'archéologie semble la confirmer ou, du moins, qu'elle n'en démontre pas l'absence. Que l'on songe, par comparaison, à l'extraordinaire tombe 153 de Decima, dont la restauration et la présentation sont aussi admirables que la tute la fouille elle-même : au milieu d'un nombre considérable d'objets (50 environ), la défunte, couchée sur le dos, la tête à l'est, était revêtue d'une robe recouverte de colliers d'ambre et de pâtes de verre blanches et bleues auxquels étaient accrochées des perles d'ambre ou de talence éternel avec des scarabées de style égyptien ; ces colliers étaient fixés par des libelles faïces elles-mêmes d'ambre et d'or, tandis que sur la poitrine de la morte était posé un grand médaillon de bronze à incisions géométriques. Non, vraiment, il n'y a rien de comparable à Rome même.

Hasard des trouvailles ? On ne saurait l'exclure, mais il semble bien que Rome conserve entre autres types de structures sociales relativement uniformes fondées sur les fonctions plus que sur la fortune, héritées d'un lointain passé indoeuropéen que les études, d'une importance considérable, de Georges Dumézil nous ont révélées à travers un ensemble de données accessibles par d'autres voies que l'archéologie. Il suffit de faire de cette stabilité une vertu pour que l'on puisse dire que Rome n'échappe pas si facilement au mythe de Rome.

En réalité, Rome, ville de paysans, n'est pas une ville fermée aux influences grecques, qui irradiant notamment de la voisine Campanie, ni aux influences de l'Etrurie, encore plus proche. Nous avons déjà souligné ce qu'un sanctuaire comme celui de Sant'Omobono devait aux artistes grecs ou, à tout le moins, à des artistes formés à l'école de la Grèce.

De même, dans la ville comme dans tout le Latium, on parle alors sans aucun doute le latin, mais les textes que nous avons montrés qu'on écrit aussi bien en étrusque qu'en grec ou en latin. Voilà qui montre clairement — il faut y insister — que, loin d'être repliée sur elle-même, cette société est ouverte aux influences étrangères et que toute la région du Tibre a joué un rôle de carrefour entre le monde grec et le monde étrusque. Tant il est vrai que, si l'on a des causes et des effets en histoire, les « vertus primitives », comme on dit, ne suffisent jamais à expliquer les jalons arcanes, les mystères des destinées exceptionnelles.

* Petit Palais, jusqu'au 23 mai. L'exposition, organisée par l'Association Française d'Action Artistique, est le résultat d'une étroite collaboration scientifique italo-francaise. On retiendra l'aide que les spécialistes italiens, entre autres M. Pallottino, G. Colonna, S. Quilici, et français, notamment J. Hergon et F. Villard, ont apportée aux responsables du Petit Palais : Mmes A. de Bissy-Cacan et J. Petit.

Quand Moscou redécouvre Vladimir Tatline

A Moscou, ce fut un événement. On a découvert ou redécouvert Vladimir Tatline, un des chefs de file du constructivisme, mort il y a près d'un quart de siècle, réprimé, oublié, alors que dans le monde entier on le considère comme une des personnalités les plus importantes de l'art du vingtième siècle. Une exposition vient de lui être consacrée, à la Maison des écrivains, qui, bien qu'incomplète, permettrait cependant de se faire une idée de la dimension de son œuvre.

Pourquoi Tatline chez les écrivains ? Bien sûr, il a été le premier illustrateur de Veltimir Kheïmikov, en 1912, et de Vladimir Maïakovski, en 1913, mais cela n'aurait pas suffi si Constantin Somonov, l'organisateur de l'exposition, « Maïakovski, vingt ans de travail » — n'avait mis lui-même sur pied cette manifestation, qui, pendant deux semaines, a fait courir le Tout-Moscou.

« Quelle personnalité intéressante ! » C'est ainsi que Simonov tirait partie qu'il a consacré, dans le catalogue, à l'artiste dont le talent polymorphe ouvrait, dès le premier quart de siècle, les voies de l'art et de la recherche les plus modernes. Manuel et visionnaire, Tatline était tout à la fois peintre, dessinateur, illustrateur des poètes, décorateur de théâtre, auteur d'un des projets les plus hardis d'architecture (la tour Tatline), inventeur d'une machine volante, créateur et fabriquant d'objets de la vie courante, excellent musicien (il jouait sur une bandoulière qu'il avait construite de ses mains) — Et voilà pourquoi les œuvres exposées sont venues à la fois de la galerie Trétiakov, du Musée du théâtre Bakhrouchine, du Musée de la musique Glinka, des Archives d'art et de littérature et même du Musée de l'aviation et des cosmopolites Joukovski, où sa machine volante, la Létatline (du verbe *létat* : voler), voisine avec les fusées lunaires.

Né en 1885 à Moscou, Vladimir Tatline passe son enfance à Ekaterino et, à seize ans, pour fuir sa belle-mère qu'il déteste, s'embarque à Odessa comme mousse sur un voilier. Il rejoint, mais, tout en poursuivant de façon révélatrice des études d'art, il continue à naviguer vers l'Egypte, le Levant, l'Afrique, l'Italie, la Grèce.

Cette nostalgie de la mer et du temps où il était marin ne le quittera jamais comme en témoigne une étude de costume de théâtre de 1940, pour une pièce intitulée Cronstadt, où il n'a pas hésité à l'encre de faire un autoportrait en vieux loup de mer. Est-ce encore le rêve des grands espaces qui le pousse, en 1929, à construire sa Létatline — oiseau de bois, de liège, de fil de soie et de filin d'acier, de char et de cuir non tanné, — objet aux courbes parfaites qui aurait pu faire de l'homme un oiseau, mais qui ne décolla jamais !

C'est après un voyage qui le mène de Berlin à Paris (pour rencontrer Picasso) que Tatline, alors très proche de Larionov et de Gontcharova décide de « sortir de la peinture » pour travailler en « matériaux réels et espace réel ». Il exécute ses reliefs et contre-reliefs, assemblages de matériaux divers dont le principe lui servira de décoration — avec Rodchenko et Yakovlev — du fameux Café pittoresque, rendez-vous des artistes de la bohème littéraire, le plus célèbre des cafés d'après-guerre à Moscou. Le café a été détruit ainsi que la plupart des reliefs, mais on a pu en voir en 1916, intitulé Staro-Bessmannia — c'est l'adresse de son atelier, à l'époque, — qui repose d'ordinaire dans les immenses réserves de la Trétiakov.

Dans ce bouillonnement d'idées et d'inventions, la révolution d'Octobre va permettre aux artistes d'être des « constructeurs » et de créer, dans l'enthousiasme, les instruments d'une « vie nouvelle » pour un « homme nouveau ». Tatline, qui dirige à Petrograd la section d'étude des matériaux à l'Institut de culture artistique, proclame que l'artiste doit devenir un technicien, un « artiste-ingénieur », qui, œuvrant pour le prolétariat, doit faire entrer « l'art dans la vie ». En cela, bien sûr, il suppose à Malevitch, pour qui l'art cesse d'exister s'il n'a une fin utilitaire.

Mais est-ce bien un projet « utilitaire » que le Monument à la III^e Internationale, spirale de fer et de verre haut de 400 mètres, qui ne fut jamais réalisée, mais que les architectes du monde entier ont étudiée et admirée ? Hommage à Eliff, la tour Tatline consistait à l'intérieur de son armature trois bâtiments superposés — un cylindre, une pyramide et une sphère, — animés chacun d'un mouvement propre de rotation (sur un an, un mois, un jour), composant cette cathédrale de la révolution, symbole d'une vision utopique de la nouvelle vie. La maquette réalisée par Tatline en 1920 a été détruite, et l'on pouvait seulement voir, à l'exposition de Moscou, une maquette très réduite tournant sur un socle et projetant son ombre sur un écran.

Il y eut aussi des projets utilitaires dans ce début des années 20 : toute une série de projets de « valiselle pour une vie nouvelle », des théâtres et des bureaux, mais aussi des éléments de travail style Maï, des classes en tube de métal des meubles. Avec ses étudiants, Tatline construisait aussi le catalogue de ses œuvres, des cruches, des fleurs — comme si l'homme nouveau était passé chez les réducteurs de l'été.

A Moscou, il avait disparu du souvenir comme des histoires de l'art et des encyclopédies ; on l'y a réintégré tout en lui reprochant d'avoir choisi l'impression de l'abstraction. Deux expositions confidentielles avaient eu lieu pour son quatre-vingtième anniversaire. Cette fois-ci des milliers de visiteurs sont venus. Bien sûr, l'exposition ne donnait pas une vision exacte de l'œuvre de l'artiste et pouvait paraître bien maigre, bien limitée, mais pour les Soviétiques, c'est un signe.

On dit que se prépare, pour le centenaire de sa naissance, une exposition consacrée à Malevitch ; on a promis à Georges Kostaki — le collectionneur qui a tant fait pour faire connaître l'avant-garde russe et qui a décidé de quitter bientôt l'Union soviétique — que la collection dont il fait don à l'Etat (le Monde du 12 mars) ne restera pas dans les réserves des musées. On ne peut certainement pas encore parler de réhabilitation de l'avant-garde, d'acceptation d'un mouvement qu'on s'était efforcé d'enterrer, mais, incontestablement, certains essaient de faire bouger quelque chose.

NICOLE ZAND.

AU CHARBON DE BOIS
LA GRILLADE DEVIENT GASTRONOMIE
16, rue de Drogen (6^e) — 10, rue Galtchard (14^e)
LIT. 57-04 — AUT. 77-49

DINERS - SOUPERS
LA RENCONTRE
AMBIANCE 1950
R. R. DUFFAUT - 75008 PARIS - 282.71.72

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre F.M.R. • Prix moyen du repas - J. - R. : d'après jusqu'à 10 h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 238-74-34
16, rue Coquillière, 1^{er}. T.J./s.
RESTAURANT PIERRE P./dim. 8
Place Coquillière, 2^e. OUV. 97-04
CHEZ HENRI 545-55-12
3, place du 18-Juin, 6^e. T.J./s.
AVR. DE RIQUERIE 770-63-30
12, faubourg Montmartre, 9^e. T.J./s.
LE MONTAGE GUILAUME P./dim.
58, rue Toulon-Lesdigères, 317-79-10
LE CHATELAIN P./dim. et dim.
4, rue de l'Arrière, 9^e. 283-53-13

DINERS

OSAKA 286-46-61
163, rue Saint-Honoré, 1^{er}. T.J./s.
CAVIAK FRANCOIS-VILLON P./D
64, rue Arbre-Sec, 1^{er}. CEN. 10-62
ASSIETTE AU BOEUF - POCARDI
1, bd des Italiens, 2^e. T.J./s.
ASSIETTE AU BOEUF T.J./s.
123, Champs-Élysées, 8^e.
E. FLEISCH, LA WESTPHALIE
8, av. F.-Roosevelt, 8^e. ELY. 91-20
LE BELLOUA 722-79-05
66, rue François-1^{er}, 8^e. P./dim.
NAPOLEON T.J./s. 227-39-30
24, av. Friedland, 8^e. Jueq. 23 h. 30
LA MAISON QUERRECOISE 770-30-14
20, r. Quentin-Bauchart, 8^e. P./dim.
LA POULARDE LANDAISE 339-30-35
4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8^e.
LE SORRENTINO Tous les jours
75, bd de Clichy, 9^e. 574-53-06. P./D.
LA CHAMPAGNE 874-44-78
10, place Clichy, 9^e. P./dim.
L'AUBERGE DES TEMPLES
874-44-78, 74, rue de Valenciennes, 9^e.
Métro : Anvers. Tous les jours.
OUVERT EST 206-40-82
4, rue du 6-Mai-1945, 10^e. T.J./s.
JULIEN PRO. 12-08
16, rue de St-Saint-Denis, 10^e. T.J./s.
AT PRESSOR 344-30-21 227, av.
Daumesnil, 12^e. P/D soir et lundi
AO CHARBON DE BOIS 282-77-49
10, rue Galtchard, 10^e. P./dim.
BAUMANN ETO 15-16 - 734-01-13
4, av. Ternes, 17^e. P./dim., lun. midi
MAISONNETTE RUSSE 30-34
6, rue d'Arnal, 17^e. P./dim.
AUBERGE DES COLOMBES
20, rue Poncelet, 17^e. 227-44-36
BRASSERIE DU TABAC FICELLE
606-72-80, place Pigalle, 18^e. T.J./s.
RIBAUD 770-41-03
4, rue Poncelet, 20^e. P./dim.

RIVE GAUCHE

LE VIEUX BISTRO 033-18-05
14, r. Croix-Notre-Dame, 4^e. T.J./s.
FRANCOIS FALLOU 335-98-85
18, r. St-Bernard, 6^e. P./dim.-lun.
ASSIETTE AU BOEUF T.J./s.
Face égale St-Germain-des-Près, 6^e.
AO CHARBON DE BOIS 545-57-04
16, rue du Dragon, 6^e. P./dim.
BISTRO DE LA GARE T.J./s.
59, bd de Montparnasse, 6^e. T.J./s.
LE VIEUX METIERS 335-90-03
13, bd Auguste-Blanc, 13^e. P./dim.
LE JACQUES-CHOU T.J./s.
6, place Saint-Michel, 6^e. 335-61-13
LE TENNISER 335-74-63
69-71, bd Victor, Paris, 13^e. T.J./s.

DINERS - SPECTACLES

ALCAZAR
62, rue Mazurine, 8^e.
ON CAMILLO 200-20-31
10, rue de Saint-Péters, 7^e. T.J./s.
CHEZ VINCENT NOR. 21-37
4, rue Saint-Lazare, 10^e. P./dim.
L'ORNE DU BOIS 722-94-02
Porte Maillot. T.J./s.

DINERS DANSANTS

VILLA D'ESTE ELY. 78-44
4, rue Arène-Roumays, 8^e.
A 20 h. 30, spectacle à 22 h. 30, avec Isabelle AUHENT, F.-Y. VAILLARD, J. MEYER, Jean FERRAC, ASTOR. Menu suggestif. 50. Vendredi, samedi et veille de fêtes 100 F.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS
171, bd de Montparnasse, 10^e.
328-70-50, 633-21-53.
A plein Yvan Meyer.
DESSIRER T.J./s. - 754-74-14
9, pl. Péreire (17^e).
Le spécialiste de l'œuf.
Poissons - Spécialités - Grillades
A L'ESCAROT MONTORGUEIL
Ouvert tous les soirs - 236-53-51.
TERMINUS NORD T.J./s.
Brasserie 1925 Spéc. alsaciennes
23, rue de Dunkerque, 10^e.
GUY 6, rue Mabilon, 033-87-61
Salle-Corral-des-Près.
Souper Brésilien.
Petits plats - Churrasco - Camarones

Expositions

CENTRE BEAUBOURG
Entrée principale, rue Saint-Martin (27-12-33).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; samedi et dimanche, de 10 h. à 22 h. (entrée libre le dimanche).
Salle des manifestations temporaires. Entrée : 5 F. Jusqu'à 2 mai.
Salle des contemporains.
A PROPOS DE NICE : 1952-1976.
COLLECTIF GENERATION.
Centre de création industrielle (entrée libre).
QUI OCEDE LA VILLE ? - Jusqu'à 3 avril.
QUINZE POSTERS POUR ALGER - Jusqu'à 3 avril.
LES YEUX EN SERIE.
Des médailles d'animation et des rencontres avec les créateurs contemporains (entrée libre).
ANDRE OUBIN - Grand Palais, entrée principale (261-34-10).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Samedi et dimanche : 5 F. Jusqu'à 11 avril.
DIEUX ET HOMMES DE L'ETHIOPIE - Grand Palais, entrée principale (261-34-10).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Samedi et dimanche : 5 F. Jusqu'à 11 avril.
ANDRE MASSON - Grand Palais (voir ci-dessus).
NAISSANCE DE ROUGE - Petit Palais, avenue Winston-Churchill (261-34-10).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Samedi et dimanche : 5 F. Jusqu'à 11 avril.
QUATRE VINGT - HUITIEME SALON DES ARTISTES INDEPENDANTS : Perspectives (entrée libre).
JULIEN - Grand Palais (261-34-10).
NOUVELLES ACQUISITIONS DU MUSEE D'ORLANS - Musée du Louvre, entrée principale (261-34-10).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Samedi et dimanche : 5 F. Jusqu'à 11 avril.
JULIEN - Grand Palais (261-34-10).
NOUVELLES ACQUISITIONS DU MUSEE D'ORLANS - Musée du Louvre, entrée principale (261-34-10).
Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi jusqu'à 22 h. Samedi et dimanche : 5 F. Jusqu'à 11 avril.

CABARETS

LIDO
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

BAL DU MOULIN ROUGE
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

LISETTE MALIDOR
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

AL CAZAR
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

JOCKEY
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

TSAREVITCH
127, bd de Montparnasse, 10^e.
326-43-73.
Pas comme les autres on s'y amuse !

Map of the Iberian Peninsula showing isotherms and weather patterns. Isotherms for 10°C and 15°C are marked. A shaded area indicates "Brouillard et Vergles dans la région" (fog and frosts in the region).

1. Aiguon, 23 m. 2. Ajaccio, 23 m. 3. Am-
 bres, 23 m. 4. Anvers, 23 m. 5. An-
 tony, 23 m. 6. Arles, 23 m. 7. Ar-
 gentan, 23 m. 8. Arras, 23 m. 9. As-
 nieres, 23 m. 10. Auberges, 23 m. 11. Au-
 bigny, 23 m. 12. Aulnay, 23 m. 13. Au-
 bigny, 23 m. 14. Aulnay, 23 m. 15. Au-
 bigny, 23 m. 16. Aulnay, 23 m. 17. Au-
 bigny, 23 m. 18. Aulnay, 23 m. 19. Au-
 bigny, 23 m. 20. Aulnay, 23 m. 21. Au-
 bigny, 23 m. 22. Aulnay, 23 m. 23. Au-
 bigny, 23 m. 24. Aulnay, 23 m. 25. Au-
 bigny, 23 m. 26. Aulnay, 23 m. 27. Au-
 bigny, 23 m. 28. Aulnay, 23 m. 29. Au-
 bigny, 23 m. 30. Aulnay, 23 m. 31. Au-
 bigny, 23 m. 32. Aulnay, 23 m. 33. Au-
 bigny, 23 m. 34. Aulnay, 23 m. 35. Au-
 bigny, 23 m. 36. Aulnay, 23 m. 37. Au-
 bigny, 23 m. 38. Aulnay, 23 m. 39. Au-
 bigny, 23 m. 40. Aulnay, 23 m. 41. Au-
 bigny, 23 m. 42. Aulnay, 23 m. 43. Au-
 bigny, 23 m. 44. Aulnay, 23 m. 45. Au-
 bigny, 23 m. 46. Aulnay, 23 m. 47. Au-
 bigny, 23 m. 48. Aulnay, 23 m. 49. Au-
 bigny, 23 m. 50. Aulnay, 23 m. 51. Au-
 bigny, 23 m. 52. Aulnay, 23 m. 53. Au-
 bigny, 23 m. 54. Aulnay, 23 m. 55. Au-
 bigny, 23 m. 56. Aulnay, 23 m. 57. Au-
 bigny, 23 m. 58. Aulnay, 23 m. 59. Au-
 bigny, 23 m. 60. Aulnay, 23 m. 61. Au-
 bigny, 23 m. 62. Aulnay, 23 m. 63. Au-
 bigny, 23 m. 64. Aulnay, 23 m. 65. Au-
 bigny, 23 m. 66. Aulnay, 23 m. 67. Au-
 bigny, 23 m. 68. Aulnay, 23 m. 69. Au-
 bigny, 23 m. 70. Aulnay, 23 m. 71. Au-
 bigny, 23 m. 72. Aulnay, 23 m. 73. Au-
 bigny, 23 m. 74. Aulnay, 23 m. 75. Au-
 bigny, 23 m. 76. Aulnay, 23 m. 77. Au-
 bigny, 23 m. 78. Aulnay, 23 m. 79. Au-
 bigny, 23 m. 80. Aulnay, 23 m. 81. Au-
 bigny, 23 m. 82. Aulnay, 23 m. 83. Au-
 bigny, 23 m. 84. Aulnay, 23 m. 85. Au-
 bigny, 23 m. 86. Aulnay, 23 m. 87. Au-
 bigny, 23 m. 88. Aulnay, 23 m. 89. Au-
 bigny, 23 m. 90. Aulnay, 23 m. 91. Au-
 bigny, 23 m. 92. Aulnay, 23 m. 93. Au-
 bigny, 23 m. 94. Aulnay, 23 m. 95. Au-
 bigny, 23 m. 96. Aulnay, 23 m. 97. Au-
 bigny, 23 m. 98. Aulnay, 23 m. 99. Au-
 bigny, 23 m. 100. Aulnay, 23 m. 101. Au-
 bigny, 23 m. 102. Aulnay, 23 m. 103. Au-
 bigny, 23 m. 104. Aulnay, 23 m. 105. Au-
 bigny, 23 m. 106. Aulnay, 23 m. 107. Au-
 bigny, 23 m. 108. Aulnay, 23 m. 109. Au-
 bigny, 23 m. 110. Aulnay, 23 m. 111. Au-
 bigny, 23 m. 112. Aulnay, 23 m. 113. Au-
 bigny, 23 m. 114. Aulnay, 23 m. 115. Au-
 bigny, 23 m. 116. Aulnay, 23 m. 117. Au-
 bigny, 23 m. 118. Aulnay, 23 m. 119. Au-
 bigny, 23 m. 120. Aulnay, 23 m. 121. Au-
 bigny, 23 m. 122. Aulnay, 23 m. 123. Au-
 bigny, 23 m. 124. Aulnay, 23 m. 125. Au-
 bigny, 23 m. 126. Aulnay, 23 m. 127. Au-
 bigny, 23 m. 128. Aulnay, 23 m. 129. Au-
 bigny, 23 m. 130. Aulnay, 23 m. 131. Au-
 bigny, 23 m. 132. Aulnay, 23 m. 133. Au-
 bigny, 23 m. 134. Aulnay, 23 m. 135. Au-
 bigny, 23 m. 136. Aulnay, 23 m. 137. Au-
 bigny, 23 m. 138. Aulnay, 23 m. 139. Au-
 bigny, 23 m. 140. Aulnay, 23 m. 141. Au-
 bigny, 23 m. 142. Aulnay, 23 m. 143. Au-
 bigny, 23 m. 144. Aulnay, 23 m. 145. Au-
 bigny, 23 m. 146. Aulnay, 23 m. 147. Au-
 bigny, 23 m. 148. Aulnay, 23 m. 149. Au-
 bigny, 23 m. 150. Aulnay, 23 m. 151. Au-
 bigny, 23 m. 152. Aulnay, 23 m. 153. Au-
 bigny, 23 m. 154. Aulnay, 23 m. 155. Au-
 bigny, 23 m. 156. Aulnay, 23 m. 157. Au-
 bigny, 23 m. 158. Aulnay, 23 m. 159. Au-
 bigny, 23 m. 160. Aulnay, 23 m. 161. Au-
 bigny, 23 m. 162. Aulnay, 23 m. 163. Au-
 bigny, 23 m. 164. Aulnay, 23 m. 165. Au-
 bigny, 23 m. 166. Aulnay, 23 m. 167. Au-
 bigny, 23 m. 168. Aulnay, 23 m. 169. Au-
 bigny, 23 m. 170. Aulnay, 23 m. 171. Au-
 bigny, 23 m. 172. Aulnay, 23 m. 173. Au-
 bigny, 23 m. 174. Aulnay, 23 m. 175. Au-
 bigny, 23 m. 176. Aulnay, 23 m. 177. Au-
 bigny, 23 m. 178. Aulnay, 23 m. 179. Au-
 bigny, 23 m. 180. Aulnay, 23 m. 181. Au-
 bigny, 23 m. 182. Aulnay, 23 m. 183. Au-
 bigny, 23 m. 184. Aulnay, 23 m. 185. Au-
 bigny, 23 m. 186. Aulnay, 23 m. 187. Au-
 bigny, 23 m. 188. Aulnay, 23 m. 189. Au-
 bigny, 23 m. 190. Aulnay, 23 m. 191. Au-
 bigny, 23 m. 192. Aulnay, 23 m. 193. Au-
 bigny, 23 m. 194. Aulnay, 23 m. 195. Au-
 bigny, 23 m. 196. Aulnay, 23 m. 197. Au-
 bigny, 23 m. 198. Aulnay, 23 m. 199. Au-
 bigny, 23 m. 200. Aulnay, 23 m. 201. Au-
 bigny, 23 m. 202. Aulnay, 23 m. 203. Au-
 bigny, 23 m. 204. Aulnay, 23 m. 205. Au-
 bigny, 23 m. 206. Aulnay, 23 m. 207. Au-
 bigny, 23 m. 208. Aulnay, 23 m. 209. Au-
 bigny, 23 m. 210. Aulnay, 23 m. 211. Au-
 bigny, 23 m. 212. Aulnay, 23 m. 213. Au-
 bigny, 23 m. 214. Aulnay, 23 m. 215. Au-
 bigny, 23 m. 216. Aulnay, 23 m. 217. Au-
 bigny, 23 m. 218. Aulnay, 23 m. 219. Au-
 bigny, 23 m. 220. Aulnay, 23 m. 221. Au-
 bigny, 23 m. 222. Aulnay, 23 m. 223. Au-
 bigny, 23 m. 224. Aulnay, 23 m. 225. Au-
 bigny, 23 m. 226. Aulnay, 23 m. 227. Au-
 bigny, 23 m. 228. Aulnay, 23 m. 229. Au-
 bigny, 23 m. 230. Aulnay, 23 m. 231. Au-
 bigny, 23 m. 232. Aulnay, 23 m. 233. Au-
 bigny, 23 m. 234. Aulnay, 23 m. 235. Au-
 bigny, 23 m. 236. Aulnay, 23 m. 237. Au-
 bigny, 23 m. 238. Aulnay, 23 m. 239. Au-
 bigny, 23 m. 240. Aulnay, 23 m. 241. Au-
 bigny, 23 m. 242. Aulnay, 23 m. 243. Au-
 bigny, 23 m. 244. Aulnay, 23 m. 245. Au-
 bigny, 23 m. 246. Aulnay, 23 m. 247. Au-
 bigny, 23 m. 248. Aulnay

6091. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6100. *Dillon* 13; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6101. *Lille* 10; *el* 3; *Lyons* 13; *el* 7;
Marseille 13; *el* 70; *Nancy* 11; *el* 7;
 6102. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
Paris - Le Bourget 11; *el* 3; *Paul* 10;
 6103. *Perpignan* 12; *el* 8; *Rennes* 13;
el 7; *Strasbourg* 14; *el* 8; *Tours* 12;
 6104. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
Ptito 31; *el* 22.

Températures relevées à l'étranger
 Alger, 30 et 7 degrés; *Amsterdam*, 10;
 6105. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6106. *Bonn* 0; *el* 1; *Bruxelles* 10;
 6107. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6108. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6109. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6110. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6111. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6112. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6113. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6114. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6115. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6116. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6117. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6118. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6119. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6120. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6121. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6122. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6123. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6124. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6125. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6126. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6127. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6128. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6129. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6130. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6131. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6132. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6133. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6134. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6135. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6136. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6137. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6138. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6139. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6140. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6141. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6142. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6143. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6144. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6145. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6146. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6147. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6148. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6149. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6150. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6151. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6152. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6153. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6154. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6155. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6156. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6157. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6158. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6159. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6160. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6161. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6162. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6163. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6164. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6165. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6166. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6167. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6168. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6169. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6170. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6171. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6172. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6173. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6174. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6175. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6176. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6177. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6178. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 6179. *Chloris* 12; *Reinhold* 13; *Greenblatt* 13;
 61

cause de difficultés financières. Il comprend plus de mille huit cents ouvrages sur la sexualité, les questions féminines, le couple, l'éducation... Des dossiers de presse, un fichier d'adresses et la documentation du planning familial sont également à la disposition du public.

★ Le centre est ouvert les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h. à 20 h., an 84, boulevard Masséna, 9, villa d'Esté, 75013 Paris. Tél. 584-84-12.

PROBLEME N° 1718

	I	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

VERTICALEMENT

1. Est, riche par définition.
Brûlé dans la haine. — 2. Entourent une reine fragile; Préfixe. — 3. Pièce de trousseau; Peu accessible. — 4. Malgri en été; Prendre l'air. — 5. Ignorent la ligne droite. — Faites bien attention! — 6. Une des difficultés de la langue anglaise; Epines. — 7. Est indéfini; Capable d'impressionner. — 8. Eventuellement; Agé de 60 ans. C'était un rendez-vous d'affaires. — 9. Ne pas passer facilement; Rampant.

Solution du problème n° 1717
Horizontalement

I. Pactois. — II. Oralsoun. —
 III. Udine; Ere. — IV. Curée;
 Rus. — V. ESSE; Silva. —
 VII. Bado. — VII. Ravins. —
 VIII. Everest. — IX. Manet;
 SUI. — X. Tenue; On. —
 XI. Testeter.

Verticalement

1. Ponce; Sem. — 2. Ardu; Vate. — 3. Caire; Rence.
 4. Time; Parent. — 5. Osées;
 Vêue. — 6. Lâ; Dîs; Er. —
 7. Enervants. — 8. Ruade; Ton. —
 9. Rues; Estent.

GUY BROUTY.

Le 78^e Prix du Président de la République sera couru le dimanche 27 mars sur 4.500 mètres. Ce sera une grande épreuve dans laquelle se mesureront les deux styles des steeple-chasers battus ou malchanceux, dans les épreuves classiques. Notamment dans le Prix Murat disparaît quinze jours auparavant.

La 16^e édition de LA LANCE (65 kg) s'était classée troisième du Prix Murat devant LE POMPIER (67 kg) quatrième. Le pensionnaire de Georges PELAT avait rimosé avec huit longueurs dans la course du Président de la République, mais LE POMPIER qui avait le crédit de 70 kg.

Cette saison, il est particulièrement intéressant d'évaluer sur les chances de nos favoris pour le 78^e Prix du Président de la République. NUMI FLOIRAC (65 kg) deuxième, LE POMPIER (65 kg) troisième et toujours là, NUCLEADENO (65 kg) quatrième, et PENNANVER (61 kg).

Les lots dont est dotée cette tranche spéciale de la Loterie Nationale ont de quoi faire rêver tous ceux qui charbonnent les gains importants. En effet, celui qui aura pu gagner 1.000.000 de nos francs actuels est sûr de gagner au moins 500.000 F, de quatre gros lots de 100.000 F, de huit gros lots de 40.000 F, et de trente de 16.000 F, 2.000 gagnants au total. Les sous-jacques sont nombreux, mais ils dépendent très substantiellement de la cote à laquelle les billets seront attribués le 26 mars prochain.

— Le prix des billets est fixé à 250 F le billet entier, et à 25 F le

— **M. Eric Hutermaun**, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, est l'invité de Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

— **La Fédération de l'éducation nationale (FEN)** s'exprime à la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— **« La révolution portugaise, trois ans après »,** est le sujet du magazine « l'Evénement » de TF 1 à 21 h. 20, au cours duquel le premier ministre Mario Soares répond aux critiques de ses concitoyens, en direct de Lisbonne.

Victime de ce genre d'attitude, une des invités d'Alain Lérome, une Française mariée à un Tchadien, nous raconte la façon dont son père les avait repêchés, elle et son bébé, à l'occasion d'une foirante et unique visite : « Encore là le négro, le Sénégalais ? Je demandais-lui en parlant du nouveau né ?... »

Tous — il y avait là une Européenne, une Toulousain dont la femme est Parisienne, une jeune Camerounaise, une beauté, très bien coiffée par sa belle-tante, — tous, nous disaient, se sont heurtés ici ou là, en Europe ou en Afrique, à la ville ou à la campagne, dans les quartiers populaires ou

tionnaire.

La voilà le vrai problème. Le plus souvent c'est moins une question de couleur qu'une question de classe ; souvent aussi les barrières se superposent, se multiplient. Aux yeux de bien des Français, un travailleur algérien c'est d'abord un « bon à rien », ensuite c'est un étranger, nous connaît l'épouse de l'un d'eux. Et Mme Lalosse, la Camerounaise, précisait que ce qui les distinguait, elle et son mari, c'étaient leurs origines, oui, mais pas raciales, non, sociales. Pour certains la couleur de la peau n'est rien, non du tout que le pouvoir et l'argent.

CLAUDE SARRAUTE,

20 h 30, Téléfilm : « Lieutenant Karl », de J. Roy, réal. M. Wyn, avec B. Crommbeij.

Parmi les vétérans français opérant depuis les bases de la Royal Air Force, pendant la dernière guerre, un certain Lieutenant se mettra à critiquer, à se poser des questions, à se demander, à quoi sert le 7. In diffusion de ce téléfilm sera l'un des « titres couronnés » de Pierre Sipriot : « Jules Roy ».

**pour changer de vie
CHANGEZ DE LITERIE**
**CHANGEZ POUR UNE
MEILLEURE
LITERIE**



**ce label guidera
votre choix**

CHAINE 11 : A 2
20 h. 30, Série : Switch ; 21 h. 30, Magazine d'actualité ; 23 h., Juke-box ; Soul to Soul (avertissement particulier, Ike et Tina Turner) ; 23 h. 25, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : Avanti !, de
B. Whalen (1972) avec Lemmon, J. Mills
C. Revill, Ed. Andrews, G. Barro, F. Angrisano
Un homme d'affaires ordinaire, très par-
tisan, vient d'achever d'acheter le corps de son
épouse, mort dans un accident d'automobile.
Le défunt avait une maîtresse, morte évi-
demment, et sa fille de la même se trouve la ca-
sière d'un cinéma. Le héros se livre à une
série comédie satirique, drôle et de sensu-
sité, qui oppose avec certain or de fines
amoureuze à l'efficacité surréaliste du mo-
dèle de l'émotion.

20 n., La musique et les hommes... La mise en scène lyrique, par Michel Crochet ; 22 n. 30. Entretien avec... Olivier Debré ; 23 n., « Fragments de Laure », par J. Peignot et M. Cohen ; 23 n. 50. Poésie : Al. de Certeau.

20 h. 30, Echanges Internationaux de Radio-France...
Chœurs et Orchestre symphonique de la radio de Turin,
direction M. Gleier : 1. Ein Gespenst... (L. Nono) ;
Orchestre symphonique de la radio de Rome : 2. Grande
Audiode pour flûte et hautbois, solistes et orchestre (Maderna) ;
3. Ore pour huit voix et orchestre (L. Berio) ; 4. Double II
pour orchestre (F. Donatoni) ; 23 h. Le Bolchoï : 0 h. 5,
1) Grande Carnaval, par R. Mella ; 1 h. Musique des
moussiques magnifiques, par J.-P. Lentin.

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 13 h. 50, Objectif santé.
20 h. 30, Série : Rendez-vous en noir ; 21 h. 25, Magazine d'actualités ; l'Événement, présentation J. Besançon.
22 h. 25, Allons au cinéma.
22 h. 55, Journal.

CHAINE 11 : A2

De 12 h. à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 15 h., la série Le Saint.

20 h. 30, - Soleil rouge -, de T. Young (1971), avec Ch. Bronson, T. Mifune, U. Andress.

A. Delon. *Un samouraï part à la poursuite d'un traître qui a dérobé un sabre offert par l'empereur du Japon au président des Etats-Unis pour sceller les premiers échanges diplomatiques. L'écume introduit dans l'Ouest américain avec l'acteur japonais Toshirô Mifune. Confrontation du sabre et du revolver dans un western per ailleurs classique.*

22 h. Magazine : Cent mille images, de P. Tchernia. (Buster Keaton.)

23 h. 25. Journal.

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : Pot-Bouille - de J. Duviols (1957), avec C. Philippe, D. Darrieux, D. Carel, J. Duby, A. Airmée, J. Marken (N.)

Sous le Second Empire, un employé de commerce, venu de sa province à Paris avec de grandes ambitions, va de commerce en commerce avant de s'adonner au paternisme qui lui apportera la réussite sociale. D'après Zola, un roman dévoré, la satire d'une certaine bourgeoisie vue à travers les habitants d'un immeuble de la rue de la Harpe, un roman respecté. Une distribution éblouissante.

21 h. 20, Journal.

20 h., Le nouveau répertoire dramatique de France-Culture... « les Gaminés à la suite », de M. Barreau, réalisation G. Peyrou ; 22 h. 30, Entretiens avec... Olivier Debré ; 23 h., « Fragments de Laure », par J. Peignot et M. Cohen ; 23 h. 50, Poésie : M. de Certeau.

20 h. 30, En direct de Lyon... Récital d'orgue Louis Rebillard (Louis Vierne, Widor, Reger, Bach, Vivaldi, Liszt); 21 h. 30 (s.), Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction L. Ségismund, avec A. Reynolds, contralto, G.-L. Gerber, piano, et les chœurs de Radio-France... « Le Chant du destin »; « Rapsodie pour contralto, chœurs d'hommes et orchestre »; « Concerto pour piano n° 2 » (Brahms); 23 h., Le Bolchoï, par J.-M. Villequier; 0 h. 5, Bonne nuit, tous les jours. B. Tardieu

novautés et coloris de printemps

BLAZERS
100% Woolmark **235**

Les plus beaux PANTALONS

prix permanent dep. 100

PR, COUPE, QUALITÉS

E. LECLERC

CENTRE OFFICIEL VETEMENTS

15 boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angle rue de Lancry
M^o BONSERGOT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCOMÈTRE

COSTUME
complet avec Gilet
pure virgin wool et 3 coloris **395**

et la fameuse mesure industrielle.

NATON SPECIAL HOMMES
NATON SPECIAL FEMMES

هكذا من الناحية

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

JOUVENEL et CORDIER
recherche pour son usine de
CHARTRES

un ingénieur responsable de la
**gestion
de production**

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura la responsabilité :
• de la définition des approvisionnements en fonction des prévisions ;
• de la gestion de l'ensemble des stocks ;
• de la programmation des fabrications ;
• des plannings ateliers.

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé, âgé de 30 ans minimum, ayant une solide expérience de la gestion de production de matériels électromécaniques très diversifiés. Une autorité naturelle et des qualités d'animateur lui seront nécessaires pour entraîner son service et assurer pleinement sa fonction de coordination.

RÉSIDENCE : CHARTRES ou région.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions, sous référence 637, au Service du Personnel, 32, avenue Albert 1er - 92500 RUEIL.

SERIE RENAULT Engineering
recherche pour renforcer une de ses divisions

**UN INGENIEUR
D'AFFAIRES**

- Il aura une formation d'ingénieur du type A.M., INSA ou CNAM et âgé de 35 ans minimum possédant une expérience de plusieurs années en société d'ingénierie, de fabricant de biens d'équipement ou en mécanique.
- Il devra prendre la responsabilité des études de réalisation, des approvisionnements, du montage et de la mise en route à l'étranger d'affaires dans le domaine de la mécanique et transformation des métaux.
- Il fera preuve d'un esprit concret, aimant les contacts et sera apte à vivre par intermittence en bureau et sur chantier.
- Le salaire de départ sera extrêmement motivant pour un candidat désireux de s'affirmer et à qui de grandes responsabilités seront confiées.
- La pratique de l'anglais courant est demandée et/ou éventuellement de la langue russe.

Écrit avec C.V. détaillé manuscrit, photo, références et prétentions au :



Service du Personnel de la
SERIE - BP 18
2, av. du Vieux Etang
78380 Bois d'Arcy

**JEUNES CADRES
POUR S.A.V.**

Vous avez 27 ans minimum, un DUT, un BTS, ou un diplôme d'ingénieur, de préférence dans les domaines électromécanique, électronique, ou gestion.

Vous souhaitez faire carrière dans un groupe solide et performant.

Vous vous sentez attiré par une activité polyvalente exigeant des qualités de gestionnaire, le goût de la technique, et le souci de la communication humaine.

Nous vous proposons de travailler ensemble, dans un important Service Après-vente à Paris.

Notre rémunération de départ sera fonction de vos compétences, et non inférieure à 60.000 F.

Écrivez avec CV et photo à Service Y.



CONTROLEUR BUDGETAIRE

60.000 F - PARIS

Il s'agit d'un nouveau poste à pourvoir au sein de notre service contrôle de gestion.

En liaison avec le Contrôleur de gestion dont vous dépendrez, vous participerez à la mise en place des plans et budgets prévisionnels, l'analyse des coûts, la vérification des écarts, les comptes d'exploitation et des études ponctuelles à la demande de la Direction Financière.

Pour vous qui avez une première expérience de la comptabilité analytique, ce peut être une occasion d'élargir vos connaissances et vos responsabilités.

De notre côté, nous mettrons tout en œuvre pour vous aider à réussir.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3.359 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

À qui nous avons confié cette recherche.

Importante Entreprise
responsable des installations électriques
de l'AEROGARE du NOUVEAU AEROPORT
d'ABU-DHABI (Émirats Arabes Unis)

UN CONDUCTEUR DE TRAVAUX
adjoint de l'ingénieur responsable

NIVEAU S.T.S.
• Il est spécialiste des installations électriques M.T. et H.T.
• Il connaît la téléphonie et les courants faibles.

Ce poste conviendrait à un technicien supérieur de 35 ans environ, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle. Connaissance des chantiers à l'étranger et langues anglaise souhaitée. Logement + véhicule assurés.

recherche

UN CHEF DE CHANTIER 3^e échelon
directement responsable des équipements et des hommes.

• Il a une solide expérience des installations électriques de tous types. Connaissance des chantiers à l'étranger et langues anglaise souhaitée. Logement + véhicule assurés.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo, à :
M. SPEZ et M. CARRETE, 291, boulevard Raspail - 75015 PARIS CEDEX 14.

Produits Pharmaceutiques

**DIRECTEUR
TECHNIQUE**

F. 180.000 Max.

Un des leaders mondiaux de l'industrie Pharmaceutique et Chimique cherche pour Paris, le **DIRECTEUR TECHNIQUE** de sa filiale française en forte expansion. La fonction implique la responsabilité de plusieurs unités de production, fabrication, achats et logistique.

Le poste sera confié à un Pharmacien diplômé, âgé de 35 ans minimum, ayant une expérience solide, acquise de préférence dans une entreprise internationale. Sans être indispensable, une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. détaillé sous référence 18241 à : **SEXTANT/OPA** 182 av. Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine en indiquant votre adresse actuelle ainsi que votre adresse privée et votre numéro de téléphone.

Nous sommes un important Cabinet International de Conseil en Direction chargé de la sélection des Cadres. Nous serons heureux de recevoir les candidatures. L'identité des candidats ne sera dévoilée qu'avec leur accord donné à l'acte d'un entretien personnel.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
recherche pour son Siège Social en vue de renforcer son département :

« ÉTUDES ÉCONOMIQUES »

CHARGÉS D'ÉTUDES

qui se verront confier les études d'investissement et de rentabilité liées à la réalisation d'opérations immobilières tant à PARIS qu'en PROVINCE.

• Certains de ces postes pourraient convenir à des diplômés d'U.C.L. ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans les services spécialisés d'une banque, d'une société d'économie mixte ou d'une société d'aménagement. (Réf. A.)

• Les autres postes nécessitent une formation supérieure (école d'ingénieurs ou équivalent) complétée par une expérience professionnelle d'une banque, d'une société d'économie mixte ou d'une société d'aménagement. (Réf. B.)

Envoyez C.V. détaillé et prétentions en précisant la référence souhaitée à : **SEXTANT/OPA** 182 av. Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS

recherche pour son

DÉPARTEMENT CRÉDITS DOCUMENTAIRES

GRADÉS (ÉES)

et CADRES DE BANQUE

Expérience BANCAIRE ou à défaut bonne connaissance IMPORT-EXPORT.

ANGLAIS ESSENTIEL.

Avantages sociaux : restaurant d'entreprise.

Envoyez C.V. s/réf. 3279 à P. LICHOU S.A. 16, rue Lavoisier, 75003 PARIS CEDEX 03 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour l'une de ses divisions

siège dans la Banlieue Nord-Ouest de PARIS

un CADRE COMPTABLE

pour poste d'ADJOINT au CHEF des SERVICES COMPTABLES.

Pour postuler cet emploi il est indispensable :
- d'être titulaire de D.E.C.G. complètes ou d'avoir une formation SUP. de CO Paris ou province ;
- d'avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum ;
- d'avoir une bonne connaissance de la gestion informatique.

Les candidats intéressés par ce poste devront écrire avec C.V. photo et prétentions, n° 4534, **COTTESSÉ Publ.** 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

ATLAS COPCO FRANCE

« L'air comprimé au travail dans le monde entier »

**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

Pour être chargé de mission en Siège, au sein de son département « Compresseurs Industriels » :

Ingénieur diplômé, âgé de 30 ans minimum, connaissant l'anglais, le candidat aura obligatoirement acquis une expérience de caractère commercial le familiarisant avec les méthodes de travail des Sociétés d'ingénierie spécialisées en chimie, pétrochimie ou autres utilisant l'air comprimé.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo, prêt à A.G.F., Boite Postale 11, 95130 FRANCOVILLE, sous référence 78/AT - Discretion assurée.

SOCIÉTÉ ESPAGNOLE

DIMENSIONNEMENT INTERNATIONAL

recherche

Pour sa délégation installée à Paris

CADRE SUPÉRIEUR

chargé de la coordination administrative et financière pour ses différents bureaux en Europe. Le candidat devra avoir :

- une formation supérieure, Université, H.E.C. ou équivalent ;
- une expérience en technique financière administrative et contrôle de gestion ;
- maîtrise l'Anglais et l'Espagnol ;
- formation juridique appréciée ;
- réputation à concevoir selon aptitudes du candidat.

Envoyez curriculum vitae + prétentions à :
M. R. GUSTON, 22, boulevard Barthelemy 75012 PARIS, qui transmettra.

DIRECTION COMPTABLE

Importante Groupe Commercial Français
Chiffre d'affaires consolidé 1,5 milliard
recherche :

INSPECTEUR

Responsable Organisation Comptable
NIVEAU EXPERTISE

Expérience utilisation informatique
Connaissance anglaise souhaitée

Résidence Siège Social Paris avec fréquents déplacements sur Péninsule France et Afrique Noire.
Adr. lettre MAN. photo si possible et C.V. détaillé à : **COTTESSÉ Publ.** 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

cherche pour compléter son service études

1 PROGRAMMEUR-ANALYSTE

CONFIRMÉ COBOL-ANS

NIVEAU L.U.T. ou ÉQUIVALENT
Restaurant entreprise - Avantages sociaux.
Lieu de travail : Métro Port-de-Neuilly.

Envoyez C.V., photo et prétentions, réf. 5.514 à P. LICHOU S.A. 16, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

Pour succursale

importante Société Nigérienne

CHEF D'ATELIER CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Le candidat devra :
- posséder niveau S.T.S. ;
- justifier expérience dans second œuvre bâtiment ou dans constructions métalliques ;
- il sera affecté au département constructions tubulaires et métalliques.
Connaissance anglaise et expérience outre-mer appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 7 L 04 à : **CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE** 104, rue Ney, 69006 LYON.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

MEDECIN

adjoint au
directeur médical

Nous sommes un important Laboratoire Pharmacologique, Filiale d'un puissant Groupe International et nous recherchons responsable du service RECHERCHE ayant une solide formation médicale et capable de faire carrière dans la profession.

Il se verra confier :
• l'élaboration des protocoles, la mise en route et le suivi des expérimentations cliniques avant et après A.M.A. et la formation du réseau de Délégués Médicaux, le courrier médical.

Il devra participer au développement d'une politique de Relations Médicales : congrès, E.P.U., tables rondes etc... Une expérience d'un ou 2 ans dans la fonction sera très appréciée. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS NORD
Larges possibilités de carrière au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence, 328-14 au Docteur R. de CHIVREZ qui dirigera personnellement chaque candidat.



GIS GESTION INFORMATIQUE

recherche

1) INGÉNIEURS D'ÉTUDES
(RÉF. 10)

BONNE EXPÉRIENCE APPLICATION DE GESTION ET NOTAMMENT :

- PROBLÈMES FINANCIERS ET COMPTABLES ;
- GESTION BANCAIRE ;
- APPLICATION DE LA MÉTHODE PERT.

2) INGÉNIEURS (RÉF. 120)
PROGRAMMEURS SYSTÈMES
(RÉF. PS 20)

AVANT PRATIQUE À DIFFÉRENTS NIVEAUX :

- SIBIS 1/6 ;
- COOS 86 - COOS 84 ;
- D26 - D26 ;
- (POSSIBILITÉS MISSIONS À L'ÉTRANGER)

3) ANALYSTES PROGRAMMEURS
(RÉF. AP 30)

DUT informatique ou équivalent.
Bonne connaissance COBOL 3/00 F.L.
Envoyez CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ :
48, RUE DU HANDELACH, 75015 PARIS.
RÉPONSES ASSURÉES.

**ADJOINT
DIRECTEUR
FINANCIER**

100 000 F

recherché par importante société américaine (Banlieue Ouest Paris), leader dans sa branche en France.

Le candidat retenu possèdera impérativement une solide expérience de la comptabilité U.S. et de la fiscalité française.

Âgé de 28 ans minimum, de nationalité française de préférence, ce cadre maîtrisera parfaitement la langue anglaise. Il devra en outre pouvoir justifier d'aptitudes à la direction d'un département de 40 personnes.

RÉELLES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER.

Adresser lettre man., C.V. et photo à n° 3.025, P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 PARIS.
Réponse et discrétion totale assurées.

U.R.S.S.A.F. DE PARIS

SÉCURITÉ SOCIALE

recherche

ORGANISATEUR CONFIRMÉ

- ayant bonne expérience en matière d'information (analyse organisationnelle, exploitation et emploi, possibilités des ordinateurs et de leurs périphériques) ;
- responsable des études, assurera la coordination entre l'information et services utilisateurs.

NOTA

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ainsi que les prétentions en matière de salaire annuel devront être adressées à la :

DIVISION DU PERSONNEL DE L'U.R.S.S.A.F.
47, avenue Simon-Bolivar, 75009 PARIS CEDEX 19.

[illegible]

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12

2500

1000

90%

CF.

1973

24

M

RER

N° Art.

Prix moyen du m²

Prix moyen du m² terrain et déditif

montant des prêts cumulés et durée

prêt du Crédit Foncier

année de livraison et trimestre

Nombre d'app.

Parkings en surface

Garages en sous-sol ou bec

Méto

Autobus

R.E.R. Station

Autoroute ou périphérique

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h, sauf dim.

7

8.000

80%

20

1977

15

49

Dispo. 18

M

INVALIDES LA TOUR NAUBOURG

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ Belle demeure parisienne. Tr. fit riv, de prestat. Ds le centre noble de la ville. De la chambre ou 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, des terrasses sur toit, vosrs boisoirs. Bur. vie sur pl., lundi ou vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.

COMEGI

74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

12

5.700

80%

20

1978

15

21

27

84

89

47

91

M

CENEST-DAIMBERTON

IMMEUBLE

LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveaux, Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bur. vente 57, rue Lhomond, Paris-5, tél. 707-02-30

AÉRONAUTIQUE

37

McDonnell-Douglas devra choisir entre son projet d'un nouveau DC-9 et sa coopération avec Dassault-Breguet à partir de l'avion Mercure

CONCORDE AUX ÉTATS-UNIS

Newark au lien de New-York ?

Les représentants français, dans les discussions avec McDonnell-Douglas pour la construction, en commun d'un nouveau moyen-courrier dérivé du Mercure, conçu par le groupe privé Dassault-Breguet, ont demandé à la société américaine de choisir entre ce projet de coopération transatlantique et son intention de lancer le programme concurrent d'un modèle de l'avion DC-9 existant.

De l'attente adoptée, en définitive, par le constructeur américain dépendra l'issue des négociations engagées avec lui par Dassault-Breguet, avec l'accord du gouvernement français, sur le projet d'un nouvel avion de ligne.

C'est au lendemain du Salon International du Bourget, il y a bientôt deux ans, qu'ont commencé des discussions entre industriels américains et français, au terme desquelles le projet d'une association McDonnell-Douglas et Dassault-Breguet fut présenté au projet de coopération entre Boeing et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA).

Le programme retenu par les partenaires de la première association vise la production d'un avion moyen-courrier bimotoeur qui emprunterait des éléments à la composition du Mercure, actuellement en service à Air Inter, et qui serait capable d'acheminer cent soixante passagers environ sur des étapes supérieures à 3 000 kilomètres.

A court terme

McDonnell-Douglas et Dassault-Breguet, auxquels s'est jointe ultérieurement la SNIA après l'échec de ses pourparlers avec Boeing, ont annoncé, à la fin de l'année dernière, que cet avion, baptisé ASMR (Advanced Short to Medium Range, ou court et moyen-courrier moderne à réaction), serait construit à égalité de responsabilités par tous les partenaires.

Dans une lettre à M. Edgar Faure

M. Roger Partrat, député réformateur de la Loire et président la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises de constructions aéronautiques, a protesté contre la divulgation d'informations concernant ce genre de commission.

Dans une lettre adressée à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et rendue publique mardi 22 mars, M. Partrat écrit notamment : « Certains organes de presse ont cru devoir publier de larges informations sur les travaux et le contenu du rapport de la commission d'enquête. Je ne peux donc que m'interroger sur l'origine de ces divul-

gations, dont l'inspiration orientée et tendancieuse transparaît aisément dans les articles en question, tout en observant que ces articles contiennent tous des erreurs de faits identiques, qui ne se retrouvent évidemment pas dans le corps même du rapport. Il sera donc d'en parler en cas de publication », ajoute-t-il.

Après avoir rappelé la règle du secret qui s'applique aux travaux des commissions d'enquête parlementaires et les peines encourues par ceux qui se rendent coupables de divulgations ou qui les divulguent, M. Partrat indique qu'il se sent personnellement responsable envers les témoins qui ont librement comparu et dont les déclarations devaient demeurer secrètes jusqu'à la publication officielle du rapport.

Il s'interroge pour l'avenir sur l'utilisation d'un instrument de contrôle parlementaire dont l'intérêt peut être fortement amoindri si l'Assemblée nationale ne conserve pas toute sa souveraineté quant à la décision de divulgation.

Il appartient, en principe, à l'Assemblée nationale de se prononcer au cours de la prochaine session de printemps sur l'opportunité de la publication des conclusions du rapport.

BIBLIOGRAPHIE

« LES PHOTOS »

Sont-ils des hommes ou tout bonnement des « pachas » ? A vrai dire, ni l'un ni l'autre. Le livre de Germain Chambois et Jean-Pierre Mitrois — « Les Pilotes — la route de remonter les choses à leur place. A travers les témoignages qu'ils ont recueillis et les histoires qu'ils racontent apparaissent des hommes presque ordinaires, à leur aise aussi bien dans la routine que dans l'aventure. Le souvenir des « grands sautiers » — Mermoz, Saint-Dumont, Bidois — qui volaient sur des « machines bricolées dans des garages avec du bois et de la toile », continue de les fasciner. De leurs aînés, ils ont gardé le goût du risque souffrant parfois d'être assimilés par certains à de simples conducteurs d'autobus. Comme et la technique avait répondu à tous !

Attirés par la difficulté et peu soucieux d'en tirer gloire, les pilotes ne craignent pas de se rendre à des « affaires » où ils risquent gros. Ainsi, de l'équipage d'Air France qui, le 19 janvier 1976, convoqua d'Orly à Bagdad un commando de trois hommes. Ainsi des volontaires du Biafra qui, sous les couleurs de la Croix-Rouge, firent du transport de vivres, naviguant au plus près pour éviter la D.C.A. ennemie et posant leur appareil sur des routes de routes nationales.

Missions accomplies, les pilotes rentrent dans le rang comme ils en étaient sortis, « sans autre de gloire ». Il est heureux que Germain Chambois et Jean-Pierre Mitrois aient entrepris à un public qui se contente de regarder les avions et d'en rêver. Sans plus.

« Les Photos », Germain Chambois et Jean-Pierre Mitrois, Presses de la Sorbonne, 20 F.

CATASTROPHES

LE SÉISME D'IRAN : UNE CENTAINE DE MORTS

Téhéran (A.F.P. Reuters). — Une centaine de morts et un nombre indéterminé de blessés : tels seraient les chiffres très provisoires des deux violents tremblements de terre qui se sont produits en Iran, à une heure vingt minutes d'intervalle, vers 10 h, le matin du 22 mars (heure locale).

Les épicentres de ces deux séismes étaient situés dans le défilé d'Ormaz (à l'entrée du golfe Persique). La magnitude des secousses était proche de 7, celle de la seconde était encore plus forte.

C'est toute la région de Bandar-Abbas, port important du golfe Persique, qui a été touchée, non seulement la ville, qui compte environ cent mille habitants, mais aussi les localités côtières voisines.

Depuis ces deux secousses principales, les « répliques » sont nombreuses : selon le laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique, on en a eu 23 mars, à 11 heures, à dix-sept répliques, dont une de magnitude supérieure à 5, et dix-huit de magnitude comprise entre 4,9 et 5.

che il considère que la clientèle des compagnies aériennes exprime le besoin — plus urgent — d'un avion de deux cents à deux cent vingt places capables de franchir des étapes de 6 000 kilomètres environ, reliant par exemple les côtes est et ouest des États-Unis. Ainsi, le projet ASMR ne serait pas adéquat, mais celui d'un moyen-courrier plus ambitieux se révélerait adapté au marché des toutes prochaines années. McDonnell-Douglas est conforté dans son appréciation depuis que ses principaux rivaux, Boeing, et surtout Lockheed, ont indiqué qu'ils avaient préparé les plans d'un tel avion.

Un concurrent de l'Airbus

Le misse au point par McDonnell-Douglas d'un appareil de ce modèle, déjà connu sous le nom de DC 200, entrerait directement en compétition avec le programme européen de l'Airbus, puisqu'il est prévisible que les industriels français et allemands — en accord ou non

avec les constructeurs britanniques — chercheront à développer plusieurs versions à partir de l'appareil actuel de base. En particulier, la version B-10 d'un Airbus de deux cents à deux cent vingt places est à l'étude en Europe, et le DC 200, s'il voit le jour, apparaît d'ores et déjà comme l'un de ses principaux concurrents.

A plusieurs reprises, dans un passé récent, le gouvernement français a eu l'occasion d'affirmer qu'il n'était pas question pour lui de sacrifier les chances commerciales de l'Airbus à la signature d'un contrat de coopération transatlantique.

C'est vraisemblablement au début du mois prochain que McDonnell-Douglas devra rendre sa réponse et préciser sa stratégie à un gouvernement français qui ne dispose pas de nombreuses politiques de remplacement dans le cas d'un échec des négociations sur un successeur de plus en plus hypothétique du Mercure.

JACQUES ISNARD.

Le « conseil pour le contrôle du bruit » de l'Etat du New-Jersey vient de recommander au gouverneur de cet Etat d'interdire l'acès de Concorde aux aéroports locaux, en particulier à celui de Newark. Cet aéroport, situé à une trentaine de kilomètres de Manhattan et en dehors des limites administratives de l'Etat de New-York, aurait pu, en effet, servir de « terrain de rechange » au cas où Concorde aurait été interdit de séjour à Kennedy-Airport. Le maire de Newark s'était déclaré favorable à une telle formule bien que son aéroport n'offre pas des correspondances aussi nombreuses et faciles que celui de New-York.

Le bruit causé par Concorde excède un niveau « acceptable », affirme le conseil dans sa recommandation à M. Brendan Byrne, gouverneur. Celui-ci avait adopté une attitude nettement plus favorable que M. Hugh Carey, gouverneur de l'Etat de New-York, à l'encontre de Concorde. Au même titre que ce dernier, il a droit de veto sur les décisions du Port de New-York.

Tout en réaffirmant sa volonté de faire respecter les normes de bruit établies pour l'aéroport Kennedy, M. Carey vient d'indiquer qu'il existait une possibilité que Concorde soit autorisé à se poser sur cet aéroport. Le Port de New-York étudie avec attention les nouveaux rapports sur le bruit que lui ont communiqué Air France et British Airways. « Il est prématuré pour moi de dire quoi que ce soit avant que ces rapports aient été examinés », a ajouté le gouverneur.

M. Georges Carpentier, député socialiste de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), a demandé, le mardi 22 mars, à l'ambassade des États-Unis de plaider auprès du gouvernement américain la cause de l'Airbus et du Concorde. Dans sa lettre, il rappelle la place importante, au niveau de l'emploi, que tient l'aéronautique dans la région avec six mille travailleurs et l'importance vitale, pour l'avenir de la région, de la poursuite des programmes Concorde et Airbus.

bravo la 12

469 F*

par mois



Pour partir en Renault 12, il vous suffit de verser un loyer mensuel modéré, payable d'avance, ainsi qu'un dépôt de garantie récupérable ** en fin de contrat.

Ce dépôt peut éventuellement être constitué par la reprise de votre véhicule actuel.

En fin de contrat, vous pourrez choisir en toute liberté :

- soit acheter la voiture, pour un montant égal à votre dépôt de garantie, dans ce cas aucune nouvelle sortie d'argent,
- soit renoncer à cet achat, rendre la voiture et récupérer votre dépôt de garantie initial.

* Modèle	Prix catalogue au 28/2/77	Dépôt de garantie récupérable	Mensualités pendant 4 ans
Renault 12L	23700 F	2300 F	469 F la 1 ^{re} année 661 F la 2 ^e année 718 F la 3 ^e année et la 4 ^e année

Option d'achat à la fin de la 4^{ème} année : 2300 F, soit un prix total d'acquisition de 35022 F.T.T.C. (tarème au 15/03/77). L'option d'achat peut également être levée en fin de 2^{ème} ou 3^{ème} année. Votre concessionnaire Renault vous donnera toute précision à ce sujet.

RENAULT 12

Renault préconise elf

Veuillez me faire parvenir sans engagement, toute information concernant les diverses possibilités de financement de la Renault 12.

Nom _____

Adresse _____ N° _____

Code Postal _____ Ville _____

Retourner ce bon à Renault-Informations BP 142 / 92106 Boulogne-Billancourt.

(PUBLI-TE)
VILLE DE DEAUVILLE

AMÉNAGEMENT DU FRONT DE MER
AVIS DE CONCOURS

La ville de DEAUVILLE organise un concours ouvert à toutes formes d'équipes françaises ou étrangères portant sur l'aménagement du front de mer.

— Ce concours sera jugé à 2 degrés. Le premier degré portera sur le parti général de l'aménagement et aura pour objet de retenir 5 concurrents pour le second degré.

— L'équipe jugée première assurera la réalisation de la première tranche, en fonction de la maîtrise foncière des sols et la Direction de l'ensemble retenu.

— Les équipes suivantes recevront un prix en espèces.

— Les demandes d'inscriptions devront parvenir à :

Monsieur le MAIRE de la Ville de DEAUVILLE
14800 DEAUVILLE, avant le 15 avril 1977 à 17 heures.

Les projets devront être remis à la Mairie de DEAUVILLE avant le 15 juillet 1977 à 17 heures, selon les modalités définies par le dossier de concours.

La consultation des pièces du dossier peut se faire au Secrétariat général de la Mairie tous les jours ouvrables de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures, sauf le samedi après-midi.

(PUBLI-TE)
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOGEDIA

13, avenue Claude-Debussy - 13 ALGER

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres est lancé pour la fourniture de 8.000.000 (huit millions) de boîtes métalliques format 6 OZ, aux caractéristiques suivantes :

— Boîtes 6 OZ aux dimensions suivantes : 52,6 x 95 mm contenance 17,5 cl en fer blanc électrolytique d'une épaisseur de 0,20 à 0,22 mm, verni intérieur total fond et couvercle verni intérieur et extérieur, intérieur de la boîte verni après soudure.

Recouvrement d'étoile 100 à 150 livres maximum.

Les offres doivent être soumises pour deux variantes :

1) Ouverture tira open ;

2) Ouverture normale (à l'aide d'un ouvre-boîtes).

Les plis doivent parvenir à SOGEDIA, 13, avenue Claude-Debussy, ALGER, sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de façon apparente la mention : « Appel d'offres international, boîtes 6 OZ ». Ne pas ouvrir.

Les délais de réponse sont fixés au 15-4-1977, délai de rigueur.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Fleurir les guichets ?

(Suite de la première page.)

Quelle leçon tirer de l'ensemble des réclamations reçues par les services de M. Alain Paquet ? En regardant avec ceux qui, chaque jour, servent de relais entre la « pétale » et les bureaux on peut classer ainsi par ordre décroissant les vices de l'administration particulièrement ressentis par les citoyens.

1) Les services, du haut en bas de l'échelle, ne se préoccupent pas de l'information des administrés. Il s'agit d'un véritable dédain de cette fonction indispensable. Le devoir s'arrête à l'application au cas particulier des « lots et règlements ». Dans son prochain rapport annuel, portant sur l'année 1976, le médiateur ne sera pas tendre à cet égard pour l'administration. « L'organisme réplique sur lui-même, fermé, égoïste, anachronique ». Il suggère que l'information sous sa forme « portable » — le service public allant au-devant de ses administrés — l'emporte de plus souvent possible sur l'information du type « quérable » — où l'on se borne à indiquer à l'administré en quel endroit et après quelles démarches il trouvera les renseignements dont il a besoin.

Le message doit être clair et parvenir à l'administré au moment où il a besoin de le lire. Les affichages dans les mairies, l'utilisation systématique de la presse, les explications à l'écrit sur certaines formules de la vie courante, paraissent de plus en plus indispensables. Les citoyens de milieu modeste sont complètement perdus dans le dédale administratif.

2) Le fonctionnaire ne traite pas l'administré comme un client. Il ne se donne pas la peine d'expliquer pourquoi il réagit de telle façon à une demande, pourquoi il refuse de donner satisfaction à un solliciteur. Tant que le citoyen ne pourra exiger de connaître le nom de celui avec qui il traite, tant que la carrière du fonctionnaire ne dépendra en aucune façon de la manière dont il réagit face aux administrés, de l'efficacité de son service, peu de progrès pourront être accomplis.

3) Le fonctionnaire n'est pas sensible à la notion de l'échéance, de l'urgence. Il a tout le temps devant lui, il est prisonnier des moulins de gestion de son service, son imagination se prêtant mal à la découverte de circuits courts. Sur ce chapitre, il faut dire que l'administration a quelques excuses : compétente, honnête, elle n'a pas toujours les moyens indispensables pour accomplir sans lenteur sa tâche soit par insuffisance de personnel, soit le plus souvent parce qu'il est mal utilisé.

4) L'administration n'est pas « une ». La complexité des structures est telle que les actions ne sont pas toujours cohérentes. On nous a signalé ainsi l'exemple de deux bureaux des finances voisins amenés à prendre des décisions différentes sur des affaires exactement semblables.

De même l'administration a toujours le réflexe de tirer la couverture à elle : lorsqu'une décision juridictionnelle est prise en faveur d'un administré, c'est un « cas d'espèce » ; lorsqu'elle est prise en faveur de l'administration, elle fera bien sûr jurisprudence !

Le maire, premier recours

Le travail d'Hervé qui consisterait à remédier aux maux concrets enregistrés par le public du fait de l'administration, en multipliant par exemple les effectifs au service du médiateur, ne serait évidemment pas la bonne solution. Il faut remonter aux causes et s'en tenir à quelques principes simples dont l'application a déjà fait ses preuves ici ou là.

Ainsi paraît-il salutaire que, à l'imitation de la Suède, on facilite en France la communication au public des documents des administrations. Une commission « pourvue d'une autorité morale incontestable » décidera, cas par cas, on le sait, ceux qui seront ainsi « déclassifiés » comme on dit en langage de secret scientifique.

Mais les vrais remèdes au conflit entre l'administration et

son public passent sans l'ombre d'un doute par la décentralisation, on ne le répètera jamais assez. Un sondage publié le mois dernier (4) est très révélateur à ce sujet : des Français pensent que la personne la mieux placée pour intervenir efficacement auprès de l'administration dans un conflit entre le citoyen et les services publics, c'est le maire. Et combien de réclamations seraient évitées si l'on pratiquait ce qu'on appelle le « principe de subsidiarité », en vertu duquel la décision doit être prise au plus bas niveau qu'il est possible, et si les fonctionnaires de l'administration centrale étaient tous obligés de servir quelques années en province au début de leur carrière.

Michel Crozier, qui a passé des années d'entomologiste à étudier le comportement des agents de la « société bloquée » reconnaît (5) que le système politico-administratif départemental paraît encore relativement efficace et humain, mais qu'en zone urbaine, c'est-à-dire pour la moitié au moins de la France, ce système est devenu « chaotique, irresponsable et insupportable pour l'administré ». Le sociologue explique ainsi le phénomène : les mécanismes bureaucratiques traditionnels sont en zone rurale corrigés par l'intervention avisée des notables qui constituent un pouvoir parallèle très efficace. Grâce à eux, les administrés ont un accès facile auprès des autorités et n'ont aucune peine à obtenir les arrangements et accommodements dont ils ont besoin. « A l'échelon de décision, les notables contrôlent les fonctionnaires dont ils humanisent l'action et les fonctionnaires guident les notables qu'ils empêchent de tirer parti abusivement de leur pouvoir. Ce système de contrôle croisé est rompu en zone urbaine dans la mesure où il n'y a plus

de vrai notables proches de la population et pouvant servir de relais. »

Autorégulations et essor

Le temps viendra peut-être d'une véritable gestion administrative « négociée » avec les citoyens, mais en attendant mieux vaut compter, dans les grandes villes en tout cas, sur la mise en place de systèmes d'autorégulations à différents niveaux. Heureusement, de plus en plus de fonctionnaires sont persuadés que le service public, c'est le service du public. Certains d'entre eux, et non des moindres, se sont même regroupés dans une « Association pour l'amélioration des rapports entre l'administration et le public (6) ».

L'effort ne doit pas, au reste, venir que d'un seul côté. L'administré a parfois trop tendance à croire que tout lui est dû, il a trop été habitué par le système à se complaire dans une mentalité d'assisté. C'est seulement dans la mesure où de part et d'autre le sens des responsabilités sera restauré que de nouveaux modes de relations plus humains et plus efficaces pourront s'établir entre le citoyen et les « bureaux ». Comportements qui pourraient considérablement atténuer les prérogatives de la puissance publique. « La manière la plus efficace pour l'homme de demander d'être écouté par l'administration », écrit M. Roger Grégoire, sera d'en devenir un responsable ».

PIERRE DROUIN.

(4) Le Quotidien de Paris, 9 février 1977.
(5) Lire notamment la communication à l'Académie des sciences morales et politiques du 3 mai 1976.
(6) ARAP, 82, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris.

Pâques à Superdévoluy Enneigement et soleil

Pâques à Superdévoluy 1500-2500 m

Pâques à Superdévoluy studio 4 personnes 1 semaine 973 F

Pâques à Superdévoluy Réservations 359.64.12

par destination du rond-point des Champs
Elysées B.P. 31.108 75365 PARIS CEDEX 08.

En cours des deux dernières années
on est toujours descendu à
ski à la station le 17 avril.

(PUBLI-TE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SONIPEC - 100, rue de Tripoli - H.-DEY

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation d'une étude technico-économique concernant la faisabilité d'un projet destiné à produire des vêtements en cuir, civils et professionnels.

Les organismes intéressés sont invités à retirer le cahier des charges à SONIPEC, Direction des Etudes, 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey (ALGER), contre paiement de la somme de 50 DA.

La date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double pli cacheté portant la mention « Soumission pour la réalisation d'une étude technico-économique : projet vêtements en cuir. Ne pas ouvrir ».

(PUBLI-TE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SONELGAZ

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

SONELGAZ doit réaliser dans la région de JIJEL (EST ALGERIE) une centrale thermique vapeur à réfrigération par eau de mer au site vierge composée de 4 groupes de taille unitaire d'environ 180 MW chacun.

Les travaux d'infrastructure se décomposent principalement en 2 lots :

- Lot n° 1 : Fondations profondes : 1.200 puits de profondeur moyenne 20 m et de capacité portante 80 à 120 tonnes
- Lot n° 2 : Gâse civile de la Centrale composée d'un bloc usine des circuits d'eau de mer de réfrigération et d'ouvrages annexes : ateliers, magasins, bâtiments administratifs et sociaux

Approximativement l'ampleur des travaux se présente comme suit :

- Excavations : 80 000 m³
- Béton : 50 000 m³
- Coffrages : 100 000 m²
- Acier pour béton : 5 000 t

Les Sociétés intéressées soumettront leur candidature avec leurs références au plus tard le 15 avril 1977 à l'adresse suivante :

SONELGAZ

DIRECTION DE L'INGÉNIERIE
SERVICE ENGINEERING DES MOYENS DE PRODUCTION
ALGER

Les documents d'appel d'offres seront disponibles à la fin du premier semestre 1977.



La musique de Chopin et le bruit de la rue ne font pas bon ménage !

Si le bruit de la rue vous agresse en permanence, au point de vous empêcher d'écouter votre musique préférée, c'est que vos fenêtres ne sont pas suffisamment isolantes.

Alors ? Une des meilleures solutions est de les remplacer par des fenêtres en aluminium Arcadia-Rénovation : elles sont robustes, esthétiques et faciles à poser (sans travaux de maçonnerie ni de peinture). Elles vous garantissent une excellente isolation phonique. Et thermique l'hiver. Et cet investissement est déductible de vos impôts.

Pour tout savoir sur Arcadia-Rénovation, renvoyez-nous vite le bon ci-dessous.

Fenêtres en aluminium arcadia Rénovation
Pour être parfaitement isolé du bruit (et du froid)

Gratuitement et sans engagement, je désire en savoir plus sur les fenêtres en aluminium Arcadia-Rénovation.

Je préfère : ☐ Recevoir une documentation, ☐ Recevoir la visite d'un spécialiste-conseil Arcadia-Rénovation (cocher la formule choisie)

NOM : _____ Profession : _____
Adresse : _____ Tel. : _____

Bon à découper et à renvoyer à Arcadia-Rénovation, 56 avenue Augustin Dumont - 92240 MALAKOFF - Tél. : 657.46.61

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le projet de loi sur l'amélioration des relations entre le fisc et les contribuables

Éviter l'arbitraire de l'administration

Le conseil des ministres de ce mercredi 23 février devait examiner le projet de loi sur l'amélioration des relations entre le fisc et les contribuables, annoncé le 17 février par M. Cressat (ministère de l'économie). Ce projet de loi vise à améliorer les relations entre le fisc et les contribuables, en particulier en matière de procédures judiciaires et de recours.

Le projet de loi vise à améliorer les relations entre le fisc et les contribuables, en particulier en matière de procédures judiciaires et de recours. Il prévoit notamment :

- 1) L'instauration d'un droit de recours immédiat contre les décisions de l'administration fiscale.
- 2) La création d'un tribunal administratif spécialisé en matière fiscale.
- 3) L'instauration d'un droit de recours immédiat contre les décisions de l'administration fiscale.
- 4) La création d'un tribunal administratif spécialisé en matière fiscale.

Le projet de loi vise à améliorer les relations entre le fisc et les contribuables, en particulier en matière de procédures judiciaires et de recours. Il prévoit notamment :

- 1) L'instauration d'un droit de recours immédiat contre les décisions de l'administration fiscale.
- 2) La création d'un tribunal administratif spécialisé en matière fiscale.
- 3) L'instauration d'un droit de recours immédiat contre les décisions de l'administration fiscale.
- 4) La création d'un tribunal administratif spécialisé en matière fiscale.

BILLET

Les Tanneries françaises réunies passeront-elles sous le contrôle de l'État... britannique?

L'adhésion des Tanneries françaises réunies à l'Union européenne n'a pas été sans poser de problèmes. Ce groupe, première firme française du secteur, pourrait finalement devoir son salut au gouvernement britannique.

Le groupe des Tanneries françaises réunies, qui compte 150 entreprises, a été créé en 1965. Il a été le premier à adhérer à l'Union européenne. Cependant, son statut juridique est devenu problématique, car il n'est pas clair si le groupe est une entité juridique distincte ou s'il s'agit d'une simple association d'entreprises.

Le groupe des Tanneries françaises réunies, qui compte 150 entreprises, a été créé en 1965. Il a été le premier à adhérer à l'Union européenne. Cependant, son statut juridique est devenu problématique, car il n'est pas clair si le groupe est une entité juridique distincte ou s'il s'agit d'une simple association d'entreprises.

LA SOCIÉTÉ BELGE GENERAL BISCUIT PASSE SOUS LE CONTRÔLE DU GROUPE L'ALIMENT ESSENTIEL

L'assemblée générale extraordinaire de la société belge General Biscuit, qui a eu lieu le 23 février, a décidé de passer sous le contrôle du groupe L'Aliment Essentiel.

Le groupe L'Aliment Essentiel, qui est une filiale du groupe français Danone, a acquis la société belge General Biscuit. Cette acquisition fait partie d'une stratégie de développement international du groupe L'Aliment Essentiel.

Le groupe L'Aliment Essentiel, qui est une filiale du groupe français Danone, a acquis la société belge General Biscuit. Cette acquisition fait partie d'une stratégie de développement international du groupe L'Aliment Essentiel.

EMPLOI

Le niveau du chômage serait plus proche des évaluations de la C.G.T. que de celles du ministère indique un rapport du Conseil économique et social

Le C.G.T., qui fait état d'un million et demi de chômeurs en France, est peut-être plus proche de la vérité que le ministère du travail qui, parlant du sujet, cite seulement un million de demandeurs d'emploi.

Le Conseil économique et social, dans un rapport publié le 23 février, indique que le niveau du chômage est plus proche des évaluations de la C.G.T. que de celles du ministère du travail.

Le Conseil économique et social, dans un rapport publié le 23 février, indique que le niveau du chômage est plus proche des évaluations de la C.G.T. que de celles du ministère du travail.

ENTREPRISES PUBLIQUES

LA SITUATION FINANCIÈRE D'E.D.F. A ÉTÉ ASSAINIE EN 1976

L'exercice 1976 s'est soldé pour l'Electricité de France par un déficit d'exploitation de 621 millions de francs. Son directeur général, M. Bouteux, n'a pas masqué ce résultat en disant que le résultat était satisfaisant.

L'exercice 1976 s'est soldé pour l'Electricité de France par un déficit d'exploitation de 621 millions de francs. Son directeur général, M. Bouteux, n'a pas masqué ce résultat en disant que le résultat était satisfaisant.

Plaidoyer

La présentation des comptes financiers d'Electricité de France offrait un digne prétexte de plaidoyer pour le directeur général, M. Bouteux, qui a tenu à répondre aux attaques dont elle est l'objet.

La présentation des comptes financiers d'Electricité de France offrait un digne prétexte de plaidoyer pour le directeur général, M. Bouteux, qui a tenu à répondre aux attaques dont elle est l'objet.

in et le bruit ménage!

Le bruit est un problème de santé publique. Il faut prendre des mesures pour le réduire.

Le bruit est un problème de santé publique. Il faut prendre des mesures pour le réduire.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA CHUTE DE LA BOURSE DE PARIS

L'évolution des résultats des entreprises compte autant que la crainte des nationalisations

La Bourse de Paris a réagi par une baisse de 5 % en deux jours à l'avance de la gauche au deuxième tour des élections municipales. Cette chute porte à 10 % le fléchissement constaté depuis le début de l'année, qui fait lui-même suite au recul de 22 % enregistré en 1976, année durant laquelle Paris avait connu la plus mauvaise performance de toutes les grandes places.

L'indice général des valeurs françaises tend ainsi à rejoindre son plus bas niveau, enregistré à l'automne 1974. Il a même enfoncé si l'on tient compte de l'érosion monétaire. Quant au volume des transactions, il se rétrécit comme une peau de chagrin, accusant une diminution de 30 % depuis le 1^{er} janvier.

Tout s'est ligé pour provoquer ce marasme : la crise économique de 1975 et ses prolongements en 1976 et en 1977, la discussion et le vote de la loi sur les plus-values, et naturellement la perspective d'une victoire éventuelle de la gauche aux élections législatives de 1978, avec son programme de nationalisations.

À cette occasion, il a paru intéressant de relever dans quelle mesure les cours des valeurs « nationalisables » aient été influen-

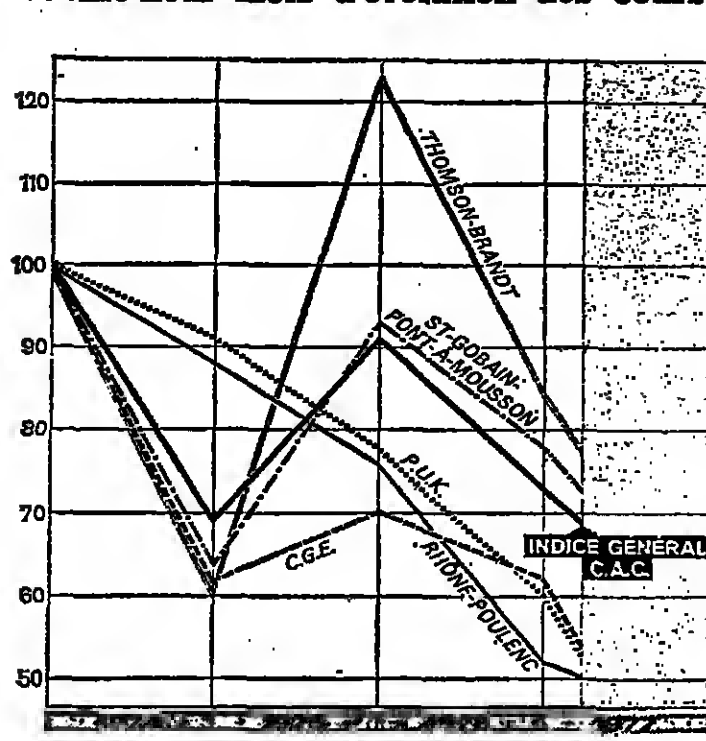
ces par cette menace. Le graphique ci-dessous montre les variations de quatre d'entre elles, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, Thomson-Brandt, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) et la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.), par rapport à l'indice général de change (indice C.A.C.).

Une première remarque s'impose : le parallélisme n'a pas été parfait, tant s'en faut, ces dernières années, mais il le devient à cette occasion, il a paru intéressant de relever dans quelle mesure les cours des valeurs « nationalisables » aient été influen-

ces par cette menace. Le graphique ci-dessous montre les variations de quatre d'entre elles, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, Thomson-Brandt, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) et la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.), par rapport à l'indice général de change (indice C.A.C.).

Une première remarque s'impose : le parallélisme n'a pas été parfait, tant s'en faut, ces dernières années, mais il le devient à cette occasion, il a paru intéressant de relever dans quelle mesure les cours des valeurs « nationalisables » aient été influen-

Trente-neuf mois d'évolution des cours



MARCHÉ COMMUN

La Commission de Bruxelles souhaite faciliter une restructuration de la sidérurgie européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Les 23 et 24 mars à Rome le Conseil européen débattait des efforts à entreprendre pour limiter les effets pervers de la crise qui affecte la sidérurgie européenne. M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle, a mis la dernière main lundi au bref document que la Commission soumettra à cette fin aux chefs de gouvernement.

Deux idées y sont mises en relief. D'une part, l'opportunité pour la Communauté de contribuer, fût-ce de manière relativement modeste, au programme de restructuration élaboré dans les différents États membres ; d'autre part, sur le plan de la gestion du marché, la nécessité de renforcer le plan anticrise du 1^{er} janvier.

La Commission ne rentre pas dans le détail des mesures à prendre ; celles qu'elle envisage d'arrêter le 4 avril sont déjà connues (le Monde du 19 mars) et, relevant directement de sa compétence, n'ont pas à faire l'objet d'un examen pointilleux des chefs de gouvernement. Ce qu'elle attend de ceux-ci, c'est un acte politique : la manifestation d'une préoccupation collective.

Deux principaux aspects sont évoqués dans le document de la Commission.

● La restructuration de l'industrie sidérurgique. — Celle-ci est indispensable afin d'adapter l'instrument de production à la demande et d'être mieux en mesure de faire face à la concurrence extérieure. Les programmes en cours d'élaboration ne peuvent cependant se limiter à la rationalisation de l'appareil de production. Celle-ci, impliquant inéluctablement une réduction des postes de travail, doit être complétée par une politique de conversion (investissements plus formation), de nature à empêcher l'aggravation du chômage.

La commission suggère d'utiliser plus largement les possibilités d'intervention offertes par les articles 54 et 56 du traité de la CEEA. L'article 54 prévoit des prêts aux investissements dans l'industrie de l'acier ; l'article 56 rend possible l'ouverture de crédits à des industries existantes à la sidérurgie. Faire davantage appel aux possibilités offertes par l'article 56 permettrait des interventions de caractère régional de nature à sauvegarder l'emploi. En 1977, les prêts accordés par la Communauté plus sélectivement que par le passé tant à la rationalisation qu'à la conversion, devraient se situer entre 600 et 700 millions d'unités de compte (entre 300 et

3 850 millions de francs).

Toujours dans cet objectif — priorité à l'emploi — la Commission voudrait que les différents mécanismes de la solidarité financière existants, autres que les crédits CEEA (Fonds social, Fonds régional, Banque européenne d'investissement), puissent jouer sans entraves juridiques, au profit des régions sidérurgiques touchées par la crise. En outre, elle envisage, on le sait, de dégager de nouveaux crédits budgétaires (il s'agitrait de 40 millions d'U.C., soit 200 millions de francs) pour réduire les taux d'intérêt des prêts consentis aux industriels.

● LA GESTION DU MARCHÉ. — Comment faire jouer plus efficacement le plan anticrise ? Au-delà de la réduction ordonnée des livraisons, l'action de la Communauté peut s'orienter dans deux directions : un contrôle des prix et une limitation des importations. M. Davignon, constatant les réticences de certains gouvernements à ce sujet, est apparemment décidé à aborder prudemment ces thèmes délicats. Sans enlever les termes de prix minima (prévus pour les ronds à béton) ou de prix-planchers (ces prix minima indicatifs (ces prix minima indicatifs prévus pour les autres produits sensibles) ne figurent pas dans le texte soumis aux chefs de gouvernement.

PHILIPPE LEMAITRE.

FISCALITÉ

LES « NEUF » ADOPTENT UN SYSTÈME COMMUN DE PERCEPTION DE LA T.V.A.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). — Mettant fin à des discussions qui traînaient au niveau des experts depuis des mois, le conseil des ministres de la C.E.E. réuni le mardi 22 mars à Bruxelles s'est mis d'accord sur le système commun de perception de la T.V.A. Cela signifie que, moyennant un certain nombre de dérogations ou d'adaptations, les mêmes produits, les mêmes opérations, seront désormais assujettis à la T.V.A. sur l'ensemble du territoire de la C.E.E. On ne peut cependant pas parler encore de « T.V.A. européenne », puisque les taux appliqués continueront à varier, et de manière parfois très sensible, d'un État membre à l'autre : le taux nominal de T.V.A. est, par exemple, de 8 % en Grande-Bretagne, 11 % en Allemagne, 12 % en Italie, 17,5 % en France (depuis le 1^{er} janvier) et 18 % en Belgique.

La détermination d'une « assiette » commune de perception de la T.V.A. à laquelle les Neuf viennent d'adhérer, rendra possible l'application complète à la date prévue du 1^{er} janvier 1978 du système des ressources propres à la C.E.E. En d'autres termes, les recettes budgétaires de la Communauté ne proviendront plus désormais, au moins partiellement, comme c'est encore le cas aujourd'hui, de contributions des États membres, mais exclusivement de ressources propres : les droits de douane et les prélèvements agricoles perçus aux frontières, auxquels viendront s'ajouter une certaine fraction — au maximum 5 % — des recettes obtenues grâce à la perception de la T.V.A.

Ph. L.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	DeutscheMark	Fr. suisse	Fr. français
63 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/2	7 1/2
1 mois	4 3/8	4 7/8	4 3/8	10 1/4
3 mois	4 1/2	5 1/4	4 3/8	10 1/4
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 3/8	11 1/4

(Publié)

SULTANAT D'OMAN MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

APPEL D'OFFRES N° 20/77

RECTIFICATIF

Les offres devront parvenir, rédigées en anglais, au Conseil des Adjudications, le 3 mai 1977 ou plus tard.

(Cf. « Le Monde » du 23-3-77.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LESSICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTFEUILLE S.N. FRANCE OBLIGATIONS

COMPTES DE L'EXERCICE 1976 approuvés par les assemblées générales ordinaires du 22 mars 1977.	
F. 1 180 888 376	ACTIF NET
F. 188,08	VALEUR LIQUIDATIVE
F. 9,44	DIVIDENDE NET distribué par action
F. 1,82	+ AVIS
F. 11,36	DIVIDENDE GLOBAL
28 mars 1977	MIS EN PAIEMENT À PARTIR DU
18 et 20	contre remise des coupons

aux guichets des CAISSES D'ÉPARGNE et de PRÉVOYANCE de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE dans les bureaux des PTT

REINVESTISSEMENT SANS FRAIS des dividendes 1976 en actions nouvelles jusqu'au 30 juin 1977

LE LIVRET PORTFEUILLE

Extraits de l'allocution prononcée par M. Aymar SOLANET à l'Assemblée.

La valeur liquidative de l'action a retrouvé à la fin 1976 son niveau de début de l'année, en dépit de 9,44 F par titre, soit 17 % de l'indice des valeurs françaises.

En outre, les produits courants de cet établissement pour le Canada, et plus particulièrement ceux de l'exercice précédent, le dividende net, de 9,44 F par titre, sera égal à celui de l'an dernier.

Le dividende de l'exercice 1976 sera réparti par deux coupons, le premier de 3,88 F (5 compris le crédit d'impôt de 0,40 F) et le second de 5,56 F (5 compris le crédit d'impôt de 1,32 F).

À ce propos, je voudrais souligner que si les revenus constitués par le premier coupon continuent de bénéficier des avantages fiscaux accordés aux produits des obligations françaises non indexées, les revenus constitués par le second coupon sont assés pour la partie provenant des dividendes d'actions françaises (soit 3,48 F par titre), d'un nouvel avantage fiscal. En effet, les personnes physiques actionnaires de la société profiteront, dans leur grande majorité, du nouvel abattement de 2 000 F sur les revenus de cette nature, institué par la loi de finances pour 1977 et la rentabilité de leur placement s'en trouvera sensiblement améliorée.

En outre, le revenu constitué chaque année par les coupons mis en paiement et les crédits d'impôt attachés à ce régime d'investissement, tiré parti de l'orientation assez favorable des cours des valeurs en dollars et en deutsche marks et ne pas trop accroître ces gains, seules libérées en monnaie étrangère afin de ne pas supporter un risque de change excessif.

Dans ces conditions, l'action Société Nouvelle France-Obligations a pu progresser de 2 % en 1976, passant de 235,05 F le 1^{er} janvier à 242,75 F le 31 décembre en une année où les cours des obligations classiques ont subi une baisse de 2 à 3 % en Bourse de Paris.

De fait, depuis sa création, l'action de notre société a démontré un rendement — tenant compte à la fois de la variation de la valeur liquidative et des dividendes attribués — qui est supérieur, en moyenne annuelle, au rendement réalisé dans les mêmes conditions d'une obligation classique du secteur privé qui aurait été souscrite le 1^{er} janvier 1969.

En outre, le revenu constitué chaque année par les coupons mis en paiement et les crédits d'impôt attachés à ce régime d'investissement, tiré parti de l'orientation assez favorable des cours des valeurs en dollars et en deutsche marks et ne pas trop accroître ces gains, seules libérées en monnaie étrangère afin de ne pas supporter un risque de change excessif.

SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE-OBLIGATIONS

Au cours de l'Assemblée, le président, M. Philippe Marchat, a prononcé une allocution dont voici l'essentiel :

Au cours de l'année 1976, notre politique financière a été guidée par deux considérations principales :

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE À MONTRÉAL

Le 22 mars 1977, M. Maurice Lauré, président de la Société générale, a officiellement inauguré, à Montréal, le bureau de représentation de cet établissement pour le Canada.

À cette occasion, M. Lauré a été entouré par de nombreuses personnalités du monde de l'industrie, de l'économie et des finances, et par des responsables des pouvoirs publics du Québec et de la Province.

La Société générale renforce ainsi sa présence au Canada, assurée depuis 1878 par sa filiale, Eurocan Ltd., société spécialisée dans le commerce international et la Banque canadienne nationale ; cette société, spécialisée dans le financement de biens d'équipement, notamment sous la forme de crédit-bail, assurait jusqu'à présent le développement en raison de la présence de ses bureaux d'action.

Et quelle soit implantée à Montréal, la Société générale ne limite pas son champ d'action à la Province du Québec, mais l'étend à l'ensemble du territoire national canadien.

IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration d'IMMINDO S.A., société immobilière d'investissement, s'est réuni le 22 mars 1977 sous la présidence de M. Gérard Dangelier, afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976. Il a fixé la date de l'Assemblée générale ordinaire au 7 juin 1977.

de l'Assemblée générale ordinaire annoncée au 7 juin prochain.

L'exploitation du patrimoine de la société, qui comprend actuellement huit cent seize appartements, 9 411 mètres carrés de bureaux et d'activités commerciales, 11 mille trois cent trente-trois garages et parkings, est poursuivie dans des conditions favorables. Les taux d'occupation des immeubles ont dépassé 90 % au 31 décembre 1976.

Au cours de l'année, la société a décidé d'entreprendre, courant 1977, la construction de deux nouveaux programmes d'habitation sur des terrains situés à Paris l'Ouest, Paris (14), et rue Saint-Charles, à Paris (15). Ces deux immeubles qui sont en cours de construction, ont été mis en exploitation dans le courant de 1976.

Côte d'Azur : 8 petites villas dans un parc de 1530 m² à Eze sur mer.

Entre Nice et Monaco, à quelques dizaines de mètres de la mer, au milieu d'un parc d'oliviers centenaires, se trouve le « PARC DU SOLEIL ». 8 luxueuses villas de deux niveaux de conception moderne avec leur piscine, leurs jardins privés, leurs espaces verts soignés, leurs immenses terrasses qui s'ouvrent au soleil, leur escalier extérieur et leur cours chemins, 8 petites villas luxueuses qui vous offrent un environnement du « PARC DU SOLEIL ».

Je désire en savoir plus M. T.

Nom : _____ Adresse : _____ 116 bd de la République 06-400 CANNES TEL 9452901

« VOUS ACHETEZ UN APPARTEMENT »

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrai-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à la livraison ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20 000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un examen par des spécialistes et des représentants de la plupart des banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération — suivie au cours de sa réalisation — cet organisme peut à tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir si besoin en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés dans lesquels des logements restent encore disponibles est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 80, Champs-Élysées, 75008 PARIS, tél. 236 22 22.

Pour des renseignements complémentaires, le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi sur rendez-vous.

BANQUE DE BAUQUE BEAU

Le directeur de la Banque de Baucque Beau, filiale de la société en commandite par actions de Baucque Beau et Cie, a présenté à un conseil de surveillance de la banque le 5 mars dernier, les comptes de l'exercice 1976. Ils font apparaître un bénéfice net, avant répartition, de 5 232 327,97 F contre 1 091 076 F en 1975.

OPINIMA

L'Assemblée générale ordinaire de cette SICAV, tenue le 23 mars 1977, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Elle a décidé de distribuer, le 28 mars 1977, au titre de l'exercice 1976, un dividende global de 5,56 F par action comprenant 0,33 F d'impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt). Le réinvestissement d'un dividende net en souscription d'actions OPINIMA s'effectuera jusqu'au 31 juillet 1977 inclus.

De 192,46 F à fin décembre 1976, la valeur liquidative de l'action OPINIMA, parvenue à 127,85 F à fin décembre 1976, a enregistré une valorisation de 7,53 F, compte tenu d'un dividende global de 5,53 F versé le 28 mars 1977.

Ces résultats et à comparer avec le bilan des valeurs françaises dont l'indice a enregistré de 17 % en 1976.

L'UNION POUR L'ÉPARGNE PRIVÉE 57, Boulevard Haussmann, 75008 PARIS

GRUPE PALUEL-MARMONT INVEST

Le conseil d'administration, réuni le 17 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1976. Les bénéfices s'élevaient à 1 388 229,32 F contre 7 885 85,84 F en 1975. Après affectation à la réserve légale de la somme de 419 481,33 F le solde disponible augmenté du report à nouveau s'élève à 1 968 747,99 F soit 8,05 F par action.

Toutefois, conformément aux recommandations gouvernementales relatives à la progression des revenus en 1977, il sera proposé à l'Assemblée générale prévue le 16 juin 1977 de distribuer un dividende limité à 7,70 F et de reporter à nouveau le solde de 367 964 F. Sur le dividende de 7,70 F la part exonérée d'impôt sur le revenu s'élève à 1,78 F.

Le conseil a nommé les Assurances générales de Prévot - Vie comme administrateur.

FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE FRANOR 70, RUE AMÉLOU TEL 700.87.94 97 St-Sébastien. Fermé le samedi.

مكتبة الشامل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE
 - La visite du chef de l'Etat soviétique en Tunisie.
4. ASIE
 - M. Carter réaffirme son intention de défendre les libertés.
5. EUROPE
 - « Européens du Sud » (III), par Jean-Claude Guillebaud.
6. PROCHE-ORIENT
 - Un conseil palestinien. M. Arafat a mené un débat houleux entre partisans et adversaires de la Syrie.
- 7-10. POLITIQUE
 - APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES : Moscou se félicite des « progrès de la gauche » ; POINT DE VUE : « Une direction collégiale à l'hôtel de ville de Paris ? », par Robert Casso.
11. DÉFENSE
 - La Libye commande dix sous-marins rapides.
12. LIVRES
 - UN OUVRAGE DE FRANZ-OLIVIER GIESBERT : François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire.
13. ÉDUCATION
 - L'ouverture de congrès du SNEC.
14. SPORTS
15. JUSTICE
16. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
 - A PROPOS DE... les élections dans les communes nouvelles.
- NORD - PAS-DE-CALAIS
 - Dunkerque s'installe dans la grève.
33. AÉRONAUTIQUE
 - Les négociations Douglas-Dassault.
- 34-36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - La chute de la Bourse de Paris.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 23

CINÉMA : Entrées avec Rita Kassin ; Le Festival du film fantastique à Paris ; Abdelaziz Toulal cinéaste algérien.

EXPOSITIONS : La naissance de Rome au Petit Palais ; Les Peintres à Bordeaux ; Le graveur Max Klinger à l'Institut Goethe.

MUSIQUE : Une journée François Bayle.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (26)

Amusements (26 à 32) ; Aujourd'hui (33) ; Carnet (37) ; Journal officiel (38) ; Météorologie (39) ; Mots croisés (36) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 23 mars 1977 a été tiré à 599 859 exemplaires.

défendez vous contre le VOL



protection électronique portenseigne

51 à 63, rue Gaston Lauriau 93100 MONTREUIL

Plus de 100 installateurs.

En région parisienne : 761. A.C.E.T. Paris - Est 362.1135 ALARMES, Paris Ouest + Nord 237.4190 INSTANT Paris 532.2998 L'ÉPIQUE Paris Sud + Est 336.2404 SECURITESS, Paris 17 + 15 250.9802 STOP Banlieue Ouest 055.2620

A B C D F G H

Le chef du département politique de la Confédération helvétique à Paris

M. Pierre Graber, chef du département politique (ministère des affaires étrangères) de la Confédération helvétique, a eu, mardi 22 mars, des entretiens avec MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre. Recevant la presse après un déjeuner offert à l'ambassade de Suisse en l'honneur de son collègue français, M. de Guiringaud, M. Graber a annoncé que les deux ministres étaient convenus de se rencontrer au moins une fois par an, alternativement à Paris et à Berne. Aux questions des journalistes sur les suites de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Graber a déclaré que le dialogue amorcé à Helsinki devait se poursuivre. M. de Guiringaud a ajouté de son côté : « La conférence d'Helsinki a défini des principes, parmi lesquels il en est un qui concerne les droits de l'homme. Le fait que ces principes aient été agréés par les signataires des pays de l'Est constitue une base importante pour la reconnaissance du respect des droits de l'homme dans ces pays. Bien que la détente soit pour nous essentielle, nous n'acceptons jamais qu'elle s'établisse sur le silence des hommes. Nous ne pourrions admettre que des hommes soient inquiétés parce qu'ils auraient réclamé l'application des accords d'Helsinki ».

La neutralité n'est pas une fin mais un moyen de conserver notre indépendance nous déclare M. Graber

« La neutralité, tel est la doctrine diplomatique traditionnelle de la Suisse, tend depuis quelques années à devenir plus active, et vous n'hésitez pas vous-même à prendre parti dans les grandes questions contemporaines. Comment expliquez-vous cette évolution ? »

Celle-ci est due tout autant à la pression des événements qu'à la volonté des hommes. La neutralité suisse a survécu à la fin de la seconde guerre mondiale — les commentateurs désobligeants, certains y voyant l'expression d'un isolement égoïste et la preuve que la Confédération — qui est sortie indemne de l'effort de guerre — ne cherchait qu'à profiter des malheurs des autres. »

Pour corriger cette mauvaise image, nous avons peu à peu ajouté au concept — qui demeure fondamental — de « neutralité » celui de « solidarité » avec les autres pays dans l'immédiat après-guerre, et celui de « participation » aux instances internationales dans les années 60.

L'époque moderne implique en effet de plus en plus une solidarité économique — et par conséquent politique — entre les États. Notre économie est fondée sur l'exportation. Nous ne pouvons pas nous passer des autres. La neutralité n'est pas pour nous une fin en soi, mais seulement un moyen de sauvegarder notre indépendance.

« L'adhésion à l'ONU, cette évolution — elle-même pour bien-tôt ? »

« Nous sommes totalement tributaires de la décision du peuple souverain. Tout dépend de l'évolution de l'opinion publique suisse qui est pour l'instant — dans sa majorité — hostile à cette décision. Les obstacles intérieurs sont donc plus importants que les obstacles extérieurs. L'opinion a été particulièrement sensible, dans notre pays, aux méfaits de ce qu'on appelle la « majorité automatique » des pays non industrialisés à l'Assemblée générale de l'ONU. La condamnation du sionisme a sans doute fait reculer de quelques années chez nous la cause de l'indépendance. Mais celle-ci est inscrite dans les astres et il est impensable que la Suisse, jusqu'à la consommation des élections, reste dehors de l'ONU. Le gouvernement et le Parlement sont favorables à l'adhésion. Ils sont — comme il est fréquent chez nous — en avance sur l'opinion publique.

« La Confédération helvétique a joué un rôle plus important qu'on ne l'attendait généralement lors de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Quelle est sa contribution à la préparation de la conférence de Belgrade en juin prochain, qui aura pour tâche de faire le bilan de l'application des accords d'Helsinki ? »

« La Suisse a montré à Helsinki qu'elle était capable — par sa diplomatie active — de débiter certaines situations. Nous croyons que le dialogue engagé doit se poursuivre, même si, comme tous les Occidentaux, nous pensons que le bilan d'Helsinki doit être fait, à Belgrade, en toute sérénité, sans polémique inutile, mais sans faiblesse d'aucune sorte.

« Cela signifie-t-il une fermeté accrue dans la défense des droits de l'homme ? Vous avez parlé, à ce propos, des « jeunes florissans qu'on a vus se lever sur des terres impures » (Le Monde du 23 mars). »

« Nous voulons faire à Belgrade un constat honnête et sans complaisance. Il est difficile de juger la profondeur des mouvements de dissidence à l'Est. On peut penser, cependant, que ceux-ci ne sont pas réversibles. Il y a là des hommes — peut-être isolés — dont l'aspiration à la liberté est irrépressible. Cela

nous réjouit, car nous croyons à la liberté. »

« Votre dernière visite officielle à Paris, en 1972, avait eu pour objet la préparation de l'accord de libre-échange avec la C.E.E., signé la même année. Comment a fonctionné cet accord ? »

« Nous estimons qu'il a parfaitement fonctionné — à la satisfaction des hommes. Les bases ne doivent pas être remises en cause, mais seulement étendues.

« L'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), à laquelle vous appartenez avec la Norvège, la Suède, l'Autriche, etc., a-t-elle encore un avenir — des lors qu'un autre de ses membres, le Portugal, a demandé à la C.E.E. ? »

« Nous comprenons les raisons du Portugal, qui a besoin, pour asseoir son régime démocratique, de l'appui de la C.E.E. Celles d'autres pays méditerranéens sont également très compréhensibles. Mais il restera toujours les trois pays que vous avez cités — et la Suisse.

« La Suisse a lancé, il y a quatre ans, l'idée de la conférence diplomatique sur le développement du droit humanitaire, qui a pour but l'élaboration de la mise à jour des conventions sur la protection des prisonniers de guerre et des populations civiles lors des conflits armés. Cette conférence, qui s'est ouverte il y a quelques jours, doit se terminer le 10 juin. Qu'en attendez-vous ? »

« La France a longtemps été réservée, voire sceptique. Cette attitude a changé et nous pouvons maintenant compter sur son appui. Cette conférence est une aventure difficile, mais il faut arriver à des compromis honorables sur les points névralgiques. Il est ardu, en particulier, de concilier la protection des populations civiles et la définition d'un « statut » du guerillero. Tout semble en revanche en bonne voie en ce qui concerne les mercenaires, qui devraient pouvoir sortir sans encombre des formations combattantes. Les formations combattantes, même si des correctifs sont nécessaires. Le problème est sans doute plus politique que technique.

Propos recueillis par DOMINIQUE D'HOMBRES.

Le 20^e anniversaire des traités de Rome

MM. GISCARD D'ESTAING ET BARRE SOULIGNENT QUE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE EST INDISPENSABLE

« Je rends hommage à la vision historique de ceux qui ont négocié, signé et mis en œuvre le traité de Rome, et ouvert ainsi la voie à l'indispensable Communauté européenne », a déclaré M. Giscard d'Estaing en accueillant l'Élysée, mardi 22 mars, les personnalités françaises qui ont négocié et mis en œuvre les traités de Rome.

Pour célébrer le vingtième anniversaire de la signature des traités (25 mars 1957), le président de la République avait invité, avec le premier ministre, M. Raymond Barre, l'« inventeur » du système communautaire, M. Jean Monnet, trois anciens présidents du conseil : MM. Pinay, Edgar Faure et Bourges-Maunier, deux anciens ministres, MM. Maurice Faure (qui fut secrétaire d'État aux affaires étrangères en 1957, fut un des signataires des traités) et Pierre July, puis, dans l'équipe des experts, MM. Guillaumet, Vedel, Uri, Marjolin, Domenech de Valbres, Emile Noël, Jean François-Poncet et Alain Peyrefitte. M. Christian Pineau, ministre des affaires étrangères, en 1957 et signataire des traités, est en voyage en Égypte.

À la soirée, M. Barre qui fut six ans vice-président de la commission des Communautés, déclara : « Je suis convaincu que la construction européenne est une nécessité et qu'elle répond aux intérêts fondamentaux de la France et les autres pays d'Europe occidentale. » A propos des mises en garde de M. Debré, il ajouta : « J'ai beaucoup de respect pour M. Debré, mais je pense qu'il exagère certains dangers. Au-delà de toutes les réserves qui sont entravées sur la construction européenne il y a une réalité. Cette réalité, c'est que nos pays doivent s'unir s'ils veulent jouer dans le monde le rôle qui a été le leur dans le passé. »

Aux États-Unis M. STETSON EST NOMMÉ SECRÉTAIRE À L'ARMÉE DE L'AIR

Washington (A.F.P., Reuters). — M. John Stetson, ingénieur en aéronautique et homme d'affaires, a été nommé mardi 22 mars secrétaire à l'Armée de l'Air par le président Carter.

[Né à Chicago en 1920, il a travaillé pour la compagnie aéronautique Douglas et dans de nombreuses entreprises aéronautiques. Il a présidé les activités de presse de la société Houston (qui édite le Houston Journal) de 1964 à 1970. M. Stetson était depuis cette date président de la société A.B. Dick, qui fabrique du matériel de bureau.]

Jusqu'à 31 REMISE 10 à 20 %

BEAUX TAPIS D'ORIENT

BAS PRIX

Ex : Kasak ancien 2x111 soldé 2.599 F Pakistan 23x133 soldé 1.599 F 52, rue de Crimée, Métro OUDOUX Fermé samedi - Ouvert lundi

PREMIÈRE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1977

La limitation de la hausse des tarifs publics amène l'État à accroître ses subventions

Le budget de l'État pour 1977 va être remanié. Les modifications qui lui seront apportées devaient être soumises, ce mercredi 23 mars, au conseil des ministres par M. Barre. Mise à part une rallonge de 400 millions de francs destinée à améliorer l'emploi des jeunes, cette loi de finances rectificative a pour seul but de faire mieux coller à la réalité les comptes de l'État.

Ceux-ci avaient été présentés par le gouvernement en parfait équilibre à la fin de l'année dernière, et le Parlement les avait votés en novembre et décembre 1976. Mais M. Barre a reconnu, il y a un mois, que « le budget total de 1977 ne pouvait plus être considéré comme reflétant de manière vraisemblable les dépenses réelles de 1977 ».

Les dépenses prévues l'année dernière pour 1977 vont donc être révisées — comme les recettes d'ailleurs — de la manière suivante :

1) Les charges de l'État, pour cette année, s'accroissent d'un peu moins de 20 milliards de francs (19,25 milliards) par rapport à ce qui avait été prévu et s'élèveront donc à 335 milliards de francs, soit environ 9 à 10 % de plus que les charges effectives de l'État en 1976.

Dans ce rallonge de 19,25 milliards de francs, le quart ira aux entreprises publiques (3,5 milliards à la S.N.C.F.), dont la dotation s'est accrue de 1,5 milliard de francs, et le reste sera affecté à la hausse des tarifs publics de cette année. Le budget de 1977 préparé au printemps 1976 — bien avant l'arrivée de M. Barre à l'hôtel Matignon — était en effet basé sur l'hypothèse d'un relèvement moyen de 9 à 10 % des tarifs publics : + 17 % pour la S.N.C.F., dont les comptes devaient ainsi être remis à flot, + 7,5 % pour tous les autres tarifs. La tactique adoptée par M. Fourcade était à l'époque de limiter à 6,5 % les hausses des tarifs publics sur les normes fixées par le gouvernement pour la hausse des prix de détail, cette règle subissant chaque année une exception destinée à remettre à flot les autres entreprises publiques déficitaires. Le blocage des tarifs publics jusqu'au 1^{er} avril 1977 opéré par M. Barre, le relèvement de 6,5 %, impliquait un déficit supplémentaire de 5 milliards de francs environ. Encore celui-ci sera-t-il plus lourd si le gouvernement diffère jusqu'à l'été la

La rencontre entre MM. Beullac et Charpentier n'aura pas lieu...

Qui est responsable de l'ajournement de la rencontre prévue initialement jeudi 24 mars entre la C.G.C. et le ministre du travail ? Selon un communiqué de la C.G.C. : « C'est le président de la C.G.C. lui-même, M. Yvan Charpentier, qui a proposé de reporter l'entrevue » pour des raisons « internes » à cette confédération.

Informé par l'A.F.P. de cette explication du ministre, la C.G.C. a aussitôt opposé un démenti formel. Elle précise qu'à l'annonce, par les soins de M. Charpentier, au ministre du travail, de la composition de la délégation de la C.G.C. qui se rendrait à son invitation, le ministre a pris, seul, l'initiative d'ajourner la rencontre.

Effectivement, M. Charpentier a rencontré, en privé, à mardi matin, M. Beullac pour lui indiquer que la délégation de la C.G.C. serait conduite non par lui-même mais par le secrétaire général, M. Menin. Puis il a demandé que M. Charpentier, critiqué pour son adhésion aux G.I.R.

(Groupes Initiative et Responsabilité) en compagnie des P.M.E. aurait refusé de conduire la délégation ? À la C.G.C. on dément cette interprétation : « Cela n'a rien de vrai », déclare M. Charpentier, explique-t-on, « ne peut pas aller au ministère faire de la figure. La C.G.C. n'entend pas procéder à un enième tour d'horizon, mais discuter de points précis. C'est la raison pour laquelle elle a envoyé des responsables des questions Sécurité sociale et emploi ».

Puis-il alors parler d'une « gaffe » du ministre du travail ou de l'échec d'un compromis négocié « en privé » entre M. Charpentier et M. Beullac, qui se seraient mal compris ? Au ministère on indique que le président de la C.G.C. a plusieurs fois changé d'attitude sur la composition de la délégation : « Lorsque M. Charpentier nous a annoncé qu'il ne viendrait pas, nous avons considéré qu'il s'agissait d'un ajournement », explique-t-on.

Ces « bisbilles » entre la C.G.C. et le ministère desservent en tout cas les deux personnalités : le président de la C.G.C., mais aussi M. Beullac, qui, soutenu de démissionnaires, vient d'annoncer qu'une rencontre aurait lieu avec la C.F.D.T. et qu'il se rendrait vendredi au siège de la C.F.T.C. pour y rencontrer ses dirigeants. Un événement, affirme-t-on, pour la première fois, un ministre du travail se rend au siège d'une confédération ouvrière.

La découverte d'un réseau d'espionnage L'UN DES CINO INCULPÉS EST LAISSÉ EN LIBERTÉ

Arrêté le 21 mars et gardé à vue à la D.R.T., M. Raymond Dissard, quarante-quatre ans, a été inculpé d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère par M. Christian Galut, juge d'instruction à la Cour de droit de l'État. Mais, contrairement aux quatre autres inculpés qui ont reconnu avoir formé un réseau d'espionnage depuis quinze ans et ont été écroués (Le Monde du 23 mars), M. Dissard a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire. Chef de fabrication dans une maison d'édition médicales, il semble n'avoir eu qu'un rôle de « boîte à lettres » dans cette affaire.

MATH-SECOURS

Cours secondaire privé

STAGES INTENSIFS : 6^e à Terminales

5 JOURS A PAQUES

en MATHÉMATIQUES - PHYSIQUE

(19^e) Montreuil 504-11-11 - (9^e) OUDOUX 326-46-58 - (8^e) St-Lezard 283-82-88